

The background of the cover features a dark blue space-like background with two large, detailed, brownish-gold coronavirus particles. One is in the upper right, and another is in the upper left, both with prominent spike proteins. The overall design is clean and professional, with a dark blue central panel and light grey side panels.

POLICY PAPER

PP 20 - 10

Mai 2020

**LES
RÉVOLUTIONS
CHINOISE ET
IRANIENNE À
L'ÉPREUVE DU
COVID-19**

Par Akram Zaoui et Salma Daoudi

Les révolutions chinoise et iranienne à l'épreuve du Covid-19

Résumé

L'objectif de cet article est de chercher à mettre en perspective les réactions de la République populaire de Chine et de la République islamique d'Iran face à la crise sanitaire provoquée par le nouveau coronavirus (Covid-19) avec l'histoire politique et moderne de ces pays, les modalités de leur construction étatique et de leur insertion dans l'ordre international. Régimes autoritaires dont la rhétorique et la légitimation se construisent autour d'une manière de nationalisme associée à une idéologie et une doctrine révolutionnaires, l'Iran et la Chine présentent des formes particulières d'articulation des rapports entre société, Etat ou régime et communauté internationale dominée par l'Occident. La crise¹ du Covid-19 est venue opérer une fonction de révélation, voire d'exacerbation ou d'inhibition, en tout cas de modalisation de ces rapports. Le propos de ce Papier est de passer en revue la façon dont cela s'est produit, en introduisant dans la réflexion conduite une dimension théorique ayant trait aux relations internationales comme à la construction des Etats-nations modernes comme Etats sécuritaires, sanitaires et mercantiles. Un long détour historique et théorique et une approche multidisciplinaire nous semblent requis pour conduire l'analyse à son terme. Ils permettront de mettre en lumière un certain nombre d'articulations, de contradictions, de tensions, d'expérimentations et d'hésitations, de compositions, de décompositions et de recompositions, qui sous-tendent et structurent le jeu dialectique entre composantes de la société, Etat, ordre international, guerre, sécurité, santé et économie. En mobilisant ce biais théorique, que nous justifions : l'Etat administre des territoires et des masses biologiques dans une perspective qui est celle de mener la guerre sur différents fronts, et notamment militaire et économique.

1. La crise désigne au XIXème siècle, en médecine notamment, un changement, un moment périlleux et décisif, qui est celui de la résolution potentielle. Voir à ce sujet et sur ce lien la définition proposée par le Littré : <https://www.littre.org/definition/crise>

Liste des abréviations

| | |
|------------------------|--|
| APL | : Armée Populaire de Libération |
| CIA | : Central Intelligence Agency |
| CNN | : Cable News Network |
| Covid-19 ou SRAS-CoV-2 | : Nouveau Coronavirus |
| DPA | : Defense Production Act |
| FMI | : Fonds Monétaire International |
| LGV | : Ligne de chemin de fer à Grande Vitesse |
| MSF | : Médecins Sans Frontières |
| NEP | : Nouvelle Economie Politique |
| OCDE | : Organisation de Coopération et de Développement Economique |
| OEI | : Organisation de l'Etat Islamique |
| OIHP | : Office International de l'Hygiène Publique |
| OMC | : Organisation Mondiale du Commerce |
| OMS | : Organisation Mondiale de la Santé |
| ONG | : Organisation Non Gouvernementale |
| ONU | : Organisation des Nations Unies |
| PCC | : Parti Communiste Chinois |
| PIB | : Produit Intérieur Brut |
| R0 | : Taux de reproduction de base d'un virus |
| SAVAK | : Sâzmân-e Ettela'ât va Amniyat-e Keshvar (police politique à la fin du régime du Shah d'Iran) |
| SDN | : Société des Nations |
| SRAS | : Syndrome Respiratoire Aigu Sévère |
| UE | : Union Européenne |
| UMP | : Unités de Mobilisation Populaire |
| URSS | : Union des Républiques Socialistes Soviétiques |
| ZES | : Zone Economique Spéciale |

Liste des graphiques

- Graphique 1. Taux de létalité du Covid-19 dans différents pays du monde.
- Graphique 2. Evolution des décès liés au Covid-19 dans différents pays du monde.
- Graphique 3. Evolution récente des échanges commerciaux entre Chine et Iran.
- Graphique 4. Evolution du nombre de cas du Covid-19 en Chine et en Iran.

Liste des cartes

- Carte 1. Nombre de cas actifs du Covid-19 en Chine au 28 avril 2020.

Liste des tableaux

- Tableau 1. Liste non-exhaustive des principaux responsables iraniens contaminés par le Covid-19.

Liste des images

- Image 1. Affiche de propagande chinoise durant la guerre de Corée appelant à la vaccination de masse contre la guerre biologique « impérialiste » étasunienne.
- Image 2. Soldats iraniens sur le front lors de la guerre avec l'Irak en 1988.
- Image 3. Dessin de l'artiste Mikael Barati représentant la lutte de l'Iran contre le Covid-19.

Table des matières

| | |
|---|----|
| Introduction | 5 |
| I. Chine et Iran entre ordre interne et ordre international : devant l'hégémonie occidentale et les mutations des sociétés, gagner sa propre place, construire son propre modèle | 10 |
| a) Une brève histoire de l'Etat en Chine et en Iran : des traditions impériales, prestigieuses, prémodernes multiséculaires..... | 10 |
| b) Chine et Iran face à la montée en puissance du monde européen..... | 13 |
| c) Les premières réactions sociopolitiques à la domination étrangère et face à la faiblesse du pouvoir..... | 16 |
| d) La confirmation de l'ère révolutionnaire | 19 |
| e) Le temps de la réforme | 26 |
| II. Etat, régime, société, virus | 30 |
| a) Deux pays touchés de plein fouet par le coronavirus..... | 30 |
| 1. Les Etats face au Covid-19 : économies et sociétés à l'épreuve des épidémies | 30 |
| 2. Chine : victoire ou défaite ?..... | 34 |
| 3. L'Iran, aux marges du monde, au cœur de la pandémie | 37 |
| b) Des approches différentes dictées par des situations propres | 44 |
| 1. Appareil d'Etat et machine partidariaire en mission contre l'épidémie en Chine | 44 |
| 2. La dernière guerre de la République islamique | 47 |
| c) La possibilité de Tchernobyl ? Exceptionnalité et banalité des crises en régime autoritaire | 56 |
| III. L'Etat dans ses états : santé, crise, guerre, discipline, bureaucratie | 58 |
| a) L'Etat moderne est d'abord un Etat sanitaire | 59 |
| b) L'internationalisation des préoccupations sanitaires | 63 |
| c) L'Etat d'exception | 68 |
| Conclusion | 71 |

Introduction

Au XVI^{ème} siècle² de l'ère commune, s'opère un partage de l'Ancien monde³ qui voit s'installer un équilibre international, maintenu jusqu'à l'orée des temps modernes, entre les différentes puissances qui le dominent. L'Empire ottoman semble plus fort que chaque pays européen pris séparément, et s'intègre dans le système géopolitique du « Vieux continent » par une alliance de revers contractée avec la France contre la Maison d'Autriche. A son tour, la Perse safavide, principale rivale des Ottomans, est liée, contre ces derniers, aux Habsbourg. L'Orient⁴ est structuré en cinq grands empires dits de la poudre à canon, au perse et à l'ottoman susmentionnés s'ajoutant la Chine des Ming puis des Qing, l'Inde du Grand Moghol, le Japon des Shoguns.

Chaque innovation technique européenne en matière militaire est vite adoptée par les autres éléments du complexe vétéro-mondain. De ce fait, tous les empires orientaux ont tendance à rester centrés sur eux-mêmes, plus ou moins isolés des influences de l'Europe, mais tout en continuant de se tenir informés sur ses tendances. Ils se caractérisent par la présence d'éléments d'appareils bureaucratiques et étatiques, des civilisations urbaines, des modes originaux de légitimation du pouvoir, et une distribution propre des autorités et des hiérarchies, laissant souvent la part belle aux autonomies locales, dans une configuration qui reste pré-politique⁵. Des structures mentales et spirituelles puissantes sous-tendent ces ordres sociopolitiques et complètent la force matérielle, expliquant l'incapacité des missionnaires chrétiens à obtenir des conversions (dans le cas de la Chine et du Japon), ou à se risquer à en susciter (chez les puissances musulmanes). Les systèmes monétaires sont connectés les uns aux autres, et donc aux ressources en métaux précieux venus du Nouveau monde. L'Ancien monde est ravagé jusqu'au XIX^{ème} siècle par des épidémies de peste, puis, par la suite, de choléra, mais forme un continuum biologique qui le préserve de chocs microbiens similaires à celui que vivent les populations d'Amérique lors de la conquête du continent par les Etats européens, et en particulier les monarchies ibériques.

2. Cette introduction se réfère dans une très large mesure au magistral ouvrage de Henry Laurens, *Les crises d'Orient, 1768 – 1914*, 2017.

3. L'Ancien Monde s'oppose au Nouveau Monde formé par le continent, ou « hémisphère », américain, « découvert » en 1492 par l'expédition de Christophe Colomb, puis investi par les puissances politiques européennes qui y établissent un système d'administration et d'exploitation de type colonial, dominé par une économie de plantations et l'extraction de minerais, ayant recours à la traite négrière dans le cadre du commerce triangulaire transatlantique. Le Nouveau monde est une projection de l'Europe, mais aussi de la Méditerranée orientale (où étaient plantées certaines denrées, comme le sucre) de l'autre côté de l'Atlantique. Sa domination et sa mise en culture, en valeur, se justifient alors par la nécessité d'y propager la foi chrétienne. L'œuvre d'Henry Laurens rappelle ces faits fondamentaux.

4. Nous savons les controverses suscitées par cette notion d'Orient, illustrées par la publication de l'ouvrage *Orientalism* d'Edward Saïd (1935-2003) en 1978. Nous la retenons cependant, notamment parce qu'elle se réfère à la « question d'Orient », expression dont Henry Laurens identifie la première occurrence en 1832 dans *Les Crises d'Orient*, op. cit. L'Orient est la « partie majoritaire de l'Ancien Monde ». Il rassemble l'ensemble des territoires, dispositifs politiques, civilisations s'étendant de la Méditerranée au Japon. Il s'oppose à l'Occident, héritier de l'Empire romain d'Occident (285-476), puis de l'Empire carolingien (800-924), dominé par le catholicisme romain, puis, à ses côtés, par le protestantisme, à partir de la Réforme engagée dès les XIV^{ème} – XV^{ème} siècles (œuvre du tchèque Jan Hus) puis au début du XVI^{ème} siècle (œuvres de l'Allemand Martin Luther, du Français Jean Calvin, du Suisse Ulrich Zwingli, ...).

5. Cette notion de pré-politique est discutée. On la doit notamment à une certaine historiographie, anglo-saxonne et marxiste, et on la retrouve ainsi chez des auteurs comme Eric Hobsbawm (1917-2012). Elle est notamment critiquée par le courant, originaire d'Inde, des *subaltern studies*. Pour une discussion de cette notion, on peut se référer à Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, 1983 ou encore Dipesh Chabkrabarty, *Provincializing Europe. Postcolonial Thought and Historical Difference*, 2000.

Mais à partir de la moitié du XVIII^{ème} siècle, l'Europe se trouve soudain en situation d'hyperpuissance. Progressivement, de plus en plus intensément, les empires d'Orient se trouvent confrontés à l'« inévitable Occident »⁶, de plus en plus menaçant, dominateur, sûr de lui-même et de sa supériorité. Les infiltrations des empires coloniaux en voie de constitution se font de plus en plus pressantes, insidieuses, et la Russie des tsars, maîtresse du Heartland⁷, et à la recherche d'un accès aux mers chaudes, comprime ses voisins méridionaux, gagne toujours plus de territoires, risquant de peu à peu étendre son emprise sur la route des Indes, voire le sous-continent, devenu priorité de la Couronne britannique, et bientôt érigé en son joyau⁸. Une première mondialisation⁹ voit le jour, qui force les territoires d'Orient à une intégration dans des circuits commerciaux et financiers à l'échelle planétaire, à des conditions qui ne sont pas les leurs.

Face à cette situation, à ce nouvel éventail de périls, qui soudain sortent d'une manière de torpeur des Etats fragilisés par la confrontation à des capacités d'organisation, de concentration et de projection qui leur font défaut, face à ce décentrement brutal, à ce déracinement violent, à ce dérèglement rapide, imposés par une hégémonie subite venue du dehors, il faut aux sociétés, aux Etats, à leurs dirigeants, préparer la réponse. Se défendre d'abord, préserver son indépendance ou son semblant, créer un modèle propre en empruntant ce qu'il convient, puis, rattraper, et dépasser¹⁰.

L'histoire moderne de la Chine et de l'Iran ne s'explique que dans ce cadre. Il faut aux deux, tout en boutant l'étranger hors de son territoire (mais dans quelle mesure, et avec quels arrangements ?), et, pour ce faire, un Etat moderne. La rhétorique volontariste, émergée du bouillonnement politique et intellectuel de ces sociétés, se fait volontiers révolutionnaire ; les méthodes, autoritaires, et ce, d'autant que ce cadre à l'action publique permance longtemps en Europe¹¹. Or la construction de l'Etat moderne se fait

6. L'expression est de l'historien français du monde arabe Dominique Chevallier (1928 – 2008) qui parle d'« inévitable Occident » et d'« Orient résistant » dans *La Société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, 1971.

7. On doit cette notion-phare de la géopolitique au géographe britannique Halford John MacKinder et à son article paru en 1904 et présenté à la Royal Geographical Society, « The Geographical Pivot of History ». Le Heartland se trouve au cœur de « l'île-Monde » (World-Island) formée par les continents européen, asiatique et africain. En 1919, les implications de la théorie afférente étaient résumées par MacKinder comme suit : « Who rules East Europe commands the Heartland; who rules the Heartland commands the World-Island ; who rules the World-Island controls the world. »

8. La reine Victoria recevait la souveraineté sur les possessions de la Compagnie des Indes orientales à partir de 1858 (début de l'ère du Raj britannique qui s'achève à l'indépendance du Dominion de l'Inde en 1947 qui précède la République de l'Inde proclamée en 1950), suite à la répression de la révolte des Cipayes (1857), puis était proclamée impératrice des Indes en 1876.

9. On situe la première mondialisation entre 1870 et 1914, et on peut se référer à ce sujet à la note suivante du Trésor français : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2011/10/12/tresor-eco-n-93-quels-enseignements-tirer-de-la-premiere-mondialisation-1870-1914>. Il est cependant intéressant de retenir que cette mondialisation se met en place à l'issue d'un processus qui pour les « périphéries » non-européennes du monde est celui de l'installation, notamment sur les plans militaire, politique, juridique, mental, d'une domination toujours plus forte. Cette première mondialisation se caractérise par des migrations humaines massives (notamment vers les Amériques, qui accueillent une partie des surplus démographiques de l'Ancien monde, mais aussi vers les colonies qui se constituent dans cet Ancien Monde) et une véritable cohésion juridique, comme le rappelle l'économiste français Daniel Cohen dans *Trois leçons sur la société postindustrielle*, 2006. Classiquement, les périphéries produisent et commercialisent surtout des matières premières.

10. Cette expression « rattraper et dépasser » a fait florès dans les volontarismes socialistes et du « monde dominé », les deux se croisant largement.

11. On rappelle qu'en Europe du Sud (Grèce, Espagne, Portugal), qui relève « paradoxalement » de l'Europe occidentale, les dernières dictatures tombent au milieu des années 1970. On voit les difficultés que rencontrent les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) à voir se mettre en place des démocraties libérales fonctionnelles, et le triomphe de l'« illibéralisme » qui y a cours, et que la crise du Coronavirus a pu renforcer (voir le cas de la Hongrie). Pour des réflexions sur la question, on pourra écouter l'entretien accordé par l'historien Zeev Sternhell : <https://www.youtube.com/watch?v=kyQzd2gFNhU>

en rapport avec la constitution et l'évolution des savoirs. La discipline des hommes, la gestion et le contrôle des populations et des territoires à grande échelle, se font à la faveur du développement de la statistique et de la technique.¹² Les sciences font ensuite l'objet d'une politisation, sous des formes diverses, sur des plans variés.

Toujours est-il que les modes sur lesquels ce dernier phénomène se décline (progressisme, constitutionnalisme, étatismisme, souverainisme, nationalisme, militarisme, positivisme, scientisme, hygiénisme, ...) se croisent pour ainsi dire dans une discipline qu'à leur manière, dans une tradition millénaire, Chine et Iran avaient beaucoup enrichi¹³, mais qui doit se conformer au parangon occidental, à ses exigences épistémologiques, à ses derniers développements, à ses pratiques les plus récentes : la médecine. L'Etat¹⁴ naît dans, par et pour la guerre, dont Chine et Iran font une expérience nouvelle. Par voie de conséquence, il est aussi le produit du perfectionnement et de l'extension du domaine de la fiscalité qui la finance en ponctionnant la démographie, la production, ou la propriété. Mais il se fait aussi, surtout, et donc par la santé. Il ne suffit pas de savoir prélever, mobiliser, orchestrer, aiguiller, coordonner, il faut le faire mieux, et en masse, sur un matériau humain amplifié, densifié, actif, producteur, discipliné, donc avant tout sain. Les infrastructures de transport (voies carrossables, puis asphaltées, chemins de fer, ports, ...), les centres de production (manufactures puis usines, centres de données, ...), les technologies sont d'une utilité réduite, voire nulle, si les agents économiques sont handicapés, paralysés, décimés, dans leur corps et leur mouvement, par des épidémies.¹⁵

Cette santé que la guerre sous ses formes variées exploite, module, ou détruit, les Etats ont la charge de la préserver, et, d'abord, dans la lutte contre les épidémies, qui sapent la richesse des nations¹⁶, et, partant, leur capacité à la confrontation. La santé, et en général le vivant, sont objets et enjeux de (géo)politisation, de sécurisation, de militarisation, de légitimation. Relevant du biologique, nous considérons qu'elle est corrélée, dans la gestion qu'en font les Etats, à la capacité, également, à nourrir les populations, et par conséquent à garantir la distribution des denrées, à mettre en valeur les terroirs, à administrer les écosystèmes. Ce prisme éco-biologique sera l'angle choisi dans les lignes qui suivent.

12. Nous faisons largement, parfois implicitement, référence dans les lignes qui suivent à l'œuvre de Michel Foucault (1926-1984), et notamment à la tripartition qu'il propose entre sociétés de souveraineté (fondées sur une théorie juridique de la souveraineté construite autour de la figure du Roi dès le milieu du Moyen-Age et se préoccupant de la génération de richesse, notamment à partir de l'exploitation de la terre), sociétés de discipline (constituées autour de mécanismes coercitifs disciplinaires s'occupant de tirer du temps et du travail des corps) et biopolitique (consistant dans l'administration du vivant, de populations qu'il s'agit de « laisser vivre »). Voir notamment son cours au Collège de France, « Il faut défendre la société ». Cours au Collège de France, 1976.

13. L'acupuncture, toujours pratiquée à l'étranger par des médecins chinois dépêchés par la République populaire, est vieille d'au moins 2 millénaires. La maîtrise de la médecine dans le monde persan est attestée par d'éminents praticiens comme Abû Bakr Al-Râzî (de la ville de Ray, près de l'actuel Téhéran), latinisé en Razès, aux IX^{ème}-X^{ème} siècles.

14. Etat peut être entendu de différentes manières : il est sur le plan juridique sujet de droit international public, candidat ou titulaire pour siéger dans des organisations internationales. Il est aussi unité d'une souveraineté, d'une population et d'un territoire. Il est enfin dispositif politique, administratif et sécuritaire gérant un territoire et des populations, détenant le monopole de la contrainte légitime (Max Weber) et constituant l'unité élémentaire d'un ordre international westphalien qui lui accorde la primauté.

15. Pour autant, il existe un incontestable lien entre santé d'une part et infrastructures / technologies de l'autre : le contrôle de la première se fait en symbiose avec les secondes, et la maîtrise des secondes peut permettre d'améliorer la première, notamment en temps de crise, ne serait-ce que par la génération de richesse qui permet de mobiliser des ressources pour répondre à la crise.

16. L'organisation et la politisation des savoirs sous les Lumières donnent lieu à la naissance de l'économie politique, en Angleterre notamment. Un ouvrage emblématique de cette discipline est celui du philosophe et économiste écossais Adam Smith, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776.

En somme, en Europe, la nécessité de conduire des guerres d'ampleur (à partir des guerres de Louis XIV¹⁷, voire des guerres de religion¹⁸, dont celle de Trente ans¹⁹), qui se font mondiales (à partir de la Guerre de Succession d'Espagne²⁰), de plus en plus sophistiquées (par l'usage de l'artillerie, notamment légère et mobile, des corps d'armée, du génie), puis totales²¹, amènent à l'extension et au perfectionnement du prélèvement sur la population (fiscalité et conscription). Cette nécessité pousse l'Etat à se transformer en Etat mercantile²² (le trésor nécessite du travail, soit une population active, et un capital, donc de la production et de l'échange, sur lesquels ponctionner), disciplinaire (pour susciter le consentement et maximiser les potentiels) et sanitaire (lutte contre les épidémies). Il intègre, pour ce faire, les différents savoirs qui se développent depuis l'invention de l'imprimerie et que les Lumières se chargent de recenser, d'organiser et de politiser. Tandis qu'en Europe se met en place cet Etat mobilisateur, moderne, sanitaire, avec une population et des cadres de plus en plus instruits, le « Vieux continent » se place en position d'hyperpuissance par rapport au reste du monde en général, et, en l'espèce, par rapport à la Chine et à l'Iran. Il revient dès lors à ces derniers de construire des capacités de commandement et de contrôle politiques, avec de nécessaires dimension et corollaire éco-biologiques, donc en termes d'administration, pour regagner dans l'ordre international, voire mondialisé, l'autonomie²³ de leur décision. Les modalités de construction de cette autonomie font, et s'expliquent, et passent par l'histoire et la

17. Il s'agit des guerres franco-espagnole (1635-1659), de Dévolution (1667-1668), de Hollande (1672-1678), des Réunions (1683-1684), de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697), de Succession d'Espagne (1701-1714).

18. On dénombre des dizaines de conflits internationaux et civils dans l'Europe des XV^{ème} au XVIII^{ème} siècles en rapport avec la religion. L'Etat se construit ainsi beaucoup en articulation avec un dogme religieux (même si cela prend plus tard la forme de l'anti-religion, qui souvent se structure comme une autre forme de la religion).

19. La Guerre de Trente Ans (1618-1648), qui débute comme une guerre entre princes catholiques et protestants du Saint-Empire romain germanique, peut être subdivisée en une multitude de conflits au gré de l'intervention et du retrait de divers acteurs. Elle ravage l'Allemagne, donne lieu à un opportunisme relevant de la raison d'Etat, qui dépasse, voire annule, son caractère initialement confessionnel (intervention de la France aux côtés des princes protestants). Elle se conclut par le traité de Westphalie, dont la théorie des relations internationales consacre l'importance en tant qu'il aurait permis d'affirmer la prééminence de l'Etat sur toute autre forme politique. Elle provoque un traumatisme intense dans les élites européennes, et un discrédit profond sur la religion. Son souvenir a parfois été mobilisé pour interpréter l'offensive de l'Organisation de l'Etat Islamique (OEI), qui marquait l'apex de l'affrontement très médiatisé « entre chiites et sunnites » au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Grille d'interprétation exclusive dont il n'est pas besoin de redire ici les défauts et les limites, bien qu'elle exprime une tendance de fond dans la géopolitique du Moyen-Orient. Sur les relations politiques contemporaines entre sunnites et chiites, voir Laurence Louër, *Sunnites et chiites. Histoire politique d'une discorde*, 2017.

20. On considère les Guerres de Succession d'Espagne (1701-1714), de Pologne (1733-1735), d'Autriche (1740-1748), de Sept Ans (1756-1763) puis les guerres qui suivent en Europe comme des guerres mondiales, car elles ont des implications sur des équilibres, des territoires et des populations à l'échelle de la planète. Comme les deux Guerres mondiales proprement dites, elles sont aussi des guerres civiles européennes, à déchiffrer dans l'idée de monarchie universelle, venue de la Rome impériale, influencée par le christianisme, consubstantielle à l'Empire carolingien et au Saint-Empire romain germanique, puis reconduite par les monarchies française et autrichienne, et en particulier par les dynasties Bourbon et Habsbourg.

21. La notion de guerre totale a connu des sorts différents. Elle est théorisée chez le dirigeant de l'Action Française Léon Daudet (1867-1942), puis, en Allemagne chez le maréchal Erich Ludendorff (1865-1937), traduisant une volonté de radicaliser la guerre, en rapport avec une œuvre de purification, notamment raciale, de la nation qui combat ses ennemis. La guerre totale, dans son acception historiographique actuelle, signifie surtout que la guerre ne se limite pas au front ou au monde militaire, mais embrasse l'appareil de production et la société civile brutalisée. Certains ouvrages récents la font remonter à la période qui suit la révolution française. Voir David Bell, Annie Crépin, Hervé Drevillon, Olivier Forcade et Bernard Gainot, « Autour de la guerre totale », *Annales historiques de la Révolution française*, 364 | 2011, 153-170.

22. Le mercantilisme qui se développe au XVI^{ème} siècle, se situe en soi à la croisée de chemins : légitimation du pouvoir du prince, enrichissement collectif, financement de la guerre, mise en valeur des territoires administrés et colonisés du Nouveau puis de l'Ancien mondes. Le terme est popularisé par Adam Smith (1723-1790).

23. Des développements sur le concept d'autonomie se retrouvent chez le dirigeant et théoricien communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937) dans ses Cahiers de prison. Gramsci est l'inspirateur des postcolonial studies (dont une figure majeure est Edward Saïd) et des subaltern studies (Dipesh Chakraborty, Ranajit Guha, Gayatri Spivak, ...). Voir l'article de Ramzig Keucheyan paru en 2012 dans le Monde diplomatique, « Gramsci, une pensée devenue monde », 2012.

structuration sociopolitique et mentale de ces sociétés. L'indépendance n'est gagnée que dans des interactions compliquées et complexes entre populations, Etats et ordre international dominé par les puissances industrialisées.

Le présent article s'intéresse, à la lumière de ces constats et points de départ, qui seront explorés, à la façon dont la Chine et l'Iran gèrent la crise occasionnée dans leur société, leur économie, et leur pouvoir, par l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19). Il cherche à dégager des linéaments d'analyse sur ce que cette crise dit pour eux des rapports entre pouvoir, sociétés, territoires, corps et ordre international dominé par l'Occident et le Nord²⁴, et sur la façon dont ladite crise les fait évoluer ou peut le faire. Le Covid-19 a, en effet, entraîné des réactions qui ont réactualisé l'Etat comme acteur majeur dans la confrontation aux crises. Il a surtout montré que les conflits peuvent très bien être ravivés et se prolonger à la faveur de défis mondiaux de l'acabit d'une pandémie, censés les faire taire ou les neutraliser au nom d'illusoires trêves et solidarités internationales.

Notre article entreprend donc une analyse qui passe par une mise en perspective historique permettant de retracer la formation historique et le devenir des sociétés politiques et des révolutions chinoises et iraniennes (I), qui introduit un passage en revue du traitement différencié, en interne et en externe, qui a été fait de l'épidémie du Covid-19 par les pouvoirs publics de ces deux pays (II), lequel ne peut s'expliquer que par un approfondissement théorique passant en revue les rapports entre Etat, guerre, économie et santé (III).

Nous menons cette étude en gardant à l'esprit les difficultés, voire les écueils, inhérents à toute analyse comparative, menée, de surcroît, sur le temps long, et sur deux Etats aux traditions politique, philosophique, poétique, denses et vastes, aux réalités complexes, voire « non-axiales »²⁵, aux sociétés dynamiques. Si ce temps long explique, comme les interactions permanentes des deux pays avec l'ordre international dominé par les puissances industrialisées, les attitudes de ces nations, l'analyse s'expose à des risques multiples. Celui d'un mécanisme, d'une téléologie, qui ne (re)connaîtraient ou ne prévoiraient dans les attitudes des dirigeants de ces Etats que la reconduction de comportements passés, dans un dangereux systématisme, que les bouleversements contestent de toute façon toujours, de même que les tentatives de prédictions auxquelles on se risquerait. Celui d'une internationalisation à l'excès des politiques, qui accrédirait les discours et l'hypermnésie, volontiers victimaires, que déploient

24. Si le terme « Occident », a pu aussi renvoyer à un mode de production, son acception est largement culturelle, voire civilisationnelle, plus que géographique ou religieuse. « Occidental » est assimilable à « européen », voire « européen de l'ouest » et « Occident » relève par ailleurs du même registre qu'« Orient », voire « Islam ». « Nord global » a une dimension plus économique, est associé à « industriel », « développé », bien que la géographie physique joue aussi, et s'oppose à « Sud global », voire « Suds » ou « monde en développement ». La filiation entre Orient, Tiers-Monde et Sud est cependant forte, montrant le caractère pluriel de ces concepts.

25. Cette notion de non-axialité est appliquée au Japon par le sociologue Samuel Noah Eisenstadt dans « L'expérience historique japonaise : le paradoxe d'une modernité non-axiale », *Revue internationale des sciences sociales*, 151, p. 129-140, 1997. Elle est reprise par le géographe Philippe Pelletier dans *Le Japon, une puissance en question*, 2004. Elle désigne l'éloignement de l'axe méditerranéen où naissent les monothéismes abrahamiques hébraïque puis chrétien, la philosophie grecque, et où s'organise la tripartition orthodoxie grecque byzantine / catholicisme latin romain / Islam (voire quadripartition si l'on divise ce dernier entre chiisme et sunnisme) dans la filiation de la tradition intellectuelle de la Grèce antique (philosophie et médecine) et de l'Empire romain (droit et universalité politique), et le sillage de l'effondrement de ce dernier, et de la recomposition de l'espace méditerranéen à laquelle il donne lieu. Elle recouvre par ailleurs l'absence de prétention à l'universalisme, voire une forme d'insularité. Voir Philippe Pelletier, *La Japonésie. Géopolitique et géographie historique de la surinsularité au Japon*, 1997.

les pouvoirs chinois et iraniens sur les humiliations infligées par les Occidentaux, lesquels contribuent souvent à l'effacement des sociétés, de leurs aspirations, de leur mouvement, erratique et contradictoire, ou au passage sous silence de pans de leurs propres histoire et généalogie. Celui, enfin, de ne pas tenir compte, ou, au contraire, d'exagérer, de rêver, de délirer, la spécificité, les idiosyncrasies, le développement propre, de ces Etats et de ces sociétés, voire le mystère²⁶ que demeurent, pourtant, la Chine et l'Iran. Difficultés auxquelles s'ajoutent celles qui ont trait aux épidémies, qui présentent, en première analyse, le paradoxe de se jouer des frontières et des statuts, tout en faisant l'objet de réponses qui, elles, sont très sociales, politiques, étatiques, phénomènes, donc, en quelque sorte à la fois humains et inhumains, qui admettent des échelles pertinentes qui posent question. Les paragraphes qui suivent, en tâchant de conserver ces avertissements, cherchent à rendre compte de la situation qu'ils ont pour objet à travers deux triangulations : Etat / populations / ordre géopolitique et Etat / lutte contre la maladie / ordre géoéconomique. La dialectique entre ces pôles permet de dresser un portrait que nous espérons fidèle de la situation.

I. Chine et Iran entre ordre interne et ordre international : devant l'hégémonie occidentale et les mutations des sociétés, gagner sa propre place, construire son propre modèle

a) Une brève histoire de l'Etat en Chine et en Iran : des traditions impériales, prestigieuses, prémodernes multiséculaires

Les traditions étatiques en Chine et en Iran, avant même l'adoption du modèle d'Etat moderne venu d'Europe, sont anciennes. Pour en faire foi, nous nous permettons un rappel historique qui porte sur des époques très éloignées de la nôtre, en gardant à l'esprit que nous avons affaire à des formes politiques incomparables à celles qu'inaugure l'ère moderne, et, a fortiori, à leur réalité contemporaine. Dans le cas de l'Iran, on peut aller jusqu'à citer la dynastie achéménide, qui règne entre les VIème et IVème siècles avant notre ère sur un empire qui s'étend, à son apogée, des rives du fleuve Indus jusqu'à la Cyrénaïque. En Chine, dès le IIème millénaire avant Jésus-Christ, règnent, sur des proportions plus ou moins importantes du territoire de l'actuelle République populaire, des dynasties comme les Xia et les Shang. Il va sans dire que jusqu'à nos jours, ces dynasties continuent d'être remémorées par des segments plus ou moins importants de la société (nationalistes iraniens, royalistes en exil) voire par l'Etat lui-même (Xia-Shang-Zhou Chronology Project lancé en 1995 par les autorités chinoises). Le caractère urbain

26. Pour justifier l'emploi de ce terme pour la Chine, nous renvoyons à l'article du philosophe Emmanuel Lévinas (1906-1995), « Le débat russo-chinois et la dialectique », et nous référons en particulier à cette étrange citation : « Le péril jaune ! Il n'est pas racial, il est spirituel. Non pas qu'il s'agisse de valeurs inférieures ; il s'agit d'une étrangeté radicale, étrangère de toute l'épaisseur de son passé, où ne filtre aucune voix ou inflexion familière, d'un passé lunaire ou martien ». Le philosophe et psychanalyste slovène Slavoj Žižek considère le texte en question comme « le plus bizarre peut-être » de Lévinas, citant le passage dans « Mao Tsé-Toung, seigneur marxiste du désordre » qui introduit Mao. De la pratique et de la contradiction, 2008. Pour l'Iran, on notera l'omniprésence des thèmes du secret, de la gnose, dans les études portant sur le chiisme iranien, souvent inscrit dans ce cadre dans une filiation avec la tradition zoroastrienne du pays. Voir notamment Mohammad Ali Amir-Moezzi, *Le guide divin dans le shīisme originel*, 1992 et Henry Corbin, *En Islam iranien. Aspects spirituels et philosophiques*. 1. Le shīisme duodécimain, 1991

de ces empires est illustré par la construction de villes d'importance (Persépolis dès le VI^{ème} siècle avant Jésus-Christ).

Les civilisations urbaines de Chine et d'Iran sont sous la menace permanente d'invasions venues de la steppe d'Asie centrale. Les empires, réseaux de villes adossés à des campagnes, ordres donc urbains et surtout sédentaires, tombent régulièrement sous la coupe de groupes nomades ou extra-urbains liés par un esprit de corps : les analyses d'Ibn Khaldûn²⁷ sur la question sont, à juste titre, restées célèbres. C'est, classiquement, le cas des organisations politiques fondées par les invasions mongoles : au XIII^{ème} siècle, simultanément, des fils de Gengis Khan établissent l'Ilkhanat en Iran et la dynastie Yuan en Chine. Ces nouvelles dynasties maintiennent les structures de gouvernement, et s'assimilent volontiers à la culture des conquies (architecture, religion, ...), tout en conservant des traits propres (langue, aristocratie, ...). Ce rapport entre empires et steppe²⁸ se retrouve dans des dispositifs anciens de protection (Muraille de Chine) et son importance dans les mentalités et conceptions politiques est reflétée dans la littérature classique (opposition entre Iran et Touran mentionnée dans le Livre des Rois, le Shâhnâmeh, de Ferdowsî, au X^{ème} siècle²⁹).

Au XVI^{ème} siècle, dans cette logique, et après une période de troubles, une confrérie d'origine kurde soufie, les Séfévides (ou Safavides), appuyée sur des ouailles turcophones, prend le contrôle de l'Iran, et conduit une politique de conversion du pays au chiisme duodécimain³⁰. Pendant des siècles, l'Iran avait été un bastion du sunnisme, et la majorité de sa population reste de cette obédience jusqu'au XIX^{ème} siècle. A partir de l'avènement des Séfévides, se poursuit en Perse un processus déjà multiséculaire d'affirmation du corps des juristes-théologiens³¹, qui donnent sa doctrine unificatrice à l'Etat, et sont, en échange, appuyés par lui, tout en conservant et approfondissant leur autonomie. Se constitue alors un véritable clergé, dont le pouvoir ne cesse de s'affirmer au long du XIX^{ème} siècle, en symbiose avec les rois ou contre eux, et jusque bien après la chute de l'Empire séfévide du fait de la prise de la capitale, Ispahan, par des

27. On se réfère au Livre des exemples et surtout aux Prolégomènes ou Discours sur l'histoire universelle (Muqaddima) d'Ibn Khaldûn (1332-1406).

28. « Cet Ancien monde a été celui des invasions, le fameux « Empire des steppes » allant de la Chine à l'Europe dont les historiens du XVIII^{ème} siècle faisaient déjà l'une des clefs de l'histoire universelle ». Henry Laurens, Les crises d'Orient ..., op. cit.

29. Fait intéressant, il est fréquent de voir, aujourd'hui encore, des Iraniens se recueillir et réciter la fâtiha sur le cénotaphe de Ferdowsî (vers 940-vers 1020) qui se trouve là où se situait Tûs, dans la périphérie de la ville sainte de Machhad, deuxième en Iran par sa population. Tûs, qui se trouve dans le Khorasan, à la lisière de l'Asie centrale (actuel Turkménistan) a été largement détruite par des invasions successives venues de la steppe voisine.

30. Le chiisme duodécimain (chiisme à douze imams), ou chiisme imamite, est aujourd'hui la principale forme de chiisme dans le monde, et est souvent présenté comme la principale minorité de l'islam en dehors du sunnisme. Le mot chiisme (parfois orthographié shî'isme dans la littérature académique) désigne le courant de l'islam dont les origines remontent au conflit autour de la succession du Prophète, au cours duquel les partisans de 'Alî, son cousin et gendre, se sont opposés à l'accession à la dignité califale d'Abû Bakr, 'Umar et 'Uthmân, les 3 premiers califes des sunnites. Le chiisme duodécimain est majoritaire en Azerbaïdjan, au Bahreïn, en Irak et en Iran, et représente une minorité importante de la population en Afghanistan, en Arabie Saoudite, au Koweït, au Liban, au Pakistan. Il s'oppose au chiisme septimain (ou ismaélisme) surtout présent en Inde et avec des communautés en Afghanistan, en Chine, au Pakistan, en Syrie, et au Yémen, ainsi qu'au chiisme zaïdite, surtout présent au Yémen. Le chiisme duodécimain reconnaît 12 imams (dont 'Alî), dont le dernier, l'imam caché, est entré en occultation aux IX^{ème}-X^{ème} siècles de notre ère. Le chiisme duodécimain s'est séparé des autres formes du chiisme à la faveur de différences d'opinion sur la succession de 'Alî au moment de l'avènement des cinquième et septième imams. Les ismaéliens et les zaïdites admettent une succession ininterrompue d'imams physiques.

31. Pour plus d'informations sur l'histoire et la doctrine chiite en général et sur la question du rôle des juristes-théologiens en particulier, voir Mohammad Ali Amir-Moezzi et Christian Jambet, Qu'est-ce que le shî'isme ?, 2004. Sur le processus de cléricatisation propre au chiisme, voir Pierre-Jean Luizard, Histoire politique du clergé chiite : XVIII^{ème}-XX^{ème} siècle, 2014.

invasions afghanes (1722), puis de divisions internes qui mènent à la déposition des derniers représentants de la dynastie (1736). Le chiisme offre une idéologie qui cimente des populations diverses, et s'oppose au sunnisme d'Etat du principal rival régional, l'Empire ottoman, auquel la Perse s'oppose durant de nombreuses guerres³² et avec lequel elle partage des milliers de kilomètres de frontière. La fracture sunnite / chiite, qui sommeillait dans des textes religieux, prend une dimension géopolitique durable, et le chiisme imamite un appui étatique, une base territoriale qui attirent des docteurs de la foi venus de la région (Bahreïn, Jabal 'Âmil au sud du Liban actuel³³) et irradie sur le Moyen-Orient dans une logique transnationale qui perdure à ce jour. Outre le chiisme, les Séfévides donnent peu ou prou au pays ses dimensions actuelles, et contribuent à imposer le persan comme principale langue des plateaux iraniens.

En Chine, l'ordre mandarinal, méritocratique, fondé sur des bureaucrates compétents soumis, dès le plus jeune âge, à une batterie d'examens, constitue la pierre angulaire du mode d'administration. Il suscite l'admiration d'auteurs comme Voltaire (1694-1778) et Leibniz (1646-1716). Les Chinois ont près de 6 siècles d'avance sur l'Europe dans le passage d'une société aristocratique à une société bureaucratique³⁴. Au XVII^e siècle, une dynastie mandchoue, d'origine toungouse, les Qing, après avoir unifié différents clans, prend le contrôle de l'empire : nouvelle démonstration de la pertinence du modèle khaldounien. Les institutions qui ont précédé cette dynastie sont maintenues. La bureaucratie y est intégrée³⁵, descendant jusqu'au niveau de cantons gérés par un magistrat local, le yamen. A son sommet, l'élite est formée de roturiers qui ont excellé dans leur parcours. La constante de l'organisation de la société réside dans l'équilibre d'Ancien régime qui repose sur l'alliance de l'Etat avec les propriétaires fonciers en vue de l'exploitation des masses paysannes.³⁶ Les Qing donnent à la Chine ses dimensions actuelles, en élargissant ses possessions loin du cœur dominé par les Han ethniques au sud-est de son territoire contemporain, et en y adjoignant des territoires comme les actuels Mandchourie, Mongolie Intérieure et Extérieure, Tibet et Xinjiang. Ils fixent la capitale à Pékin, marquant ce décentrement vers le Nord dont ils viennent. Ils limitent les contacts avec les étrangers dès le siècle de leur prise de pouvoir.

Pour résumer, la Chine et l'Iran ont en partage des traditions étatiques ancrées, qui se maintiennent, et embrassent des portions conséquentes de ce qui devient leur territoire national actuel, lequel prend progressivement forme. Ces territoires rassemblent des réalités biogéographiques différentes : déserts, steppes, plateaux, montagnes, plaines, climats aride, subtropical, tempéré. Ces milieux accueillent des formes anthropologiques et des groupes ethnolinguistiques eux aussi divers. Deux « empires du milieu » (en

32. Les guerres ottomano-persanes se sont déroulées en 1514, 1532-1555, 1603-1618, 1730-1735, 1743-1746, 1775-1776 et 1821-1823.

33. La tradition sunnite iranienne rendait en effet nécessaire aux Séfévides le recrutement de cadres religieux étrangers. Leur interprétation du chiisme est fortement empreinte du conservatisme ou du sunnisme majoritaires dans lesquels ils baignaient, tranchant avec une puissante tradition mystique qui demeure prégnante en Iran. Les cadres religieux libanais jouent ainsi un rôle important dans un nouveau mouvement de « sunnitisation » du chiisme iranien. En retour, certaines pratiques neuves d'un chiisme iranien devenu largement dominant (iconographie sacrée, notamment inspirée de celle de l'hindouisme) s'exportent parfois difficilement aux autres communautés de la région, restées minoritaires et suspectes d'hérésie aux yeux de leurs coreligionnaires sunnites.

34. Voir Benjamin A. Elman, "Imperial Politics and Confucian Societies in Late Imperial China: The Hanlin and Donglin Academies", *Modern China*, Vol. 15, No. 4. (Oct., 1989), pp. 379-418.

35. On pourra consulter à profit la note suivante de l'Université de Columbia : <http://projects.mcah.columbia.edu/nanxuntu/html/state/state.pdf>

36. Mark Dinecco et Yuhua Wang, "Internal Conflict, Elite Action, and State Failure: Evidence from China, 1000-1911", 2018.

mandarin, la Chine se nomme Zhongguo, soit « pays du milieu ») asiatiques se dessinent. Des structures fortes d'encadrement de la société se créent et se renforcent assez tôt : dans le cas iranien, le clergé, et dans celui de la Chine, la bureaucratie mandarinale. Ces corps puisent leur source de légitimation dans un discours d'inspiration religieuse, confucéen pour la Chine, islamique à coloration chiite dans le cas iranien. Cette force de la tradition étatique et de ces structures d'encadrement qui, par ailleurs, connaissent des flux et reflux, des phases d'affaiblissement ou, au contraire, d'affirmation, des formes de concurrence et de contestation, comme nous le montrons ci-dessous, contribuent à expliquer le fait que, des siècles plus tard, le mode de domination exercé par l'Europe et la Russie soit semi-colonial, se fondant sur des concessions des pouvoirs chinois et iranien aux puissances étrangères, que ces dernières arrachent.

b) Chine et Iran face à la montée en puissance du monde européen

La faiblesse des deux Etats et leurs failles militaires sont cependant précisément illustrées par leur propension à être vaincus par des coalitions tribales. La frontière entre les deux domaines (Empire, d'une part, et agro-pasteurs, en tout cas éléments tribaux, d'autre part) est culturelle et linguistique, dans une très large mesure écologique, bien sûr sociologique, mais aussi et surtout politique. Les dissensions internes (agitations politico-idéologiques, jacqueries, querelles dynastiques, ...) et une incapacité à administrer les conflits de façon pérenne achèvent de rendre les Etats vulnérables. Le mode de production reste artisanal, alors que dans le dernier tiers du XVIIIème siècle l'Europe se lance dans une industrialisation qui consacre sa supériorité. L'écrasante majorité des sujets est illettrée, quand plus de la moitié de la population européenne est alphabétisée au temps des Lumières. Les sciences traditionnelles ignorent, dans une large mesure, la progression et la structuration nouvelle des savoirs en Europe. Ces derniers voient se développer une connaissance de plus en plus affirmée des « objets » Chine et Iran, à travers la sinologie et l'iranologie. La forme de gouvernement des deux pays reste impériale, plusieurs ethnies se trouvant sous une autorité unique, alors qu'à partir des Révolutions étasunienne (1776) et française (1789) et des grandes Déclarations (respectivement d'indépendance et des Droits de l'Homme et du Citoyen) qu'elles produisent, point le modèle stato-national en Occident, qui s'y affirme progressivement (guerres de la Révolution et de l'Empire³⁷ qui propagent le Code civil, aboutissant au Printemps des peuples de 1848³⁸). La part belle est accordée à des réalités et pouvoirs locaux, compliquant l'unification, la centralisation et la concentration, de toute façon toujours techniquement et logiquement impossibles.

Les deux pays diffèrent par ailleurs profondément, comme cela reste le cas de nos jours. L'élément nomade continue de dominer l'Iran comme le reste de ce qu'on appelle aujourd'hui le Moyen-Orient, freinant le développement de la population, des campagnes et des villes, dont les plus importantes ne dépassent pas quelques dizaines de milliers d'habitants. Lorsque la dynastie des Qadjar s'installe sur le trône en 1786, entre le tiers et

37. Les guerres de la Révolution et de l'Empire voient se coaliser, dans des configurations différentes, les puissances européennes contre la France, « la Grande Nation », et ses alliés. Les guerres de la Révolution sont les guerres dites de la Première Coalition (1792-1797) et de la Deuxième Coalition (1798-1800). Les guerres de l'Empire sont celles des Troisième (1805), Quatrième (1806-1807), Cinquième (1809), Sixième (1812-1814) et Septième (1815) Coalitions. Elles se closent avec le Congrès de Vienne (1814-1815), qui, peu ou prou jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, aboutit à l'instauration d'un ordre européen nouveau fondé sur l'équilibre entre puissances impériales.

38. Il est vrai que les principaux empires continentaux européens (austro-hongrois, ottoman, russe, et même allemand) s'effondrent à la fin de la Première Guerre mondiale (1914-1918).

la moitié de la population de 5 millions d'habitants³⁹ appartient aux tribus nomades, qui rançonnent et s'imposent sur les paysans et les citadins. L'Iran est miné par la persistance de foyers de peste, dans l'actuel Kurdistan, et la quarantaine n'étant pas pratiquée, le mal peut se répandre et décimer la population. A l'inverse, la population chinoise est sédentaire et explose, passant de 100 millions de personnes à la prise de pouvoir des Qing à 300 millions au début du XVIIIème siècle et 400 millions à la chute de la dynastie en 1911⁴⁰. Le poids des économies et appareils productifs est sans commune mesure : en 1750, la Chine assure le tiers de la production manufacturée du globe, sa population est au moins équivalente à celle de l'Europe.⁴¹ Des rapports différents à l'espace, à sa mise en valeur, des capacités inégales à tirer des fruits de la terre, et donc à faire croître la démographie, se dessinent ainsi : au sous-peuplement évident d'un Iran dominé par les nomades font face les grandes densités de populations chinoises rurales. Le statut de propriété de la terre diffère par ailleurs. Enfin, les statuts des religions et spiritualités, ainsi que l'organisation sociale en découlant, sont profondément dissemblables (islam comme orthopraxie s'opposant au confucianisme comme sagesse, rôle du clergé chiite, ...). Dans les deux cas, l'administration de la démographie est problématique, pour des raisons néanmoins opposées.

Après une nouvelle période de troubles, une tribu d'éleveurs nomades turcophones s'impose en Iran et établit en 1786 sa capitale à Téhéran, qui est alors une petite bourgade au pied de la montagne, située non loin du centre médiéval de Ray⁴². L'autorité fiscale est dévolue à des gouverneurs, et celle juridique revient jusque dans les années 1860 au clergé. Gouverneurs, voire parfois clercs, entretiennent leurs propres milices armées : on est donc toujours loin du monopole wébérien de la violence légitime. Très vite, la fragilité de ce que l'on appelle alors la Perse aiguise les appétits des tsars : le pays subit des revers douloureux consacrés par les traités de Golestan (1813) et de Tukmentchay (1828), qui lui font perdre le Caucase, sur lequel, du reste, son autorité n'était, dans une large mesure, que nominale.⁴³ En 1857, les Qadjar acceptent de renoncer à leur souveraineté sur Hérat au bénéfice des Anglais. L'extraterritorialité juridique est accordée aux ressortissants européens, des pans entiers de l'économie sont cédés à des étrangers. Des concessions sont accordées, par exemple, à Reuter, fondateur de l'agence de presse éponyme. C'est cependant un monopole sur la production (culture et transformation) et la commercialisation du tabac à un autre Britannique, Talbot, en 1890, qui entraîne un mouvement de protestation particulièrement vif, soutenu par les commerçants, les intellectuels et une fatwa religieuse. Toutes ces rétrocessions permettent notamment de financer les dépenses engagées par le Shâhanshah⁴⁴ (en persan, roi des rois) Naserodine lors de ses trois coûteux voyages en Europe en 1873, 1878 et 1889. Jusqu'au début du XXème siècle, le trésor royal et les biens personnels du

39. Henry Laurens, *Les crises ...*, op. cit.

40. Nous renvoyons note suivante de l'Université de Columbia : <http://projects.mcah.columbia.edu/nanxuntu/html/state/state.pdf>

41. Henry Laurens, *Les crises ...*, op. cit. Ces chiffres rappellent que du point de vue de la Chine actuelle, elle ne fait que récupérer ce qui lui revient, reprendre une place qui a toujours été la sienne.

42. Le gentilé de cette ville en arabe est râzî, et de nombreux savants musulmans portent ce laqab, élément de l'ononastique arabe assimilable au patronyme, qui comme ce dernier peut se référer à l'origine ou au métier de celui qui le porte, mais à sa différence n'est pas systématiquement transmis de père en fils.

43. Henry Laurens, *Les crises ...*, op. cit.

44. Cette seule appellation de Shâhanshah, qui reprend une titulature que les Achéménides eux-mêmes ont hérité de civilisations anciennes (Assyrie), et qui perdure, avec des interruptions, jusqu'à la chute de la monarchie en 1979, illustre bien la représentation que se faisaient d'eux-mêmes les monarques iraniens, et, partant, la violence du déclasserement subi face aux assauts des Russes et des Occidentaux.

monarque se confondent.⁴⁵ Cent ans plus tôt, en 1775, la tea party de Boston reprenait à son compte le slogan déjà vieux d'au moins une génération de « no taxation without representation » : en matière de politisation, de socialisation, de « conscientisation », à travers la fiscalité, on voit que l'Iran et le monde européen n'appartiennent alors pas au même temps historique.

Depuis 1757, la victoire de la Compagnie anglaise des Indes orientales à la bataille de Plassey, qui a lieu dans le Bengale, a permis au Royaume-Uni de prendre possession de cette région, plus peuplée que l'ensemble des îles britanniques. Les Britanniques se trouvent ainsi dans le voisinage de la Chine. Les exportations d'opium auxquelles il est procédé depuis les Indes britanniques au XIX^{ème} siècle suscitent une hausse de la toxicomanie en Chine, creusent le déficit commercial, affectent la valeur de la monnaie, et les interdictions formulées par les autorités chinoises sont bafouées, donnant lieu à des mesures de rétorsion sur des ressortissants occidentaux qui débouchent sur la première guerre de l'opium (1839-1842). Le traité de Nankin, qui met fin à la guerre, force l'ouverture de la Chine et d'un certain nombre de ses ports au commerce avec les Britanniques, et inaugure une série de traités inégaux avec les autres puissances occidentales. Les ressortissants occidentaux doivent en vertu de ces accords répondre de leurs actes devant des consuls, consacrant le principe d'extra-territorialité en matière de justice. Un véritable choc pour une Chine qui se vivait en Empire céleste supérieur aux « Barbares », comme sont encore appelés les Occidentaux dans les traités du premier tiers du XIX^{ème} siècle. Barbares qui sont longtemps contraints de se prosterner en la présence de l'Empereur de Chine, lequel, refusant de les traiter en égaux, n'accepte pas d'ouvrir d'ambassades dans leur capitale. De 1856 à 1860, se déroule la seconde guerre de l'opium, à la faveur de laquelle le palais d'été est mis à sac et incendié, Canton bombardée, Pékin pillée. En 1894, la guerre sino-japonaise achève de discréditer la dynastie des Qing : une ancienne puissance tributaire remporte une victoire écrasante sur une Chine dépassée. Ces guerres grèvent le trésor public en infligeant de lourdes indemnités. Entre 1842 et 1919, la Chine signe 709 traités inégaux avec des puissances étrangères. La situation du pays est mûre, en cette seconde moitié de XIX^{ème} siècle, pour les conflagrations qui s'annoncent. La période qui s'étend du traité de Nankin à l'avènement de la République populaire est appelée « le siècle des humiliations ».

Les deux pays sont ainsi intégrés dans une mondialisation dont ils n'ont pas l'initiative. Ils sont, en particulier, insérés dans le Grand Jeu, versant à proprement parler asiatique de la Question d'Orient, dont les principaux acteurs sont la Russie, dans sa quête de l'accès aux mers chaudes⁴⁶, et le Royaume-Uni, désireux de protéger la route des Indes⁴⁷. Leur économie et l'organisation de leur société en sont bouleversées. Le sentiment de supériorité (ayant trait pour part à la vérité de l'islam et à l'héritage impérial depuis les Achéménides, dans un cas, à la centralité de la Chine, dans l'autre), qui était au fondement de leur pouvoir, est mis à bas. Cette situation se cristallise dans le droit international (par des traités inégaux ou qui consacrent leurs défaites militaires) et le droit domestique (extra-territorialité et concessions). Deux plantes addictives sont emblématiques de ces reculs : l'opium et le tabac. Autour de ces deux plantes se dessinent l'incapacité de l'Etat à avoir une prise ferme sur son ordre juridique, le

45. Voir sur ces sujets l'ouvrage de Yann Richard, *L'Iran de 1800 à nos jours*, 2016.

46. Mers qui, contrairement à la Mer Baltique et à l'Océan glacial Arctique, ne gèlent pas en hiver, et permettent donc une circulation plus libre des navires de guerre et commerciaux. C'est bien sûr le cas des Mers Méditerranée et Noire et de l'Océan Indien. C'est ce qui pousse structurellement et constamment les forces russes vers le Sud.

47. « La sécurité des voies impériales de communication » selon la formule consacrée.

recul et une dégradation économiques au profit d'agents étrangers, un piétinement de la souveraineté, mais aussi l'impossible prise sur une question de santé publique (question de la toxicomanie induite par l'opium, méfiance traditionnelle de l'islam qui se pose longtemps la question de la licéité du tabac).

c) Les premières réactions sociopolitiques à la domination étrangère et face à la faiblesse du pouvoir

Les paragraphes précédents nous ont montré comment, en Perse, des pouvoirs volontiers concurrents se partageaient une certaine influence sur l'ordre social, politique et moral. En réalité, ils se le disputaient. Le conflit est particulièrement vif entre Qadjar et clergé. Cela s'explique notamment par la conception politique du pouvoir dans le chiisme duodécimain : l'Imam caché, en occultation, et dont l'espérance est l'article de foi princeps pour les fidèles, est le seul dépositaire du pouvoir légitime, notamment en tant qu'il est le seul interprète véritable de la Parole de Dieu⁴⁸. L'établissement d'un pouvoir politique relevant du chiisme est donc une incompatibilité de principe et de droit (mais non de fait), et les juristes-théologiens s'imposent progressivement comme les exégètes capables de parler pour l'Imam caché, ce qui justifie, et se traduit par, leur renforcement matériel durant l'histoire du chiisme, puis, lorsqu'il devient religion d'Etat, puis majoritaire, en Perse, de l'Iran. Cette situation force les Qadjar à multiplier, dès leurs débuts, les signes de respect à l'endroit du clergé. Lorsque le pouvoir politique paraît déroger à sa mission de protéger l'islam par des accointances trop fortes avec Sa Très Gracieuse Majesté ou le Tsar de toutes les Russies, lorsqu'il semble trop reculer face à eux, le clergé orchestre la protestation, par exemple à travers des émeutes. En 1829, les clercs poussent ainsi la foule vers l'ambassade de Russie, dont le personnel est massacré.⁴⁹ L'agitation cléricale et le désarroi de populations soumises à une série de désordres se manifestent, enfin, par l'émergence d'un mouvement charismatique, hétérodoxe, et millénariste, qui secoue la société et provoque de nombreuses violences avant l'exécution de son inspirateur et meneur en 1850 : le babisme, nouvelle occurrence de ces mouvements religieux militants, organisés autour d'une figure assimilée à l'Imam caché, qui rythment l'histoire iranienne.

La pénétration des idées occidentales, leur influence sur les milieux lettrés, le conflit entre clergé et pouvoir, la décadence de la dynastie, les influences russes et anglaises, entraînent par ailleurs l'émergence d'une société politique militante, qui anime dès la fin 1905 la révolution constitutionnelle persane, revendiquant une monarchie parlementaire et une indépendance réelle. Journaux et associations se multiplient. L'opposition du shah conduit à une guerre civile, remportée par les constitutionnalistes en 1909, qui affaiblit le pouvoir central. Le plus grand théologien chiite du temps, qui s'était associé à la répression du mouvement et avait condamné l'égalité des droits accordée aux non-musulmans, est condamné à mort par un tribunal où siègent des Arméno-iraniens. Il est exécuté sur la place publique, sous les applaudissements de la foule. Un choc durable pour l'institution cléricale⁵⁰. Les nouvelles ingérences qu'occasionnent les divisions entre révolutionnaires (répartition de zones d'influence entre Russes et Britanniques par un

48. Nous renvoyons à Mohammad Ali Amir-Moezzi et Christian Jambet, *Qu'est-ce...*, op. cit. De façon générale, on consultera à profit l'œuvre de Mohammad Ali Amir-Moezzi, dont le *Guide divin...*, op. cit., ou encore *Le Coran silencieux et le Coran parlant*, 2011.

49. Henry Laurens, *Les crises ...*, op. cit.

50. Yann Richard, *L'Iran...*, op. cit.

traité d'amitié en 1907), et le déroulement de combats entre Russes et Ottomans sur le territoire de la Perse, neutre, durant la Première Guerre mondiale, ravivent le nationalisme.

Les réformes de Mustapha Kemal dans la Turquie voisine fournissent un modèle pour certaines notabilités. Les phénomènes mentionnés ci-dessus, conjugués à l'échec du libéralisme, trouvent leur aboutissement et une traduction dans le coup d'Etat de Reza Pahlavi (1921), un cosaque anglophile, qui se proclame shah, fonde sa propre dynastie (1925), se couronne lui-même (1926) et inaugure une voie de développement autoritaire⁵¹. Il réforme l'armée et le système fiscal, renforce la surveillance sur les populations en mettant en place un véritable régime policier dans les années 1930, investit dans les infrastructures (voies carrossables, chemin de fer transiranien inauguré en 1938 entre la Mer Caspienne et Golfe arabo-persique), restaure l'autorité de l'Etat sur des périphéries jusque-là livrées, du fait des crises successives dans la capitale, aux tribus, aux manœuvres russes, à la famine et à la maladie. Le système d'éducation est modernisé, l'histoire nationale met en avant les anciennes dynasties iraniennes, la langue persane est promue aux dépens des idiomes et dialectes locaux et purgée, par une académie dédiée, de ses emprunts à l'arabe, une occidentalisation des vêtements fait l'objet de lois. La priorité est donnée à l'industrialisation, aux dépens de l'agriculture ; conscription et fiscalité pèsent sur les tribus ; la ville semble prendre le pas sur les campagnes, le centre sur les périphéries. Cette évolution de la distribution des pouvoirs entre écosystèmes constitue une situation d'autant plus pesante pour ses perdants que dans les faits le contrôle des Britanniques sur l'industrie pétrolière s'accroît, que la planification et la rationalisation des politiques économiques ne sont pas encore au point. L'opposition, parlementaire est muselée. Le clergé est tenu en respect : en 1928, un clerc qui admonestait l'épouse du Shah, qui ne portait pas de voile pendant une visite du sanctuaire Fatima Ma'sumeh de Qom, est cravaché en public. Un nouveau traumatisme pour l'institution cléricale.⁵²

Comme en Iran, la réaction de la société chinoise à l'influence occidentale peut aussi se manifester par des formes de prédication religieuse hétérodoxe. L'exemple que nous traitons dans ce paragraphe ne relève pas, à proprement parler, d'un mouvement contre les Occidentaux, mais plutôt d'un mouvement paysan contre les propriétaires comme la Chine en a connu de nombreux, et qui se trouve animé par une secte qui se nourrit d'un christianisme diffusé dans le pays par des missionnaires, notamment protestants. Porté par des Han, il conteste la domination mandchoue. Il s'agit de la révolte des Taiping, qui se déroule de 1851 à 1864, et ravage la Chine. Elle est parfois présentée comme la plus grande guerre civile de l'histoire. Elle s'inscrit dans un contexte de révoltes massives (mass rebellions) qui fait suite à l'ébranlement de l'Etat chinois affaibli par les Etats occidentaux : entre 1850 et 1869, on en dénombre 230. L'Etat chinois délègue alors des pouvoirs militaires aux propriétaires. Il se montre, et sort de l'épreuve, considérablement affaibli, aussi bien sur le plan interne que sur le plan externe, par sa capacité diminuée à administrer les territoires.

Plus significative est la révolte des Boxers (1898-1901). Elle exprime un sursaut nationaliste, voire nativiste, qui se manifeste dans une explosion de xénophobie. Elle est portée par

51. Nous nous référons pour ces paragraphes à l'article d'Allan Kaval publié sur le site les clés du Moyen-Orient : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/L-Iran-de-la-Revolution.html>

52. Yann Richard, *L'Iran, ...*, op. cit.

des groupes affiliés à diverses hétérodoxies, sectes, sociétés secrètes⁵³ d'inspiration bouddhiste, taoïste, millénariste. S'y mêlent des milices organisées par les propriétaires contre le banditisme qui a cours dans les campagnes, alors que l'Etat se rétracte. Le mouvement trouve sa source matérielle dans les famines et la maladie que l'absence d'ordre public et de progrès dans l'agriculture ainsi que la pression démographique laissent se propager. Les concessions obtenues par l'Allemagne, et, à sa suite, par les autres puissances, suite au meurtre de deux missionnaires, le renforcement consécutif de la mainmise exogène sur l'économie et la décision chinoises, les manœuvres de l'impératrice douairière Cixi qui le soutient, lui donnent une importance considérable. Il s'étend rapidement au monde rural, et l'Etat s'y joint en déclarant la guerre aux Occidentaux, malgré le refus d'une partie de l'appareil bureaucratique, qui s'y oppose, et de certaines provinces, qui s'en dérobent. Des milliers de chrétiens et missionnaires étrangers sont massacrés. La révolte est finalement écrasée par une coalition de 8 puissances étrangères, qui commettent pour ce faire des exactions nombreuses sur les corps et habitats chinois (incendies et destructions de villages entiers, répression sanglante, viols, ...). Une série de sanctions humiliantes est par ailleurs imposée à la Chine.

Dans ces circonstances s'ouvre donc pour la Chine, comme pour l'Iran, un douloureux et révolutionnaire XXème siècle. Les deux pays font partie des premiers, et des plus emblématiques, pays non-européens à être les théâtres de révolutions avec la Russie (1905), l'Empire ottoman (1908), le Mexique (1910).⁵⁴ Preuve que ce concept s'exporte en même temps que l'influence intellectuelle et matérielle exercée par l'Europe. La révolution chinoise de 1911-1912 répond non seulement aux troubles, difficultés, reculs et phénomènes dont nous avons fait état plus haut, mais aussi à l'incapacité du sommet de l'Etat à répliquer en Chine les succès de la révolution Meiji initiée au Japon dès le milieu du XIXème siècle, transformation japonaise dont Pékin fait d'ailleurs les frais, comme nous l'avons évoqué. Cette incapacité s'explique notamment par l'influence et la rigidité des segments conservateurs du pouvoir, qui sortent renforcés lorsque Cixi meurt (1908) et laisse sur le trône un enfant de 3 ans, Puyi. En réponse, les sociétés secrètes se multiplient. L'agitation est notamment menée par un médecin qui a longtemps vécu à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis, où il s'est converti au protestantisme : Sun Yat-Sen⁵⁵, fondateur du parti nationaliste Guomindang. Le régime politique mis en place est d'ailleurs dans une large mesure un décalque du modèle étasunien (institution d'un Sénat, ...). Dans la réflexion qu'il développe et présente lors de conférences, le discours sur l'émancipation politique et la liberté (présentée comme d'abord nationale) côtoie une volonté affichée de donner la priorité à la mise en valeur de la terre, dans un pays qui reste dominé par la paysannerie (plus de 90% de la population). L'abdication des Qing en 1912 ne fait qu'ouvrir une nouvelle période de divisions et de confusion. C'est l'époque des seigneurs de guerre, qui dure au moins jusqu'en 1928, où les étrangers renforcent leur mainmise, le pouvoir central perd toute autorité, les épisodes de guerre civile sont

53. L'existence de telles sectes et sociétés secrètes, créées par prolongation et évolution de traditions anciennes et syncrétismes, est un phénomène récurrent des histoires chinoise et est-asiatique. Le Falun Gong est ainsi considéré aujourd'hui par Pékin comme l'un des « 5 poisons » avec les indépendantistes ouïghours et tibétains, l'indépendantisme taïwanais et le mouvement démocratique dans le pays. Il est intéressant de noter que de telles sectes contribuent à expliquer la dissémination du Covid-19 dans la Corée du Sud voisine.

54. Sur l'exportation hors d'Europe du concept de révolution, on pourra consulter les ouvrages de Hamit Bozarslan *Passions révolutionnaires : Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*, 2011 ou encore *Qu'est-ce qu'une révolution ?* Etats-Unis, France, Monde arabe, 2016

55. Caractéristiques intéressantes : la Chine républicaine eut donc pour héros fondateur un homme formé à la médecine occidentale, par surcroît converti au protestantisme et ayant longuement vécu aux Etats-Unis, dont il s'inspire.

fréquents et massifs. Malgré une tentative de reprise en main dans les années 1930, avec la mise en place d'un régime autoritaire recourant largement à la surveillance et à la répression policières, le désordre est entretenu par la résistance des communistes qui soulèvent les paysans, les invasions japonaises, la persistance des seigneurs de guerre. On voit ainsi comme en Chine et en Iran, les discours (libéralisme, nationalisme, républicanisme, orientalismes politisés sous la forme de l'aryanisme et du sinisme, voire christianisme, ...) et techniques (parlementarisme, constitutionnalisme, capitalisme, investissement public dans les infrastructures de transport, mise en place de réseaux d'éducation moderne, ...) de pouvoir venus d'Europe sont intégrés. L'émergence du nationalisme pose la question du rapport que les groupes ethniques majoritaires Han et Perses, dont les identités évoluent et qui s'emparent de la conduite des affaires politiques, doivent entretenir avec les minorités, situées aux marges du territoire, d'où provenaient nombre d'anciennes dynasties. Des lignes-forces se dégagent quant aux acteurs qui se disputent la prééminence, et s'influencent, se recoupent, se coalisent ou s'opposent ce faisant. En Iran, élites lettrées, clergé, pouvoir politique, marges provinciales, notamment tribales, interagissent dans ce sens. En Chine, la lutte voit se mêler intellectuels, bureaucratie, forces conservatrices, masses paysannes. Dans ce cadre, différentes formes de discours interagissent : on constate notamment la présence du progressisme et de formes de discours religieux, parfois hétérodoxes, millénaristes, charismatiques. Elles s'organisent autour de figures, de groupes clandestins, de sociétés secrètes, d'associations, de journaux. De ces luttes et de leur résultat sont issus des reprises en main, volontiers autoritaires, de l'Etat, ou au contraire des troubles menant à des situations de propagation de l'insécurité ou de chaos. Et de cela naissent soit un recul des épidémies et de la famine, soit au contraire leur prolifération, avec les conséquences que cela porte en matière d'indépendance politique et de production économique, donc, de capacité, pour les pouvoirs publics, à faire face.

d) La confirmation de l'ère révolutionnaire

La fin des années 1920 et les années 1930 voient donc s'affirmer en Chine comme en Iran des modes de gouvernance autoritaire, appuyés sur les possédants, les propriétaires, les milieux d'affaires, l'administration, parfois mis sous tutelle. Une industrialisation se met en place. Le nationalisme sert de doctrine à ces gouvernements. Il se nourrit des résultats de l'orientalisme (la Perse devient Iran, soit « pays des aryens », en 1935). La police et l'appareil sécuritaire sont des outils majeurs de contrôle sur la société. Les régimes sont dans une certaine mesure à mettre en rapport avec les autoritarismes européens, notamment fascistes. Ces derniers mobilisent un culte de l'Etat, des techniques de surveillance, la foi dans l'avènement d'un homme nouveau, discipliné, travailleur, athlétique. Cela se code dans une matrice théorique qui est celle de la mythologisation des sciences dures, de l'eugénisme, du darwinisme social, du matérialisme biologique, de l'antisémitisme, du racisme⁵⁶. Fait intéressant dans cette perspective, au milieu du XIX^{ème} siècle, Arthur de Gobineau, diplomate français et auteur d'un Essai sur l'inégalité des races humaines en 1853 qui théorise la supériorité de l'homme blanc, tombe amoureux de la Perse qu'il visite en 1855, en maîtrisant parfaitement la langue, adoptant son habit, étudiant son histoire et tâchant d'en déchiffrer les signes cunéiformes. Gobineau refuse en 1860 une affectation à Pékin. Corrélativement, l'influence soviétique dans les deux pays commence à poindre (en

56. Sur la question du racisme et de son association au gouvernement moderne, on peut se référer à Michel Foucault, « Il faut défendre la société », op. cit.

1928, l'expédition du Nord du gouvernement nationaliste chinois contre les Seigneurs de guerre est soutenue par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, URSS, et se noue une alliance de circonstance entre le mouvement nationaliste- constitutionnaliste Jangal⁵⁷ et Moscou au début des années 1920 au Nord de l'Iran). Le bolchévisme porte lui-même, par son volontarisme, par son matérialisme-même, un certain rapport à l'homme, à la nature, et à ce qui les lie, production et transformation.

Mais la Chine et l'Iran sont en ces années 1930 non seulement toujours faibles, mais encore, résolument, « asiatiques », en ce sens que leur « mode de production » comme leur « culture » et leur situation géographique les différencient des puissances industrialisées et les désignent comme des cibles, voire des proies. La faiblesse vient des contradictions à l'intérieur des sociétés qui éclatent et peinent à se résorber, de la contestation des milieux intellectuels refusant l'autoritarisme ou l'emprise étrangère, de mouvements de guérillas qui s'érigent contre la répression, de puissantes forces centrifuges, du mécontentement social nourri par les inégalités, les prélèvements, la restriction de la marge de manœuvres de certains corps (clergé et tribus en Iran). Les capacités militaires fragiles, les dissensions à l'intérieur, la propension à la mobilisation d'acteurs étrangers, les priorités militaires et géopolitiques régionales ou globales du moment ouvrent à la possibilité d'interventions des puissances industrielles. Reza Pahlavi est ainsi déposé en 1941 par une invasion anglo-soviétique visant à transformer le pays en corridor logistique pour l'approvisionnement de l'URSS, attaquée par l'Allemagne nazie, en matériel militaire. En 1931, prenant prétexte d'un incident, les Japonais envahissent la Mandchourie et y installent un Etat fantoche. Cette date est considérée par le parti communiste chinois comme la date de début de la Seconde Guerre mondiale en Chine. En 1937 débute la seconde guerre sino-japonaise, marquée par le massacre de Nankin, alors capitale chinoise, un événement qui est un véritable déferlement d'atrocités (des centaines de milliers de morts, des dizaines de milliers de femmes et d'enfants violés⁵⁸) justifié aux yeux de la soldatesque japonaise par une phraséologie officielle nipponne raciste assimilant les autres populations asiatiques à du bétail, donc à des animaux.

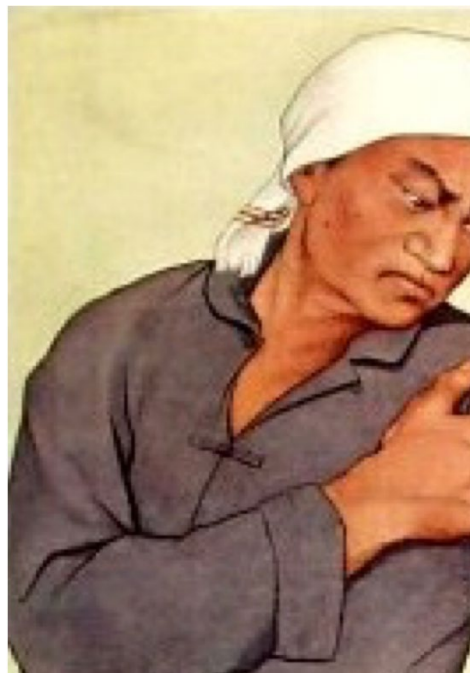
La Chine et l'Iran se trouvent au sortir de la Seconde Guerre mondiale embarqués dans des dynamiques à la fois communes, convergentes, et divergentes. La coalition du gouvernement nationaliste du Guomindang de Tchang Kai-chek et des communistes réunis autour de Mao Zedong avait permis de défaire les Japonais, et fait de la Chine l'un des grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, lui garantissant une place de choix dans le concert des nations. Un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) lui est ainsi dévolu. Mais la fin du front patriotique ainsi constitué mène à une reprise des affrontements entre les deux camps, avec la mobilisation d'effectifs armés de plusieurs millions d'hommes. La victoire de Mao Zedong en 1949 fait l'effet d'un séisme dans un monde qui se structure, et pour des décennies, à travers l'affrontement des deux supergrands, dans ce que dès 1947 le journaliste Walter Lippmann (1889-1974) qualifie de Guerre froide. Dès 1950, la Chine populaire prend position en faveur des communistes en Corée voisine. La politique de la chaise vide, alors pratiquée par l'URSS en solidarité avec la République populaire, qui se voit refuser de siéger au Conseil de Sécurité au profit des nationalistes exilés sur l'île de Taïwan, mène à une intervention de forces onusiennes qui appuient le soutien fourni

57. Le mouvement Jangal ou mouvement constitutionnaliste du Gilan est un mouvement qui, pour poursuivre la révolution constitutionnelle persane de 1906, a pris les armes dans la région du Gilan dans le nord du pays à la fois contre l'autocratie et la domination étrangère entre 1914 et 1921.

58. Le nombre exact de victimes de ces exactions massives fait l'objet de débats chez les historiens.

par les Etats-Unis aux anticommunistes coréens. La Chine populaire déploie en Corée les capacités de mobilisations humaines et militaires dont le Parti Communiste Chinois (PCC) avait démontré la maîtrise durant la guerre civile. Elle fait, aussi, l'expérience de l'utilisation d'armements bactériologiques par les Etats-Unis, qui fait suite à l'emploi de la bombe atomique au Japon voisin. Washington expérimente en Asie sa maîtrise militaire de l'atome, des germes et des bacilles. La Chine encourage, dès lors, les campagnes de vaccination massives pour faire face au danger.⁵⁹

Image 1. Affiche de propagande chinoise durant la guerre de Corée appelant à la vaccination de masse contre la guerre biologique « impérialiste » étasunienne.



L'Iran sent de même souffler un vent de liberté dans un climat politique agité. Le continent asiatique voit se multiplier les indépendances, parfois à la faveur de séismes politiques se traduisant par des mouvements de populations parfois couplés à des nettoyages ethniques qui marquent durablement les mémoires et les géographies politiques : Philippines (1946), Inde et Pakistan (1947) obtiennent leur indépendance, la Catastrophe (en arabe, Nakba) se produit en Palestine (1947-1949). Dans ce contexte intervient en 1951 la nationalisation du pétrole par le gouvernement iranien, dans une ambiance de nationalisme exacerbé. Ce mouvement menace les intérêts anglais, confortés par l'installation de Mohamad Reza Pahlavi sur le trône au renversement de son père 10 ans plus tôt. De fait, lutte contre l'influence britannique et contre le despotisme se conjuguent, les sécularistes rassemblés autour de la figure du Premier Ministre Mohammad Mossadegh étant soutenus par l'ayatollah Kashani comme le parti communiste Toudeh. Un bras de fer avec la monarchie s'ensuit. En 1953, les services secrets étasuniens de la Central Intelligence Agency (CIA) mènent leur première opération sous couverture pour renverser un gouvernement étranger en temps de paix⁶⁰. Le Shah revient au pouvoir, les

59. Nous précisons que les accusations d'emploi de telles armes par les Etats-Unis comme les campagnes de vaccination sont réelles, mais que certains historiens pensent qu'en réalité aucune arme bactériologique n'a été utilisée par Washington en Corée.

60. La participation de la CIA a été reconnue en 2013, voir CNN, "In declassified document, CIA acknowledges role in '53 Iran coup", 2013.

sociétés civile et politique sont réprimées. La même année meurt Staline en URSS, et s'achève la guerre de Corée. Mais l'Iran ouvre la voie vers un mouvement plus vaste : en 1956, Nasser nationalise le canal de Suez.

Le mouvement contradictoire et tragique de l'histoire se poursuit dans les deux pays. La Chine communiste multiplie les expériences désastreuses de gouvernement, souvent au prix de sévices à gigantesque échelle. Mao et certains cadres du parti manifestent en effet un désir multiple : rattraper le retard accumulé sur les puissances industrialisées, hâter la transition du pays vers le socialisme, inventer un modèle à la fois conforme aux réalités endogènes et qui puisse avoir une valeur universelle, notamment dans le monde en voie de décolonisation, éviter la fossilisation de la révolution dans la bureaucratie, mobiliser les forces productives dans un effort général. Ainsi naît le « Grand Bond en avant » (1958-1962). Il s'agit de proposer une alternative au modèle soviétique, d'affirmer, contre la priorité donnée au prolétariat ouvrier, l'importance de la paysannerie ; contre la critique du stalinisme par Khrouchtchev et la coexistence pacifique qui se dessine, une ligne purement révolutionnaire qui assure à la Chine la première place dans le camp socialiste. L'augmentation des rendements et de la production agricoles est censée devoir passer par une militarisation de l'organisation générale. La construction de barrages et d'infrastructures, l'obligation d'assister à des réunions publiques et de se nourrir dans des cantines communes, d'employer de nouvelles machines, de se consacrer à l'industrie, désorganisent les structures paysannes, empêchent les travaux des champs. L'effet de cette tentative de génération accélérée d'une société et d'un homme nouveaux est calamiteux. Les gabegies, destinées à donner l'impression de l'abondance, ont vite fait d'épuiser les ressources véritables du pays. Les exportations agricoles, destinées à financer l'armement, se poursuivent. Le tout se fait dans une ambiance de propagande généralisée et intense. Selon Frank Dikköter, 45 millions de morts sont à comptabiliser à l'issue de la Grande Famine⁶¹. Les plus faibles, des communautés rurales entières, subissent la torture, sont exécutés, laissés mourir de faim. Le cannibalisme et le commerce de chair humaine font leur apparition. Ceux qui refusent de se plier sont accusés de faire le jeu des capitalistes et des Américains. Tragique jeu dont les composantes sont discours idéologique, transformation à marche forcée de la société, contrôle sur les populations, militarisation de la pratique politique et de l'organisation de la production, mise en culture de la terre, rapport aux puissances industrialisées, au monde en développement, au monde tout court, exploitation, sélection, destruction de la matière, de la terre, des esprits et des corps. Cet « aventurisme » que déjà certains cadres du Parti reprochent à Mao se retrouve quelques années plus tard dans la Révolution Culturelle (1966-1976). Moins dramatique, elle ne s'en manifeste pas moins par un flot débridé de vexations et d'assassinats, une déstructuration profonde de la société et des hiérarchies, de l'éducation, ce qu'au demeurant elle revendiquait comme ses objectifs. 3 millions de morts seraient, selon certaines estimations, à déplorer. Une décennie perdue, selon la formule consacrée. Elle accompagne le soutien au Vietnam du Nord contre les Etats-Unis. La Chine révolutionnaire, comme d'autres Etats du bloc socialiste (Cuba), développe, parallèlement, une politique internationale d'aide en matière de santé, traduction concrète de la solidarité entre les peuples, stratégie de soft power et de propagande à l'adresse de l'étranger que la crise du nouveau coronavirus actualise plusieurs décennies après l'ère Mao.

En Iran, la répression qui suit les années Mossadegh donne lieu à une restauration

61. Frank Dikköter, *Mao's Great Famine: The History of China's Most Devastating Catastrophe, 1958-62*, 2010.

qui poursuit l'œuvre d'occidentalisation du fondateur de la dynastie Pahlavi, et remet à l'ordre du jour la réforme agraire qu'à la fin de son règne il méditait. L'iranisme est à son paroxysme, la surveillance de la société également, comme le lien avec les Etats-Unis, qui supplantent le Royaume-Uni en cette seconde moitié du XXème siècle, et dont le Shah s'affirme comme le gendarme dans le Golfe arabo-persique. En 1957 est créée l'Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale (en persan Sâzmân-e Ettela'ât va Amniyat-e Keshvar, abrégé en SAVAK), service de sécurité et de renseignement intérieurs en charge de la répression contre les différentes formes d'opposition. Dans les années 1960, la monarchie décide cependant d'initier de grandes réformes. C'est la révolution blanche, qui se traduit par une réforme agraire, alors qu'en 1961, 75% de la population travaille dans le secteur agricole. La réforme mécontente les propriétaires terriens. Une ouverture à la participation des femmes et des minorités religieuses aux élections locales est également proposée, mais suscite l'opposition du clergé, et celle d'un homme qui continuerait de se rendre célèbre : Rouhollah Khomeiny. En 1963, il prononce, dans la ville de Qom, un discours véhément, qui le fait arrêter, et suscite des jours d'émeutes, auxquels répond une répression qui fait des dizaines de morts. La révolution blanche se poursuit dans les années qui suivent avec la mise en place de différentes « armées », dont une « armée de la santé », consistant dans la conscription de jeunes pour assurer certains services en zones rurales ou auprès des tribus. Placé en résidence surveillée, Khomeiny est libéré en 1964, mais critique immédiatement un programme accordant une forme d'extraterritorialité aux quelques dizaines de milliers de ressortissants étasuniens vivant sur le territoire iranien, ce qui lui vaut d'être exilé à Bursa, en Turquie, d'où il se rend à Najaf, ville sainte du chiisme en Irak, où il séjourne jusqu'à son expulsion de la ville en 1978. Les réformes du Shah, prolongeant la révolution blanche, se poursuivent, mais l'opposition partielle du clergé (qui voit son influence en matière de services rendus à la société rognée) et l'activisme de mouvements militants recourant au terrorisme (Fedayin du peuple d'inspiration maoïste, Moudjahidin du peuple islamo-marxistes, Fedayin de l'islam islamistes) entretiennent une agitation, il est vrai largement contenue. Le résultat est en 1978-1979 la révolution iranienne, qui suit une période d'apathie politique, et devient révolution islamique après le retour de Khomeiny d'exil. Celle-ci est confrontée à la « guerre imposée » (jang-e tahmilî, nom donné en Iran à la Guerre Iran-Irak ou Première Guerre du Golfe) entre 1980 et 1988. Où les Iraniens se trouvent massivement confrontés à l'emploi d'armes chimiques, alors que les monarchies du Golfe comme de grandes puissances occidentales soutiennent l'Irak de Saddam Hussein. L'Iran, sa société galvanisée par une rare ferveur religieuse, ses milliers de volontaires envoyés à la mort dans des vagues-suicides, se trouvent ainsi une nouvelle fois face à la perfidie reprochée aux Occidentaux, seuls devant les crimes de ce monde injuste que le chiisme dénonce, et où seul l'avènement de l'unique gouvernant légitime, l'Imam caché, au nom duquel le Guide exerce son pouvoir, pourra rétablir la justice. D'alliés, Français et Etasuniens deviennent ennemis jurés : les Etats-Unis sont désignés comme le « Grand Satan », et les opérations terroristes parrainées par l'Iran se multiplient en France. La prise d'otage à l'ambassade étasunienne en 1979-1981, violation manifeste des conventions de Vienne sur la diplomatie, soutenue par Khomeiny, marque durablement les relations avec Washington, font entrer le pays dans un régime de sanctions internationales dont il ne sort pas, le placent au ban des nations. A l'intérieur, la répression se poursuit : contre le séparatisme kurde, contre les « ennemis de la révolution » (dont les moudjahidines du peuple), les éléments occidentalisés.⁶²

62. Pour les passages qui portent sur la révolution islamique en Iran, on pourra se référer à Yann Richard, *L'Iran...*, op. cit.. Nous nous inspirons également de la lecture de l'ouvrage du journaliste britannique Con Coughlin, *Khomeini's Ghost*, 2009.

En substance, la Chine et l'Iran font l'expérience de moments révolutionnaires en cascade, comme dans une grande oscillation, dans la partie que se disputent diverses factions, divers segments de la société, dans un contexte international de guerres mondiales puis froide. Leurs sociétés, toujours rurales, explosent démographiquement. La pression sur les terroirs, puis les villes, qui deviennent les réceptacles de l'exode depuis les campagnes, dans des sociétés qui restent largement rurales mais le deviennent de moins en moins, est immense. Le corps social est parcouru de propositions, strié de prédications qui cherchent à trouver une réponse à l'orientation qu'il convient de donner à la marche de la nation, et qui s'affirment dans l'exil, la répression, la clandestinité, la guerre civile. Des figures charismatiques les portent (Mao et Khomeiny). Les interventions étrangères, le sort des minorités, posent la question de la solidité du ciment, de l'identité et du projet nationaux. Les conflagrations révolutionnaires provoquent des séismes régionaux et internationaux, des ondes de choc, des conflits de masse, dans un XXème siècle qui se déroule « en tant que Guerre »⁶³. Des équilibres, notamment géopolitiques, autrefois puissamment installés ou jugés acquis, sont rompus. La quête d'indépendance suscite répression brutale à l'intérieur (la SAVAK devient la VEVAK) et guerres à l'extérieur. L'autonomie culturelle est valorisée, par des moyens violents, l'autosuffisance érigée en dogme (« compter sur ses propres forces » dit Mao), l'anti-impérialisme est idéologie d'Etat, portée par une propagande intense dirigée vers l'intérieur et l'extérieur. Des modalités originales d'articulation entre Etat et structures d'encadrement associées (clergé, parti communiste), la militarisation des organes de transformation de la société (Gardes rouges et Gardiens de la révolution), de nouvelles expérimentations de maillage politique du territoire (communes, comités révolutionnaires, ...) et de services publics (cantines collectives, fondations pieuses, ...), l'investissement dans des programmes stratégiques défendant les régimes (balistique, nucléaire), des budgets de plus en plus massifs consacrés à la défense et à l'armement face à des guerres extérieures traumatisantes et impliquant une mobilisation totale (Iran-Irak, Corée, Vietnam) sont le lot de la période. La liberté est entendue comme nationale, la démocratie se voit accoler des épithètes nouveaux (en Chine elle est populaire, en Iran islamique et religieuse), limitée par des notions qui donnent le cadre à l'action politique (velayat-e faqih ou gouvernement du juriste / gouvernance du docte en Iran⁶⁴, dictature du prolétariat en Chine). En conséquence, l'économie de marché s'adapte sous des dénominations originales (« économie de la résistance » en Iran, « économie socialiste de marché » en Chine). La coopération et les échanges avec l'étranger en matière économique et commerciale doivent se plier aux intérêts nationaux et stratégiques. La liberté est avant tout conçue comme nationale face à une démocratie libérale occidentale jugée déviante, hypocrite, inconsistante, inadaptée, faillible, corrompue et corruptrice. Le nationalisme est prégnant, dépassant parfois le discours qui avait animé la révolution, se substituant à l'internationalisme des débuts. Une poésie (Khomeiny avait été l'auteur de nombreux poèmes), une éthique (austérité), une mystique (Mao puisait largement ses mots d'ordre dans l'imaginaire, la mythologie, la cosmologie traditionnelles, Khomeiny s'était intéressé à la mystique islamique et persane), une rhétorique (contes populaires, morale et humour paysans inspirant Mao, formules imagées et fleuries des dirigeants iraniens depuis Khomeiny) nouvelles ou renouvelées, forgées dans la terreur et le sang, face aux armes biologiques et chimiques, émergent, sous-tendues de millénarismes,

63. La formule est du philosophe tchèque Jan Patočka (1907 – 1977), dans l'article « Les guerres du XXème siècle et le XXème siècle en tant que guerre » qui figure dans les Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire, 1981.

64. Pour une histoire de la notion et de son évolution, on pourra consulter Mohammad Ali Amir-Moezzi et Christian Jambet, Qu'est-ce que... , op. cit. La notion a été exposée par Khomeiny dans Velâyat-e faqih. Hokûmat-e eslâmî, 1970.

consacrés par des apocalypses qui semblent les justifier. Le tout fascine des intellectuels occidentaux (Foucault⁶⁵, ...), qui les interprètent, les comprennent, ou croient le faire, médusés par le caractère idiosyncrasique de ces éruptions, et les masses, filmées, télévisées, qui émergent, s'emparent de l'espace public, subvertissent et s'approprient les institutions. Les révolutions, profondément tiers-mondistes, cherchent activement à s'exporter, se vivent comme transcendant les frontières, cherchent des relais, les suscitent, les inspirent, les trouvent. L'irruption des masses, qui caractérise le processus révolutionnaire, change la donne sociale : de fait, la question sociale et le sort des plus faibles (prolétariat, « déshérités » ou *mustad'afin*⁶⁶) restent au cœur des projets politiques des nouveaux régimes.

Cependant, après que la révolution a échoué, trouvé ses limites, emporté des catastrophes, après son enlisement, après qu'elle a dévoré nombre de ses propres enfants⁶⁷, doit venir le temps, périlleux lui aussi, de la réforme.

65. Michel Foucault se rend en septembre et en novembre 1978 en Iran où il couvre les événements en tant que reporter pour le compte du journal italien *Corriere della sera*. Son déplacement en Iran lui inspire ces phrases : « Quel sens, pour les hommes qui habitent [la terre d'Iran], à rechercher au prix même de leur vie cette chose dont nous avons, nous autres, oublié la possibilité depuis la Renaissance et les grandes crises du christianisme : une spiritualité politique. J'entends déjà des Français qui rient, mais je sais qu'ils ont tort. ». Voir Michel Foucault, *Dits et Écrits II*, 1976 – 1988, 2001. Voir à ce propos l'article de Philippe Chevallier, « La spiritualité politique, Michel Foucault et l'Iran », *Revue Projet*, 2004/4 (n° 281), p. 78-82. De fait, cette position de Foucault lui est reprochée pour ses consonances réductrices, fantasmatiques, « orientalistes » par le sociologue Michel Seurat dans un article que l'on retrouve dans *Syrie, l'État de barbarie.*, 2012. Seurat est pour rappel enlevé en 1985 à Beyrouth par l'Organisation du Jihad Islamique libanais, émanation du Hezbollah, et sa mort est annoncée en 1986. Sur le maoïsme, dans un entretien accordé à la télévision néerlandaise en 1971, Foucault dit ceci : « Il me semble également que le maoïsme est (...) une certaine façon de retrouver ce problème-là. C'est-à-dire, à partir du moment où l'homme sera effectivement libéré de tout le système de contrainte, non seulement système de contrainte économique, mais le système de contrainte politique, moral, culturel que le capitalisme a fait peser sur lui depuis des siècles, à partir du moment où cette libération-là sera acquise, alors, quel savoir sera possible ? ». On retrouvera l'échange d'où la citation est extraite sur ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=qzoOhhh4aJg>

66. Cette notion, d'origine coranique, a été introduite dans la pensée politique iranienne contemporaine du fait d'un travail de transcription de la pensée marxiste dans la terminologie islamique que l'on doit notamment au sociologue Ali Shariati (1933-1977), compagnon de route du Front de Libération Nationale (FLN) algérien à Paris et traducteur en persan des œuvres du psychiatre et théoricien anticolonialiste martiniquais Frantz Fanon (1925-1961). A Alger, Fanon s'était efforcé de contrer une psychiatrie coloniale influencée par les travaux fortement emprunts de racisme d'Antoine Porot (1876-1965), fondateur de l'école psychiatrique d'Alger. La notion de *mustad'afin* s'exporte dans le monde sunnite, jusqu'en Tunisie, comme le confirmait le dirigeant du parti *Ennahdha* dans un entretien : « la révolution iranienne a donné une nouvelle dimension à la culture islamique, une dimension populaire, le peuple, les manifestations... Elle a donné de la valeur aux gens ordinaires, que Khomeiny nommait les déshérités. Marx disait « ô travailleurs unissez-vous », Khomeiny disait « déshérités de la terre, votre ennemi est l'arrogance et l'impérialisme » ». Précisément, les *mustad'afin* s'opposent à l'*istikbâr*, ou arrogance, autre notion coranique, dont la résonance dans le chiisme est particulière.

67. La formule, passée à la postérité, est tirée de la pièce *La Mort de Danton* du médecin, écrivain et dramaturge et révolutionnaire allemand Georg Büchner (1813 – 1837).

Image 2. Soldats iraniens sur le front lors de la guerre avec l'Irak en 1988.

Lors des opérations « Tawwakalnâ 'ala Allâh » lancées par l'Irak en 1988 dans l'espoir de clore la guerre avec l'Iran, des attaques chimiques à grande échelle sont lancées contre les Iraniens. Première occurrence pour la République islamique de l'usage de masques pour lutter contre un danger non-conventionnel auquel il est fait face en temps de guerre.



e) Le temps de la réforme

Outre le fait qu'elles « tournent mal »⁶⁸, et de ce fait même, les révolutions se mettent à la recherche d'équilibre et de modération. Les corps qu'elles forment pour s'établir et se consolider se constituent en élites soucieuses de leur propre préservation, tandis que la recherche de stabilité, le retour au cours normal des choses, la gestion des affaires courantes, le désir de lucre et de captation, le terme qu'il faut mettre aux dépassements, excès, exaltations nés de la révolution appellent à des politiques pragmatiques, voire « conservatrices », sources de tranquillité. Cette stabilité, en principe antinomique avec la subversion permanente⁶⁹ que suppose la révolution dans nombre de ses théorisations, devient le moyen d'en poursuivre et d'en préserver les objectifs. Thermidor, qui suit l'épisode de la Terreur en France, est un paradigme qui d'ailleurs a été mobilisé pour

68. Nous empruntons l'expression à Gilles Deleuze, qui l'emploie dans l'Abécédaire de Gilles Deleuze, documentaire qui lui est consacré et qui consiste en une série d'entretiens qu'il accorde pour commenter différents concepts philosophiques. Voici la citation en question : « Que les révolutions tournent mal ? Moi, ça me fait rire. De qui on se moque... ? Quand les nouveaux philosophes ont découvert que les révolutions ça tourne mal, faut vraiment être un peu débile. Qui a jamais cru qu'une révolution tournait bien ? Qui ? Les Anglais ont fait leur révolution et qui est-ce qu'ils ont eu ? Le romantisme anglais n'est qu'une longue méditation sur l'échec de la révolution. Les Américains ont raté leur révolution autant sinon pire que les Bolcheviks. Toutes les révolutions foirent. Alors on fait semblant de le redécouvrir là. François Furet qui découvre que la révolution française a foiré aussi. Bon. Elle a donné Napoléon... En Angleterre : Cromwell. En Amérique c'est pire : elle a donné Reagan ! Que les révolutions échouent, que les révolutions tournent mal, ça n'a jamais empêché les gens ni fait que les gens ne deviennent pas révolutionnaires. C'est la confusion du devenir et de l'histoire. »

69. Nous pensons notamment à l'ouvrage de Léon Trotsky (1879 – 1940), La Révolution permanente, 1930.

étudier le cas de l'Iran⁷⁰. Plus généralement, dans une dichotomie consacrée, la réforme s'oppose à la révolution.

On sait les difficultés, ayant mené à sa perte, que la glasnost et la pérestroïka ont provoquées en URSS. L'empire soviétique⁷¹ voit se réveiller les revendications ethniques (d'abord dans le Caucase, puis dans les pays baltes) qu'avait annulées, neutralisées, étouffées l'internationalisme prolétarien des Bolcheviks, tandis que la crise de production et l'écaillage de son modèle de société réveillent des traumatismes profondément ancrés : Tchernobyl, épisode sur lequel nous revenons plus bas, est la conjugaison de déficiences techniques, d'un ralentissement économique, d'une communication qui garde les réflexes de la propagande en mode de gouvernement dictatorial, d'un certain mépris pour la vie humaine, dans un système politico-économique qui va à vau-l'eau et un contexte ukrainien marqué au fer rouge par les grandes famines des années 1920-1930.

A partir des années 1970, le contexte est mûr en Chine pour impulser ladite réforme. L'antagonisme sino-soviétique se précisant, il débouche sur 6 mois de conflits frontaliers en 1969 entre les deux géants du bloc socialiste. Mao considère alors l'« impérialisme étasunien » comme « ennemi secondaire », alors que ses discours précédents le présentaient comme « ennemi principal ». La même année, la proclamation de la doctrine de Guam par Nixon doit amener à un retrait du Vietnam et à un repli du dispositif de défense étasunien en Asie sur les régions péninsulaires (Corée du Sud, Thaïlande) et insulaires (Japon, Philippines) du continent. En 1971, le voyage de Kissinger à Pékin prépare la visite de Nixon en 1972. Les relations diplomatiques sont entièrement rétablies en 1979. En 1971, la Chine populaire reprend le siège de Taïwan à l'ONU. Parallèlement à ce rapprochement, la stratégie de Mao dans le cadre de la Révolution culturelle, dirigée contre les « dérives droitières » et l'« aristocratie rouge » de la bureaucratie partidulaire, semblant conduire à l'échec, amène précisément le renforcement de la tendance réformiste. Le décès de Mao en 1976 permet la remise en selle, puis le triomphe, de cette tendance. Elle est portée par une figure qui dès la guerre civile s'était affirmée comme un commandant militaire hors-pair, devient un des cadres les plus en vue du parti, puis représente la Chine à partir de 1974 à l'ONU. Son nom, resté dans l'histoire comme celui qui a permis le grand retour de la Chine, est Deng Xiaoping.

Le tournant impulsé par le « petit timonier » est multiple. Soucieux de bâtir une société prospère et de mieux gérer les conflits au sein du parti, et entre lui, d'une part, et scientifiques et intellectuels, d'autre part, il poursuit en parallèle la normalisation des relations avec les Etats-Unis, encourage les investissements japonais et européens. Occidentaux et Japonais sont favorables à cette ouverture de la Chine, qu'ils accompagnent, en accordant un certain nombre de facilités dans l'accès à leur marché et en favorisant la sous-traitance dans les Zones Economiques Spéciales (ZES). En 1979 sont créées ces ZES, qui ménagent des espaces à l'économie de marché, favorisant l'industrialisation, intègrent la Chine dans les circuits de production, commerciaux et financiers mondiaux. Inspiré par le Big Government étasunien né du New Deal, Deng met en place des instances planificatrices efficaces, qui rationalisent la production,

70. Farida Abelkah, Jean-François Bayart et Olivier Roy, Thermidor en Iran, 1993.

71. L'expression est assez courante : elle permet non seulement de dire la nature d'un Etat plurinationnel héritier de la Russie tsariste qui reste dominé par l'élément russe, mais encore d'exprimer une critique (sociale-démocrate, socialiste, communiste, libertaire ou libérale) contre la phraséologie et la pratique marxistes-léninistes soviétiques, soit celles du « socialisme réel », d'un communisme d'Etat.

et met un terme aux désastreuses expérimentations désordonnées à grande échelle. L'alphabétisation, le niveau de vie, la sécurité personnelle, alimentaire et sanitaire des Chinois s'améliorent sensiblement. La croissance du pays décolle, les villes bourgeonnent, l'industrie progresse, les infrastructures sont renforcées, le niveau technologique ne cesse de s'élever. Le vol d'oies sauvages promu en modèle de développement par les Dragons d'Asie de l'est est approprié. La « Chine s'éveille ⁷²», toujours plus, affirmant, dans une tendance haussière que confirment les années 2000 et 2010, la naissance d'un nouveau supergrand, alors que l'URSS s'effondre à partir de la fin des années 1980, et que la Fédération de Russie connaît une série de difficultés dans les années 1990. En 1992, la notion d'« économie socialiste de marché » est introduite dans la constitution. En 2001, la Chine adhère à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), bénéficiant d'un certain nombre de dérogations censées l'encourager à s'intégrer dans la communauté mondiale. Depuis l'implosion soviétique, elle bénéficie d'une croyance solidement ancrée en la possibilité d'une communauté-monde organisée autour des libertés commerciales, économiques et politiques.⁷³

En Iran, la désastreuse guerre contre l'Irak (« une guerre pour rien ») qui fait 1 million de morts, dans leur grande majorité Iraniens, fait miroir à la décennie, aux décennies, perdues de la Chine. Les deux périodes ont permis une affirmation de la Chine et de l'Iran, mais les grands projets de justice sociale et de prospérité partagées en ont été piétinés, sous des abords cauchemardesques, dystopiques. A la fin des années 1980, un ayatollah proche de Khomeiny, Hossein Ali Montazeri, élève de l'Imam⁷⁴ à Qom, considéré comme un radical, mais insistant sur la nécessité du respect des droits de l'homme, est pressenti pour la succession, pour laquelle il est officiellement désigné en 1985. Il est écarté par Khomeiny, qui l'accuse de vouloir remettre les rennes du pays à des « libéraux » après s'être opposé, à la fin de la guerre, à des exécutions massives contre des dissidents et de nombreux innocents emprisonnés. Il n'en contribue pas moins à l'idée de la nécessité d'un changement, dans un Iran financièrement épuisé par une guerre qui aurait pu s'arrêter dès 1982. L'élection de Hachemi Rafsandjani, proche du fils de Khomeiny, Ahmad, au poste de président de la République, comme la désignation de Ali Khamenei à celui de Guide de la Révolution, semblent consacrer la victoire d'un camp pragmatique. Rafsandjani s'était en effet engagé durant la guerre contre Saddam Hussein dans des discussions pour l'obtention d'armes étasuniennes grâce à l'intermédiation d'Israéliens. Quant à Khamenei, il avait plaidé pour un pardon accordé à Salman Rushdie, l'auteur des Versets sataniques qui lui ont valu une fatwa de Khomeiny appelant à son assassinat. Les deux hommes se distinguent par la volonté de modérer le ton à l'endroit de l'Occident. De nombreuses voix s'élèvent pour des réformes sociétales, un abandon de certaines pratiques jugées extrêmes et infâmes (lapidations publiques, ...), plus de confort, de dignité, de services publics pour une population traumatisée et épuisée par la guerre. La nécessité pour la paire à la tête de l'exécutif iranien de continuer d'éliminer les opposants à la Révolution, y compris hors du territoire national (assassinat de Shahpur Bakhtiar à Suresnes en banlieue parisienne en

72. Nous avons à l'esprit le titre de l'immense succès de librairie qu'a été l'essai de l'homme politique français Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, 1973. Le titre est inspiré d'une citation attribuée à Napoléon Bonaparte, qui l'aurait prononcée à Sainte-Hélène, mais ladite citation est apocryphe. En 1996, Peyrefitte écrivait une suite, *La Chine s'est éveillée*.

73. Emblématique de ce zeit geist était la parution en 1992 du célèbre essai du politologue étasunien Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*.

74. Khomeiny s'accapare en effet, à l'initiative de certains de ses disciples et partisans, dans une ambiance révolutionnaire électrique, et gonflé d'hybris, un titre qui n'est normalement dévolu, dans le chiisme imamite, qu'aux 12 imams.

1991), de s'assurer la fidélité des éléments radicaux à l'intérieur, et d'exporter la révolution (constitution de la force Al-Qods en charge des opérations extérieures des Gardiens de la Révolution) pour se montrer fidèles au testament politique de Khomeiny, maintient cependant une certaine agressivité, tandis que l'Occident conserve pour Téhéran une profonde méfiance. Le desserrement de la répression, la fin de la guerre avec l'Irak entraînent un redéploiement considérable des capacités du régime vers l'extérieur. Ayant développé ses capacités militaires et d'organisation, après les accords de Taëf (1989) qui signent la fin de la guerre civile libanaise, des investissements conséquents sont réalisés dans le pays du cèdre au bénéfice de la communauté chiite. La construction de dispensaires et d'hôpitaux signe la version iranienne du soft power sanitaire.

Un tournant semble atteint en 1997, avec l'élection de Mohammad Khatami. Ministre de la culture et de l'orientation islamique en 1982, sa tolérance envers les composantes non-islamiques de son domaine d'intervention et de la société le poussent rapidement vers la sortie. Conseiller culturel du président Rafsandjani en 1992, il dirige en parallèle la Bibliothèque nationale d'Iran jusqu'en 1997. Cette année-là, il remporte avec 70% des suffrages une victoire écrasante, consacrant l'irruption d'un peuple iranien assoiffé de liberté et de changement dans le processus politique, qui tranche avec le Gouvernement de Dieu auquel Khomeiny s'était agrippé à la fin de sa vie. Il normalise les relations avec de nombreux pays de l'Union Européenne (UE), dirige de plus en plus sa diplomatie vers l'Asie, ouvre le pays au tourisme, dont le chef-lieu de sa région natale, Yazd, devient un centre. Il promeut le dialogue des civilisations, se montre ouvert à des formes culturelles modernes, accorde une interview remarquable à la chaîne étasunienne CNN, poursuit les politiques libérales de son prédécesseur, relance l'économie par une politique d'investissements soutenue à destination du secteur privé qui permet de renouer avec la croissance et de faire reculer le chômage. Son mandat est marqué par une collaboration avec les Etats-Unis sur la lutte contre les Talibans après les attentats du 11 septembre, bien que ces années soient aussi marquées par une reprise en main de l'« Etat profond » conservateur. Mais l'agressivité des néoconservateurs et de l'administration Bush semble mettre un terme à la parenthèse et permet l'élection d'Ahmadinejad en 2005. Ecarté de la vie politique par le Guide, Khatami continue d'être une figure du réformisme, et a ouvert la voie à la possibilité du mandat de Rouhani élu en 2013.

Mais les contradictions dans les appareils révolutionnaires sont manifestées par la possibilité de réactivation d'une ligne orthodoxe, comme le prouve le principalisme en Iran et le néo-maoïsme en Chine. La logique de censure de la société, de répression, d'étouffement, s'agence à une attitude virile à l'endroit de l'Occident. L'accord sur le nucléaire iranien de 2015 est sans cesse torpillé par les conservateurs iraniens, et sert de couverture aux menées d'un Etat profond toujours rétif au dialogue avec « l'arrogance globale » et soucieux de consolider un « axe de la résistance ». De même, en Chine, d'aucuns affirment que l'ère Deng se clôt avec celle de Xi, qu'elle aura fait figure de Nouvelle Economie Politique (NEP)⁷⁵ préparant à plus de contrôle, permis par la maîtrise de l'outil numérique, annonçant une nouvelle tentative totalitaire pour la surveillance, sous l'égide du parti, d'une société malgré tout indomptable⁷⁶. Les logiques se conservent : rattraper ou faire face aux Etats-Unis, vaincre l'impérialisme, cultiver ou préparer l'autarcie. Les attaques, cybernétiques par exemple, se cachent derrière un discours

75. C'est ce qu'affirme le sinologue François Godement dans une magnifique conférence consacrée au thème « Les ambivalences chinoises sur l'ordre international » visible au lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=P33a6JT3hTI>

76. Ibid.

de coopération dans la lutte contre le terrorisme, se traduisant par une répression des minorités sunnites. La logique répressive éclate au grand jour dans des épisodes comme Tienanmen en 1989 et les répressions successives en Iran (1989, 1999, 2009, 2018, 2019). La défense est au cœur des priorités. La centralisation de la décision se fait au profit de la marginalisation de secteurs jugés déviants ou corrompus, et permet la concentration des ressources pour des projets d'envergure, notamment militaires. Les deux pays continuent de faire peur à leurs voisins, qui leur reprochent leurs ambitions hégémoniques. Les éléments de la grande divergence, au-delà de ces ressemblances, sont cependant là. La Chine-superpuissance, Chine-usine, voit son niveau technologique grimper avec la maîtrise de la robotique, la mobilisation des banques de données. Ses capitaux se déversent sur l'Europe, sont entrepris des investissements colossaux dans les infrastructures dans le cadre de la Belt and Road Initiative, certes parfois contrariés. L'Iran, isolé, est au contraire une proie presque facile pour les forces conservatrices du monde occidental, qui lui appliquent une pression toujours plus forte. Il sort épuisé de ses guerres régionales, auxquelles pourtant il consacre toujours une partie importante de ses moyens et de son budget, sous la supervision et le commandement exclusifs du Guide et des Gardiens de la Révolution. Ses infrastructures, sa production, ses services publics, son administration, son économie sont profondément vulnérabilisés par les sanctions que fait pleuvoir sur lui l'administration Trump, influencée en ce sens par la prégnance des néoconservateurs, des évangéliques, et l'influence des monarchies du Golfe et d'Israël. Dans son isolement croissant, pour continuer de se conformer à sa ligne idéologique en matière de relations internationales tout en satisfaisant ses besoins en investissements et en biens de consommation, l'Iran a trouvé des partenaires en de nombreux pays asiatiques et, en particulier, la Chine. L'extra-territorialité des sanctions étasuniennes rendent cependant cette option peu viable.

Cette longue première partie dresse le tableau dans lequel lire la réponse de l'Iran et de la Chine à la crise du Covid-19.

II. Etat, régime, société, virus

a) Deux pays touchés de plein fouet par le coronavirus

1. Les Etats face au Covid-19 : économies et sociétés à l'épreuve des épidémies

Le Covid-19 s'impose comme l'une des plus grandes menaces qui se soient déclarées ce siècle, perturbant l'équilibre précaire sur lequel repose l'ordre international. Cette maladie respiratoire, longtemps comparée à la grippe par les plus sceptiques, a fait couler énormément d'encre depuis son apparition. Certes, bien peu accordaient de l'importance au Covid-19 lors de ses premières semaines d'existence, mais vu l'incertitude scientifique qui a répondu à sa propagation assez rapide, un climat anxigène a vite fini par s'installer. La virulence du SRAS-CoV-2 est en effet l'un de ses traits les plus pernicioeux. Son taux de reproduction de base (R0) étant compris entre 2,28 et 3,58, c'est-à-dire qu'une personne peut infecter en moyenne 3 autres, tandis qu'un individu atteint de grippe saisonnière infecte en moyenne uniquement une autre personne, le

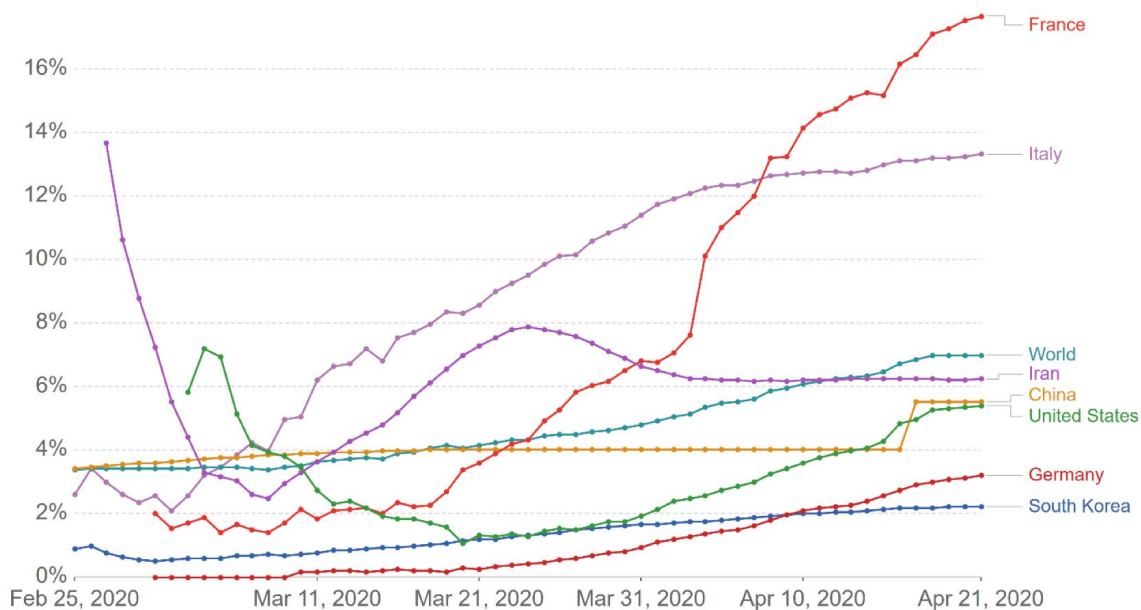
taux de reproduction de la grippe étant seulement de 1,3⁷⁷. Ce qui rend également le Covid-19 bien plus dangereux, est que les individus infectés peuvent être contagieux avant même de présenter de symptômes apparents. En outre, un nombre important de patients asymptomatiques et de porteurs sains ne développent guère de symptômes ou de signes d'infection, ce qui représente une source de contamination impossible à localiser ou à tracer. Ainsi, les cas non-diagnostiqués ou diagnostiqués tardivement soutiennent la propagation du virus et expliquent la multiplication rapide des foyers infectieux au sein et en dehors de la Chine.

La nature assez contagieuse de Covid-19 est particulièrement inquiétante vu que près de 20 % des cas développent des complications graves nécessitant des soins intensifs en réanimation. L'agrégation des cas crée une pression considérable sur les systèmes de santé, qui, selon le nombre d'infectés, peuvent ne pas avoir suffisamment de ressources humaines, financières et sanitaires afin de fournir les soins nécessaires à tous ceux qui en ont besoin. Cet afflux de cas représente en soi un risque d'appauvrissement du système et des capacités de l'Etat, et menace de restreindre l'accès aux services de santé aux autres patients atteints de maux autres que le Covid-19.

En outre, compte tenu du nombre actuel de cas et de décès confirmés, le taux mondial de létalité est estimé en moyenne à 6,98 %. Bien qu'il soit susceptible d'être plus faible étant donné le nombre important de cas estimés non diagnostiqués ou non signalés, cela demeure toutefois une cause de mortalité importante. Plus de 160 000 décès ont déjà été recensés, se concentrant particulièrement au sein des populations âgées, souffrant d'immunodépression, ou encore de comorbidités telles le diabète, l'hypertension, les maladies respiratoires chroniques et le cancer. La saturation des capacités systémiques confronte les hôpitaux à des dilemmes d'ampleur, où le tri de patients s'inscrit comme la quintessence même du choix tragique. Cette pratique de médecine de guerre ne date pas d'hier, certes, mais sa soudaine visibilité en temps de paix⁷⁸ suscite un ensemble de questions d'ordre éthique sur des choix pris à l'ombre de, dictés par, une logique de rationnement, mais inexorablement indissociables de l'émotionnel.

77. S. Zhang, M. Diao, W. Yu, L. Pei, Z. Lin, et D. Chen, "Estimation of the reproductive number of novel coronavirus (COVID-19) and the probable outbreak size on the Diamond Princess cruise ship: A data-driven analysis." *International Journal of Infectious Diseases*, 93, 201–204. doi: 10.1016/j.ijid.2020.02.033, 2020.

78. Cette question de l'intervention de la médecine de guerre en temps de paix évoque les témoignages des urgentistes et personnels soignants intervenus suite aux attentats du Bataclan survenus en novembre 2015 à Paris, qui précisément se disaient choqués de la nécessité de faire droit à des méthodes relevant de la guerre auxquelles ils se trouvaient contraints de recourir par la gravité des blessures qu'ils devaient traiter. Cela renvoie au parallèle qui a été fait entre Covid-19 et terrorisme quant à une nouvelle approche de la sécurité. Voir Salma Daoudi, "The war on Covid-19: the 9/11 of Health Security?", 2020.

Graphique 1. Taux de létalité du Covid-19 dans différents pays du monde

Source : Our World in Data (2020).

Ces pertes humaines, dramatiques en soi, se traduisent par des pertes de productivité pour l'État et s'ajoutent à la longue liste des coûts économiques liés aux épidémies. Toutes les stratégies visant à contenir les pandémies, à atténuer leur impact ou même à développer une immunité collective pour y faire face, exigent de l'État des coûts économiques conséquents, que ce soit à court ou à long termes. Contenir la pandémie requiert de détourner les fonds dédiés à d'autres secteurs - désormais moins prioritaires - vers le secteur de la santé, ainsi que d'imposer des mesures strictes qui interrompent le libre-échange et enravent les chaînes de production. Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)⁷⁹, les restrictions généralisées en matière de voyages, les turbulences sur les marchés financiers et l'incertitude accrue accablant producteurs et consommateurs pourraient coûter aux grandes économies jusqu'à 2 points de pourcentage de croissance annuelle du Produit Intérieur Brut (PIB) par mois. D'un autre côté, les approches privilégiant l'immunité collective, et donc disposées à ce que le virus se propage jusqu'à atteindre plus de 60 % de la population, déciment une partie de la population, endeuillant des familles et les privant parfois de leur principal soutien financier, alourdissent les charges qui pèsent sur l'Etat, font grimper les taux de mortalité concomitante en raison de la saturation des hôpitaux, et assèchent les revenus de plusieurs industries tout en mettant à mal leur force ouvrière ou salariale. Non seulement des investissements-clés sont réorientés pour gérer la crise de la santé publique, mais la productivité diminue également en raison de l'absentéisme et d'une diminution de la main-d'œuvre disponible. Ces perturbations économiques, d'une ampleur sans précédent, pourraient mettre en péril, peu importe l'approche adoptée, la stabilité des pays, déclenchant des retombées économiques qui menaceraient jusqu'aux fondements-mêmes de l'État moderne.

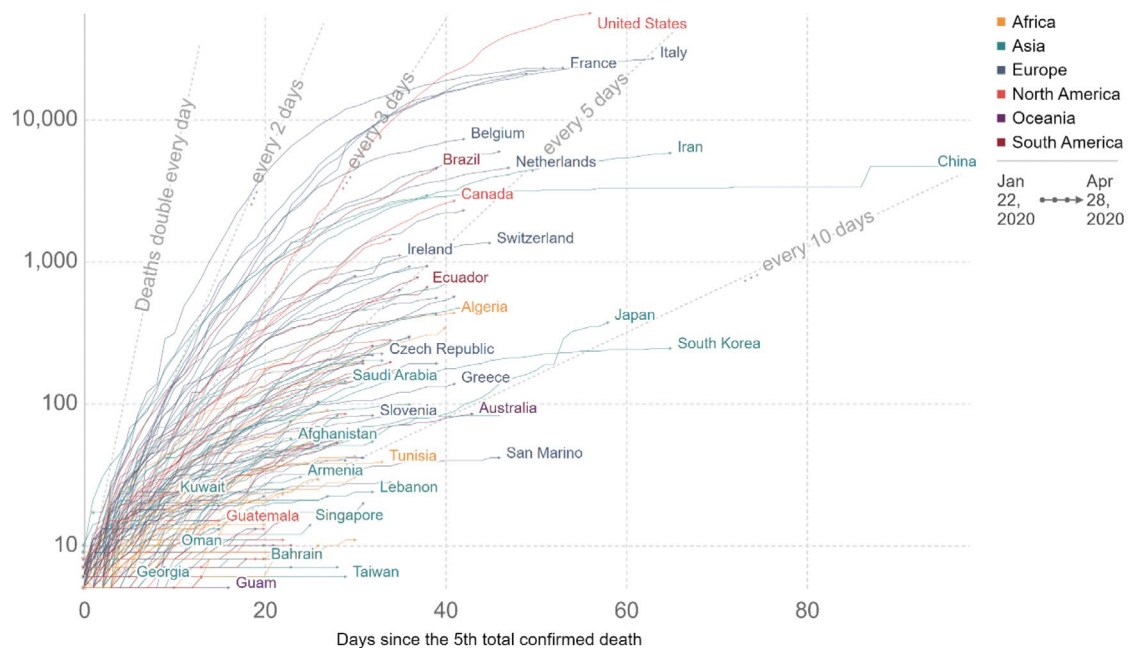
A ces retombées économiques s'ajoutent bien entendu des coûts socio-politiques. Les crises de gouvernance semblent à bien des égards inévitables, car les épidémies

79. OCDE, "Evaluating the initial impact of COVID-19 containment measures on economic activity", 2020.

ont la singulière particularité de raviver les griefs et creuser les fractures sociales en amplifiant les inégalités sanitaires et socio-économiques. Ces temps troubles s'avèrent souvent être des tests extensifs de leadership politique et de gouvernance. La mauvaise gestion des épidémies remet en question la légitimité et la compétence des gouvernants et ouvre la porte aux voix de l'opposition pour formuler des alternatives qui peuvent rapidement gagner du terrain parmi les populations assaillies par la peur et dont la vie biologique et économique est menacée. En effet, outre l'accroissement des taux de mortalité et d'invalidité, les maladies infectieuses alimentent la peur, mettent en péril la stabilité politique et épuisent les ressources et les capacités de l'État. En freinant la croissance économique à long terme, en détruisant les tissus industriels, en coulant des entreprises, en freinant et immobilisant la circulation, faits directement ressentis par la population dont le niveau de vie pâtit du ralentissement économique, et en entravant la bonne gouvernance, l'insécurité sanitaire menace de se transformer en insécurité politique, ce qui réduit encore plus la confiance du public et affaiblit l'autorité de l'État. Il n'est donc pas rare que les considérations politiques orientent la gestion des pandémies et restreignent l'action des gouvernements. Entre interrompre la vie économique et empiéter sur les libertés individuelles pour endiguer la pandémie, ou prioriser la stabilité économique à court terme et préserver le libre arbitre tout en encourageant le risque que le virus ne se propage à rapide allure, un dilemme profondément enraciné revit : sécurité ou liberté. Le rapport conflictuel perpétuel et omniprésent entre sécurité et liberté articule une dichotomie entre deux concepts qui, à bien des égards, se complètent tout en se contredisant. La sécurité humaine repose sur une conception holistique de la sécurité, intégrant sept composantes-clés : économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire et politique. Or, afin de garantir toutes ces différentes composantes, il est nécessaire d'assurer un juste équilibre entre sécurité et liberté, car réaliser la sécurité politique ne peut se faire si le droit à la liberté individuelle n'est pas pleinement réalisé, tout comme la liberté ne peut être pleinement accordée dans un contexte de haute insécurité. L'ajustement entre sécurité et liberté est donc un exercice périlleux constamment mené par l'Etat, et dont les répercussions s'amplifient en temps de crise. L'urgence de mettre en œuvre des mesures drastiques, telles que le confinement, l'imposition de couvre-feu, l'arrêt des activités économiques non vitales, l'interdiction de rassemblements, et la fermeture des espaces publics, comprend l'abdication de la liberté de mouvement et du droit à la confidentialité. Il s'agit de mesures de surveillance qui, en temps normal, rencontreraient une résistance, mais qui sont exceptionnellement légitimées lorsque la sécurité nationale se trouve prise d'assaut. Par conséquent, la gestion de pandémies est hautement politisée. La manière dont les gouvernements, en contexte démocratique, répondent aux crises sanitaires influence directement leur popularité et légitimité, ainsi que leurs chances de réélection. Ces considérations politiques supplémentaires dictent la plus grande prudence aux partis au pouvoir, pour lesquels la pandémie pourrait rapidement se transformer en une marque indélébile entachant leurs campagnes électorales.

Il va sans dire que la capacité des différents Etats à réagir, c'est-à-dire à détecter, isoler, traiter et soigner les patients diffère largement dans le monde, en fonction des capacités économiques, financières, techniques, logistiques, technologiques et politiques des différents Etats. L'objet à travers les développements qui suivent est précisément de montrer comment cela se traduit dans les cas de la Chine et de l'Iran.

Graphique 2. Evolution des décès liés au Covid-19 dans différents pays du monde
Les différences de moyens entre Etats mais aussi la diversité des régimes politiques se traduisent par la précision des chiffres et l'évolution, et le nombre des décès.



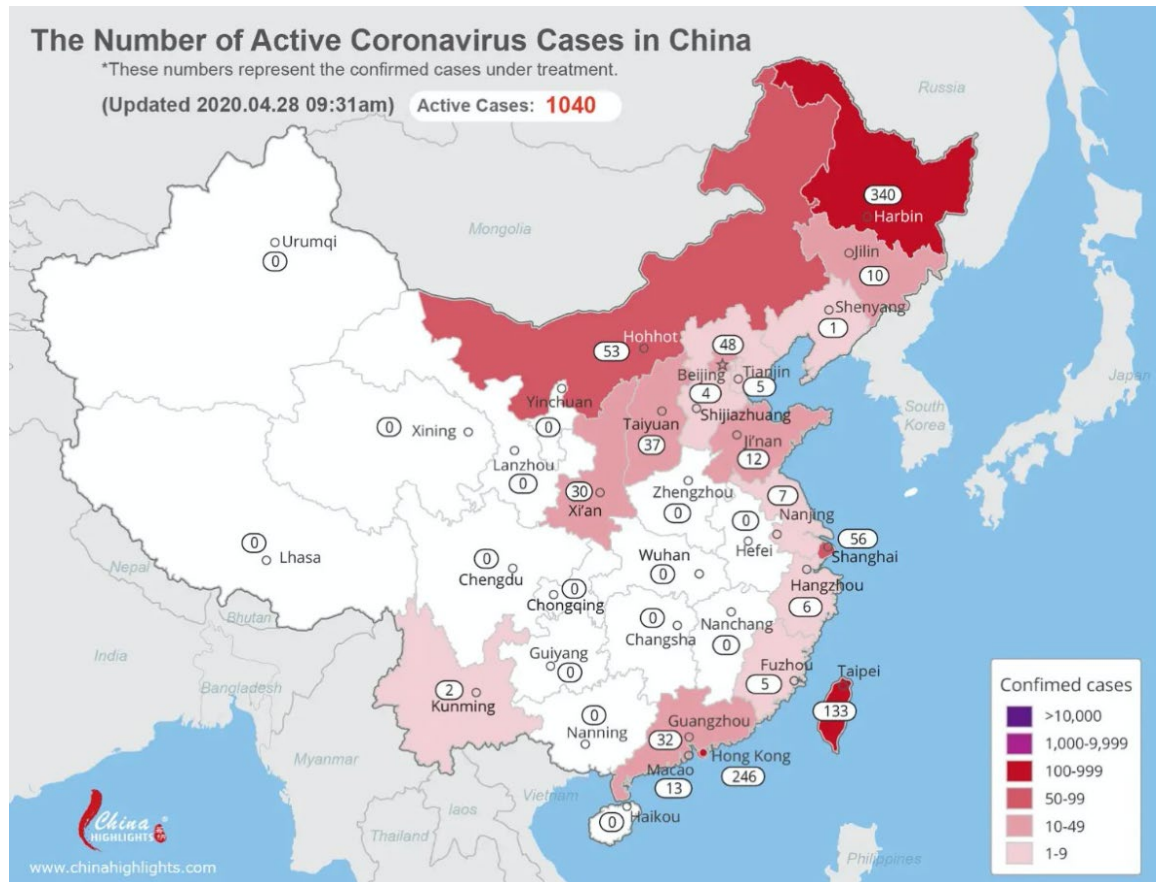
Source : Our World in Data (2020).

2. Chine : victoire ou défaite ?

Alors que le bilan humanitaire du Covid-19 s'alourdit aux quatre coins du monde, pesant sur la stabilité socio-économique et politique des Etats, la Chine émerge presque victorieuse de sa bataille acharnée contre la pandémie, désormais épargnée par le fléau qui s'abat violemment sur le reste du monde. Avec un taux de létalité national proche des 5,53 %, inférieur à la moyenne globale avoisinant les 7 %⁸⁰ ou encore au taux en Italie de 13,31 %, la Chine a comptabilisé près de 4 636 morts sur les 83 849 cas d'infection rapportés. Les chiffres sont donc bas, et la Chine est d'ailleurs parfois amenée à les réviser, de même que de nouveaux cas peuvent se déclarer, laissant craindre que de nouvelles vagues mettent en doute le contrôle que les autorités chinoises revendiquent, et qui permet la mise en œuvre progressive du déconfinement préalable à une reprise normale de l'activité et du mouvement économiques et sociaux. Toujours est-il que ce chiffre attise les doutes d'un Occident sceptique, en retrait sur la scène mondiale de gouvernance sanitaire au profit d'une présence chinoise plus imposante que jamais. Ce scepticisme se traduit en fait par la désignation répétée de la Chine comme largement responsable de la diffusion du virus à l'échelle mondiale, et vient se greffer à sa désignation comme puissance menaçante, ne partageant pas les valeurs de l'Occident (comme les droits de l'homme placés au cœur du projet de démocratie libérale), ce qui traduit une crainte croissante de l'émergence de la Chine comme puissance économique, industrielle, technologique et financière.

80. Taux de létalité à la date du 21 avril 2020.

Carte 1. Nombre de cas actifs du Covid-19 en Chine au 28 avril 2020
La situation semble dans une large mesure maîtrisée.



Source : China Highlights (2020).

La Chine a été la première victime du Covid-19, infectée par un virus méconnu en pleines festivités du nouvel an lunaire, et accablée par une crise sanitaire menaçant de faire sauter les verrous de sa forteresse en exposant la démesure et la censure du régime autoritaire. La gestion de l'épidémie, bien qu'elle se soit soldée par une victoire relative, a été entachée par les premières tentatives d'étouffer l'ampleur de la situation, notamment en réprimant les « lanceurs d'alerte », faisant écho au manque de transparence endossé par la Chine lors de l'épidémie du Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS).

Le SRAS, première crise sanitaire d'ampleur du XXI^{ème} siècle, a réveillé de vieux démons chinois. Le virus d'origine animale, inconnu du grand public, indomptablement contagieux et excessivement mortel, cousin germain des gripes meurtrières des siècles précédents, est, par bien des aspects, l'architecte de la gouvernance sanitaire globale actuelle. Les experts estiment que l'épidémie de SRAS a débuté dans la province de Guangdong en novembre 2002. De premiers cas de « pneumonie » furent enregistrés, à la grande surprise des autorités sanitaires locales, qui n'avaient jusque lors encore jamais été en contact avec un pathogène de cette nature. Or, alors même que les cas se multipliaient à travers le territoire, les médias chinois demeuraient muselés, incapables de reporter la vague épidémique qui déferlait sur le pays. Des fuites d'information via internet alimentaient les rumeurs d'une « étrange maladie contagieuse » sévissant dans la Chine, mais aucune déclaration ne venait confirmer ces propos. Toutefois, l'OMS ne

put longtemps ignorer la voix des lanceurs d'alerte, de plus en plus forte, portant de plus en plus loin, et ouvrit une enquête afin de tenter de déterminer la véracité, et l'ampleur, de l'épidémie.

Ce n'est pourtant qu'en février 2003, soit 3 mois et 300 cas plus tard, que la Chine a finalement rapporté l'émergence d'une nouvelle maladie à l'OMS. Sous la présidence de Hu Jintao, le PCC fut accusé d'avoir sciemment camouflé l'épidémie et dissimulé l'information, au dam de l'OMS, qui accusa la Chine d'avoir commis une erreur en ne communiquant pas sa lutte contre ce nouveau virus. Embarrassée, la Chine présenta même ses excuses au monde entier, dans une rare reconnaissance de culpabilité, et congédia expéditivement quelques dirigeants et hauts responsables en première ligne, dont le Ministre de la Santé et le maire de Pékin, sacrifiés, pourrait-on dire, sur l'autel de la pérennisation du pouvoir. Le SRAS avait pourtant déjà tracé sa route, s'exportant aux quatre coins du monde, laissant dans son sillage des corps contagieux faisant l'objet de mécanismes sociaux de contrôle, de suivi et de surveillance. L'épidémie finit par contaminer 8 000 individus à travers 29 pays différents, causant près de 800 décès et entachant la réputation de la Chine.

La cosmo-politique⁸¹ du SRAS, démontrant l'étendue de la fragilité de l'humain face à la menace zoonotique dans un monde globalisé, a chamboulé les modes traditionnels d'organisation sociale, forçant la confrontation entre sciences naturelles et sociales, sphères publique et privée, santés collective et individuelle, homme (donc culture) et nature. Or, malgré cette mortifiante expérience, l'émergence d'un nouveau coronavirus n'a fait que raviver les craintes qui justifiaient déjà les hésitations de la Chine en 2002. Pis encore, les coûts politiques et financiers n'avaient fait qu'augmenter pour le PCC, subissant d'ores et déjà les contrecoups des protestations à Hong-Kong. En accumulant encore plus de richesses et d'ennemis, la Chine avait encore plus à perdre en novembre 2019 que 17 ans plus tôt. L'espoir, aussi infime soit-il, de pouvoir noyer discrètement l'histoire de l'épidémie du Covid-19, a ranimé l'instinct de survie du PCC. Toutefois, le Covid-19 émerge dans une phase d'hyper-globalisation, d'interdépendance économique, et de nomadisme sans précédent historique. Il est aujourd'hui non seulement plus difficile de contenir les épidémies, mais également plus compliqué, si ce n'est impossible, de contenir les informations. La tentative de camoufler pendant plus d'un mois la propagation du Covid-19 s'est avérée aussi infructueuse que nuisible, portant atteinte à la crédibilité de la Chine, déjà éprouvée ou mise en cause. Cette approche s'est montrée pour le moins contreproductive, encourageant l'émergence de circuits d'information parallèles, particulièrement sur les réseaux sociaux. Or, ce flux d'information, contrastant fortement avec le discours cultivé par le Parti Communiste, a permis d'exposer les dysfonctionnements internes et systémiques d'une bureaucratie multi-niveaux souhaitant différer sa responsabilité sans subir les coûts politiques et économiques nécessaires à l'endiguement de l'épidémie.

La protection des populations s'inscrit au cœur du contrat social liant le peuple à ses gouvernants. En Chine plus qu'ailleurs, la légitimité du régime même est inexorablement

81. La cosmo-politique, concept tout d'abord abordé dans la philosophie stoïcienne, encourage à considérer l'ascension de questions sociétales d'un statut de problématiques nationales à celui de problématiques mondiales, en adoptant une optique plus globale aux transformations économiques, sociales, politiques et sécuritaires profondes que connaît un monde hautement mondialisé. Schillmeier (2008) considère le potentiel de maladies infectieuses, dont le SRAS, à devenir un phénomène cosmopolite imprégné d'une complexité particulière en ne s'arrêtant ni aux frontières géographiquement et politiquement construites, ni aux frontières érigées entre sciences naturelles et sciences sociales, de par son caractère particulièrement politisé.

liée à sa capacité à assurer le bien-être économique et social de ses citoyens. Elle repose sur un compromis solide mais faillible : renoncer aux libertés individuelles pour le rayonnement de la patrie et la promesse tacite d'une prospérité ascensionnelle. Que le gouvernement puisse faillir à cette mission, ou laisser son instinct de conservation politique prendre le dessus sur l'intérêt collectif national, et user de ses pleins pouvoirs pour protéger son règne plutôt que sa population, ravive les critiques enfouies sous les progrès économiques sidérants accomplis par le pays ces dernières décennies.

3. L'Iran, aux marges du monde, au cœur de la pandémie

Le déroulement et les causes du Covid-19 en Iran illustrent un certain nombre de dynamiques que nous esquissions en première partie : contradictions à l'intérieur du régime entre Guide et présidence, donc entre « gouvernement du docte » et démocratie, à l'intérieur du spectre politique parlementaire entre conservateurs et réformistes, mais aussi entre le régime et sa population, entre Etat profond et sociétés civile et politique, entre politique étrangère et politique intérieure, entre politico-idéologique et social (sanitaire notamment), entre sanitaire et économique, entre légitimité révolutionnaire et légitimité populaire démocratique, entre la République islamique, d'une part, et les Etats-Unis en général et le parti républicain (notamment pour ce qui concerne les néoconservateurs et les chrétiens évangéliques, donc, respectivement, une forme d'intelligentsia, d'une part, et un mouvement massif de base, d'autre part), en particulier, d'autre part, entre gauche démocrate étasunienne et républicains, entre gauches et droites des partis démocrate et républicain, entre idéologues et pragmatiques, entre « colombes » et « faucons »⁸², entre République islamique et Occident, entre Iran et pétromonarchies arabes du Golfe de plus en plus proches d'Israël. En filigrane, sont posées les questions de la légitimité et du mode de légitimation du régime⁸³, celle de sa « normalité ».

L'Iran était, le 22 avril 2020, le 8ème pays⁸⁴ le plus touché par le Covid-19 (85 996 cas déclarés), après les Etats-Unis (819 175), l'Espagne (208 389), l'Italie (183 957), la France (158 050), l'Allemagne (148 704), le Royaume-Uni (129 044) et la Turquie (95 591), d'après les chiffres officiels fournis par les gouvernements de ces pays. L'existence d'un cas d'infection a été reconnue officiellement, et pour la première fois, le 19 février 2020, mais il est probable que l'épidémie se soit déclarée plusieurs semaines avant. Le régime a tout de suite choisi de minimiser l'importance de l'événement. Il maintenait la célébration du 41ème anniversaire de la Révolution islamique, qui coïncidait avec le

82. Al Monitor, "COVID-19 pandemic intensifies Iran sanctions debate", 2020.

83. Emblématique était par exemple la déclaration le 11 février du président Hassan Rouhani qui déclarait que « si le régime corrompu déchu [du Shah] avait laissé au peuple la liberté de choisir, il n'y aurait pas eu de révolution en 1979 », sous-entendant que la revendication principale de la révolution iranienne de 1979 était la démocratie. Cette tension entre légitimité démocratique et légitimité religieuse, comme le rappelle Clément Therme, est une ligne de fracture entre réformistes et conservateurs. Voir sa conférence donnée à l'Institut de Recherche sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Iremmo) : <https://www.youtube.com/watch?v=au0CMIzObyw> Pour la déclaration du président Rouhani voir Middle East Eye, « Iran elections: How Khamenei is closing down the reformists », 2020

84. L'Iran a d'abord, pendant quelques semaines, été le deuxième pays le plus touché par l'épidémie, avant de céder de plus en plus de places dans le triste classement des nations les plus affectées. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer : difficulté à effectuer des tests en raison des sanctions, faiblesse des capacités d'organisation et des moyens d'un Etat en développement, dissimulation de la réalité des chiffres pour éviter la panique dans un pays autoritaire soumis à des sanctions qui fragilisent massivement son économie et où le rapport avec la société est compliqué par la répression et la nature originale du régime, mais aussi faible insertion dans la mondialisation en raison de l'isolement forcé et partiellement choisi du pays. Nous évoquons ces points dans les paragraphes suivants.

40ème jour après l'assassinat du Général Qassem Soleimani⁸⁵, le 11 février 2020⁸⁶, la campagne pour les élections législatives entre le 13 et le 19 février 2020⁸⁷, puis le scrutin le 21 février 2020. Ce dernier a été marqué par la censure massive de candidatures du camp réformiste (6 850 candidats⁸⁸, dont 90 députés en exercice ont ainsi été empêchés de se représenter par le Conseil des Gardiens de la Constitution chargé de valider les candidatures⁸⁹), et un triomphe des conservateurs et ultraconservateurs, et notamment de figures de l'entourage d'Ahmadinejad⁹⁰, au parlement. Avec 42,5% sur le plan national (25% à Téhéran) selon les chiffres du ministère iranien de l'intérieur, la participation a été la plus faible de l'histoire de la République islamique⁹¹, mais les dirigeants du pays, et en particulier le Guide, ont tout fait, en amont, pour l'encourager, assimilant le vote à un devoir non seulement national mais encore religieux, selon des propos tenus par Ali Khamenei le 18 février 2020, soit 3 jours avant la tenue du scrutin⁹². Les horaires de vote ont été prolongés,⁹³ des figures réformistes, jusque-là ostracisées, ont été filmées en train de déposer un bulletin dans l'urne. La défense de la légitimité du régime et le désir d'acter une victoire massive sur le camp réformiste, favorable à l'ouverture économique, diplomatique et culturelle sur l'Occident, ont ainsi poussé le régime à ignorer une crise dont, il est vrai, la plupart des pays du monde n'entrevoient pas encore tout à fait l'ampleur, dans un oubli généralisé de ce que sont les crises épidémiques massives. Pis, à la suite de l'annonce des résultats, le Guide a imputé la faible participation à la « propagande étrangère » sur le Covid-19.⁹⁴ Le 15 mars, l'Iran, prenant la mesure de la situation, annonçait cependant qu'en raison de l'épidémie, le second tour des élections serait reporté au mois de septembre.⁹⁵

Les premiers cas de Covid-19 ont été déclarés dans la ville de Qom, où mouraient le 19 février 2020 les deux premières victimes du virus⁹⁶. Selon le député de la ville, Ahmad Amirabadi Farahani, les premiers décès remonteraient en réalité au 13 février⁹⁷. Des hypothèses différentes ont été avancées pour expliquer que le virus se soit d'abord déclaré dans cette ville. La première, proposée par le président de l'université de Machhad des sciences médicales, Mohammad Hossein Bahreini, a consisté à en attribuer l'origine à la présence de 700 séminaristes chiites chinois étudiant dans le centre religieux⁹⁸. Une hypothèse plus probable, retenue par le Ministre de la Santé Saeed Naamaki, serait celle d'allers-retours fréquents d'un commerçant de la ville avec

85. Le Général Qassem Soleimani, assassiné en Irak par une frappe de drone étasunien le 3 janvier 2020, était à la tête de la Force Al-Qods, chargée des opérations extérieures des Gardiens de la Révolution, depuis 1998. Il a de ce fait supervisé les relations de l'Iran avec ses alliés et clients du Moyen-Orient en particulier mais aussi au-delà. Il était en charge de la lutte contre l'OEI. Il jouissait, en raison de sa probité, de sa contribution à la puissance de l'Iran et à la sécurité nationale face à la menace djihadiste, d'une immense popularité. Son assassinat a soudé une part importante de la population autour du régime, dans un réflexe nationaliste. Il a été « vengé » par une salve de missiles balistiques tirée sur des bases où se trouvaient des forces étasuniennes en Irak le 8 avril 2020.

86. Al Monitor, "Iran marks revolution anniversary amid multiple challenges", 2020.

87. Al Monitor, "Iran kicks off parliamentary election campaign", 2020.

88. Middle East Eye, "Iran kicks off elections with thousands of candidates disqualified", 2020.

89. Al Monitor, "Iran pares election roster in favor of hard-liners", 2020.

90. The Guardian, "Iran elections: conservatives on brink of landslide victory", 2020.

91. Reuters, "Iran announces low poll turnout, blames coronavirus 'propaganda'", 2020.

92. Al Monitor, "Khamenei tells Iranians voter turnout a religious duty", 2020.

93. Middle East Eye, "Polls close in Iran's parliamentary election after voting hours extended", 2020.

94. Reuters, "Iran announces low poll turnout, blames coronavirus 'propaganda'", 2020.

95. Xinhua Net, "Update: Iran postpones 2nd round of parliamentary elections over COVID-19", 2020.

96. Middle East Eye, "Two die of coronavirus in Iran, first fatalities in Middle East", 2020.

97. Foreign Policy, "The Untold Story of How Iran Botched the Coronavirus Pandemic", 2020.

98. Foreign Policy, "The Untold Story of How Iran Botched the Coronavirus Pandemic", 2020.

la Chine⁹⁹. Il est à noter que des opérateurs chinois construisent actuellement une Ligne de chemin de fer à Grande Vitesse (LGV) passant par Qom, ainsi qu'une station solaire dans les environs de la ville, entre autres projets dans la région¹⁰⁰. Alors que l'Iran était frappé par une série de sanctions étasuniennes décidées par l'administration Trump, qui l'ont privé de la promesse d'investissements européens que portait l'accord de Vienne sur le nucléaire de 2015¹⁰¹, et se sont traduites par le gel de nombreux projets, la Chine a en effet renforcé son rôle de premier partenaire commercial de la République islamique, qu'au demeurant elle n'a cessé d'occuper depuis plus de 20 ans, supplantant l'Union Européenne (UE), en général, et l'Allemagne, en particulier. Incontestablement, le rapport à la Chine, l'isolement de l'Iran, le rapport problématique avec les Etats-Unis, la logique de confrontation avec Washington chère aux Gardiens de la Révolution et aux conservateurs, encouragés par l'intransigeance de l'administration Trump, contribuent donc à expliquer l'ampleur de la crise sanitaire. Téhéran a longtemps refusé de rompre les liaisons aériennes avec les aéroports chinois pour que sa relation avec Pékin ne s'en trouve pas affectée. Cette relation particulière entre l'Iran et la Chine contribue à expliquer qu'en dehors de pays occidentaux industrialisés (la Belgique est le 12ème pays le plus touché par le Covid-19, le Canada 13ème, les Pays-Bas 14ème, la Suisse 15ème, le Portugal 16ème, l'Irlande 19ème, la Suède 20ème, l'Autriche 21ème) ou fortement liés, notamment économiquement, à l'Occident (la Turquie est 7ème) ou d'économies émergentes fortes d'une population nombreuse (la Russie est 10ème, le Brésil 11ème), l'Iran figure parmi les pays les plus contaminés du monde.

99. Middle East Eye, "Coronavirus: Iran death toll surpasses 120 as former senior diplomat dies from illness", 2020.

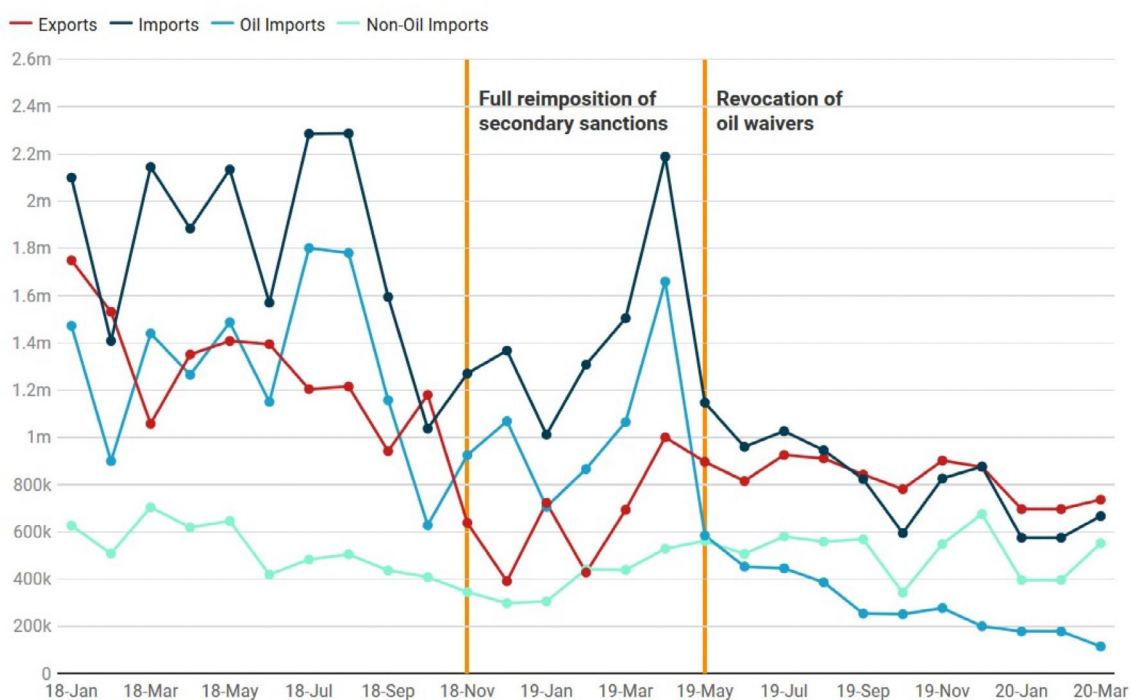
100. Foreign Policy, "The Untold Story of How Iran Botched the Coronavirus Pandemic", 2020.

101. L'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, ou Plan d'Action Global Commun (PAGC, souvent connu sous sa dénomination anglaise, Joint Comprehensive Plan of Action, abrégé en JCPoA) est l'accord signé le 14 juillet 2015 entre les pays dits du G5 + 1 (soit les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et Russie, auxquels s'ajoute l'Allemagne), l'UE et l'Iran pour contrôler le programme nucléaire iranien et lever les sanctions qui pesaient sur lui. Il fait suite à l'élection à la présidence de la République de Hassan Rouhani en Iran à l'été 2013, et au désir de l'administration du président Obama d'établir un cadre multipolaire à l'ordre international, de se désengager partiellement du Moyen-Orient, et de contribuer à une réinsertion pacifique de l'Iran dans la géopolitique régionale et la mondialisation. Il fait l'objet d'une vive opposition de l'Arabie Saoudite et de certains de ses alliés parmi les pétromonarchies du Golfe, ainsi que d'Israël. Les Etats-Unis, sous l'impulsion du président Trump et de son administration, s'en retirent le 8 mai 2018. Suivent de nouvelles batteries de sanctions qui visent à décourager (deter) l'interventionnisme et l'agressivité de l'Iran dans la région, voire à faire tomber le régime islamique.

Graphique 3. Evolution récente des échanges commerciaux entre Chine et Iran

Si l'Iran a vu sa dépendance à la Chine beaucoup augmenter, les sanctions étasuniennes ont bien sûr eu un impact profond sur les relations commerciales bilatérales entre les 2 pays, affaiblissant au passage puissamment l'Iran, qui cherche tant bien que mal à s'attirer les faveurs de la Chine.

USD Thousands, Oil Imports Based on HS 27 Category



January and February 2020 data released as one total. Total has been divided by two to give monthly figures.

Source : Bourse & Bazaar (2020).

Minimiser le problème dans un premier temps, a visé à calmer une population qui à plusieurs reprises ces dernières années (juillet 1999, juin 2009 – février 2010, décembre 2017 – janvier 2018, novembre 2019, puis janvier 2020) avait manifesté contre les autorités, demandant une « nouvelle révolution » ou allant jusqu'à clamer son désir de voir chuter le « dictateur » (soit le Guide, Ali Khamenei)¹⁰² ou de voir revenir le Shah¹⁰³. La société, qui souffre des difficultés provoquées par les sanctions étasuniennes, avait en effet en novembre 2019 violemment protesté contre une taxe sur l'essence, dans des manifestations réprimées dans le sang (au moins 300 morts estimés¹⁰⁴). Le 8 janvier 2020, l'abattage d'un avion de ligne civil par les Gardiens de la Révolution, qui tue les 176 passagers du vol, dont 82 Iraniens et 63 Canadiens dans leur grande majorité binationaux, puis le désir des Gardiens de couvrir leur faute par le déni, avaient ajouté de l'huile sur le feu¹⁰⁵. Dans le premier cas, les classes moyennes paupérisées des petites et moyennes agglomérations marginalisées s'étaient soulevées ; dans le second, des étudiants et classes moyennes des grandes villes. La rhétorique actuellement

102. Des manifestants sont allés jusqu'à clamer le slogan « mort au dictateur » (marg bar diktator), dans un renversement de la formule révolutionnaire de « mort à l'Amérique » (marg bar âmrikâ), reprise par de nombreux clients (proxies) de l'Iran, dont le Hezbollah libanais mais aussi les Houthis au Yémen. BBC, "Video Iran anti-government protesters shout 'death to the dictator'", 2020.

103. The Telegraph, "Why are Iranian protesters calling for the return of the Shah?", 2020.

104. Human Rights Watch, "Iran: No Justice for Bloody Crackdown", 2020.

105. Al Monitor, "Protests break out in Iran after admission of accidental plane downing", 2020.

développée par les dirigeants iraniens consiste à rejeter la faute sur la population, alors que la présence de nombreux scientifiques en son sein (notamment permise par l'éducation massive des Iraniens du fait de la révolution islamique) comme la réactivité de la société civile et les protestations face à l'incohérence des autorités infirment en partie cette hypothèse. L'apaisement désiré se retourne cependant en son contraire, la méfiance à l'endroit des autorités s'accroissant. Cela s'applique en particulier aux chiffres officiels communiqués par le Ministère de la Santé. Certains députés les contestent, de même que de nombreux citoyens. Le député de Qom Farahani, en particulier, a affirmé, dès le 24 février, que le Ministère de la Santé mentait sur l'étendue des pertes humaines liées au virus dans sa ville.¹⁰⁶ Des chiffres alternatifs circulent sur les réseaux sociaux, entraînant une réaction musclée des autorités, qui interdisent la pratique et procèdent à des arrestations. De fait, dans ce climat de défiance, marqué par une désorganisation et une corruption¹⁰⁷ des pouvoirs publics qui contribuent (il est vrai très partiellement face à l'ampleur du choc macroéconomique induit par les sanctions) aux déboires de l'économie iranienne, une partie de la société a commencé par réclamer certaines mesures comme le confinement¹⁰⁸, avant de se résoudre à compter d'abord sur la solidarité en son sein et sa propre discipline plutôt que sur les autorités.¹⁰⁹

Ces dernières se sont refusées à mettre en place un confinement strict de peur que l'économie, déjà mal en point, ne s'effondre. Cela, de même, s'explique à la lumière des sanctions étasuniennes. De ce fait, l'épidémie a pu se propager aux différentes provinces. En particulier, lorsque Téhéran a recensé ses premiers cas, de nombreux résidents de la capitale se sont rendus en province, notamment dans de petites villes, y implantant le virus. Or les capacités de dépistage et de traitement y sont réduites. L'Iran ne fait pas exception dans un système international où la santé a tendance à être de plus en plus privatisée, et à subir des réductions des enveloppes budgétaires qui lui sont dédiées, phénomène amplifié dans les économies en développement. Les politiques économiques libérales promues par les réformistes ont également pu y contribuer. Mais de façon générale, les sanctions affectent la capacité de Téhéran à se procurer du matériel médical. La peur que ces sanctions suscitent chez divers opérateurs privés étrangers (fournisseurs mais aussi banques) ont également poussé nombre d'entre eux à refuser de traiter avec le gouvernement iranien, y compris dans un cadre humanitaire, domaine normalement exclu du cadre des sanctions. Les budgets publics iraniens ont en outre été baissés ces dernières années, et les hôpitaux en ont fait les frais. Dans ces circonstances, organiser le dépistage et traiter les patients s'est avéré une gageure.

Une dimension idéologique est également à retenir. La ville de Qom est un bastion clérical, et nombre de fondateurs et cadres du régime y ont enseigné, étudié, milité. Nous avons insisté sur son importance dans le mouvement qui a mené à la chute du Shah. Aussi, son verrouillage était difficilement concevable. Aucune quarantaine n'y a donc été mise en place, alors même que le virus se répandait à grande vitesse. Des pèlerins iraniens et étrangers ont pu s'y rendre, et des séminaristes en sortir, contribuant à la diffusion de la maladie. La centralité de la ville de Qom, lieu de pèlerinage, est par ailleurs considérable à l'échelle régionale. De nombreux ressortissants chiites de pays voisins s'y rendent, de même qu'à Machhad, deuxième ville du pays par sa population

106. Middle East Eye, "Iran MP alleges coronavirus cover-up, says '50 dead' in holy city of Qom", 2020.

107. Al Monitor, "Iran expert says corruption 'No. 1 national security threat in Iran'", 2020.

108. Al Monitor, "Iranians' demands for quarantine fall on deaf ears", 2020.

109. Al Monitor, "Iranians look to each other, not government, for solidarity amidst COVID-19", 2020.

et principal centre symbolique du chiisme iranien¹¹⁰. Aussi, beaucoup de pays voisins ont recensé leur premier cas après le retour de pèlerins revenus d'Iran : c'est le cas du Bahreïn, du Koweït, du Liban. Mais, même après que le gouvernement a pris des mesures extrêmement symboliques (interdiction des prières du vendredi à Téhéran dès le 27 février, fermeture des centres religieux de Qom et de Machhad à la mi-mars, réquisition de mosquées pour la production de masques, ...), certains éléments conservateurs dans la population ou la classe politique les ont vivement critiqués. Le 17 mars, des manifestants cherchaient ainsi à rentrer de force dans les mausolées de Machhad et de Qom, scandant des slogans hostiles au président Rouhani.¹¹¹ Preuve supplémentaire de la contradiction entre idéologico-politique et sanitaire.

Après les premiers cas dans les pays du Golfe, l'attitude de ces derniers diffère en fonction des rapports ou de l'approche choisis à l'endroit de Téhéran sur le plus ou moins long terme. Le Qatar, qui partage avec l'Iran le plus grand champ gazier offshore du monde (North Dome / South Fars), malgré son wahhabisme officiel, entretient des relations plutôt bonnes avec son voisin. Elles s'expliquent par l'économie, mais aussi par la menace que fait peser sur Doha son « homologue » golfiote et wahhabite saoudien, dont les tentations hégémoniques ont toujours été vécues comme une menace par le Qatar. Quant aux Emirats arabes unis, malgré des rapports tumultueux avec son voisin de l'autre rivage du Golfe arabo-persique, y réside une population qui s'élèverait à près de 500 000 Iraniens. Les Emirats sont par ailleurs le second partenaire commercial hors-pétrole de l'Iran, et de nombreuses chambres de commerce orchestrent les rapports économiques entre les deux pays. Des Iraniens passent leurs vacances à Dubaï, alimentant le secteur-clé du tourisme, y investissent dans l'art et l'immobilier. Les deux pays ont donc eu tendance à chercher à porter une assistance humanitaire à leur voisin. Dès le 17 mars, deux avions cargos chargés de 32 tonnes de matériel sanitaire partaient d'Abu Dhabi pour l'Iran¹¹², qui pouvait donc affirmer le 6 avril que la crise avait permis une amélioration des relations bilatérales¹¹³. Le Qatar et le Koweït (pays qui accueille une importante et influente minorité chiite) ont également dépêché de l'aide.¹¹⁴ Différent était le ton choisi par l'Arabie Saoudite et le Bahreïn. L'Arabie Saoudite considère l'Iran comme la première menace stratégique qui pèse sur elle, ce qui s'est renforcé depuis l'accession au trône du Roi Salman (2015) et le renforcement progressif de l'influence de son fils Mohammed, partisan d'une politique étrangère agressive (guerre au Yémen, ...). Le pays accueille, dans ses régions côtières et pétrolières par surcroît, une communauté chiite fortement discriminée (en raison du dogme wahhabite). Lorsqu'elle se rend en Iran, cette population ne fait pas tamponner son passeport. Quant au Bahreïn, entre 70% et 80% de sa population est chiite, mais la dynastie au pouvoir est sunnite, et considère de même l'Iran comme un ennemi mortel, responsable de nombreuses tentatives de déstabilisation sur son sol. Les deux monarchies en question ont donc accusé l'Iran de guerre ou d'agression biologiques¹¹⁵. Il est vrai que d'autres phénomènes ayant trait à la santé publique dont les Iraniens sont tenus pour responsables préoccupent les Saoudiens : celui du trafic de drogue, et en particulier de Captagon, une amphétamine

110. Machhad abrite en effet le mausolée de l'imam Ridhâ (Rezâ dans la prononciation persane), 8ème des 12 imams du chiisme duodécimain. C'est le seul des 11 imams non-occultés à être enterré en Iran. 6 le sont en Irak, et 4 en Arabie Saoudite (dans ce dernier cas, les mausolées ont été détruits par le pouvoir wahhabite).

111. Al Monitor, "Iran hard-liners storm shrines closed due to coronavirus", 2020.

112. Al Monitor, "UAE sends medical aid to Iran as coronavirus outbreak intensifies", 2020.

113. Bloomberg, "Iran says virus coordination has improved its ties with UAE", 2020.

114. Al Monitor, "Coronavirus spurs regional humanitarian outreach to Iran", 2020.

115. Middle East Eye, "Coronavirus: Bahrain accuses Iran of 'biological aggression'", 2020.

avec laquelle Téhéran est accusé de vouloir intoxiquer l'Arabie tout en générant des revenus pour ses alliés régionaux¹¹⁶.

Le Covid-19 n'a pas apaisé les relations avec Washington. Les propositions d'aide formulées par l'administration Trump ont été rejetées par le président et le Guide, étant donné que leur principale préoccupation reste la levée des sanctions. L'hypocrisie étasunienne a été, à juste titre, dénoncée, le président Rouhani parlant lors d'une réunion du conseil des Ministres le 23 mars 2020 de cette proposition comme constituant « l'un des grands mensonges de l'Histoire »¹¹⁷. Les propositions de Washington semblaient ainsi relever de la provocation plus que d'un désir d'aide sincère. Des attentats, prenant la forme de tirs de roquettes, étaient revendiqués en Irak par une organisation jusque-là inconnue¹¹⁸, probablement cliente des Gardiens de la Révolution, s'inscrivant dans une longue succession d'événements du même type. Le 11 mars, deux soldats étasuniens étaient ainsi tués, et un nouveau volet de sanctions était annoncé dans la foulée. Le Covid-19 a donc joué le rôle de révélateur de logiques multiples : jusqu'au-boutismes de l'administration Trump et des néoconservateurs, du régime iranien, qui traduisent, respectivement, le désir de la chute du régime, et celui de porter un coup à l'impérialisme, d'expulser les Etasuniens de la région, et en particulier de l'Irak voisin, espace stratégique, intensément symbolique, et vital pour Téhéran. L'affrontement prend donc le tour d'une lutte à mort. Si Trump semble considérer le régime iranien aux abois, les Européens, comme les conservateurs iraniens¹¹⁹, croient en sa solidité, en sa capacité à absorber des coups, comme l'a prouvé la guerre contre l'Irak, puis comme l'ont démontré d'autres pouvoirs autoritaires (Corée du Nord, voire Irak et Syrie baasistes, régimes par ailleurs profondément différents de la République islamique, en cela notamment que le sacrifice de leur société leur pose en principe moins de problèmes éthico-politiques). L'Iran multiplie, par la voix de son gouvernement, de sa société civile, de sa diaspora, de certains de ses alliés (Chine et Russie le 17 mars¹²⁰) ou à travers des décideurs pragmatiques et responsables (européens, membres Congrès étasunien¹²¹, des administrations Bush et Obama, 4 anciens secrétaires généraux de l'ONU¹²²), les appels à la levée partielle ou à l'allègement au moins provisoire des sanctions. Parallèlement, les Gardiens semblent exploiter cette position de victime manifeste à leur avantage, tout en démontrant que l'épidémie ne fait pas plier leur volonté, qu'ils peuvent gérer plusieurs fronts à la fois, que la Révolution islamique est solide et peut survivre. Trump montre qu'il ne considère pas la crise sanitaire comme une excuse pour donner la possibilité à l'Iran de desserrer le nœud autour du cou de ses dirigeants les plus radicaux, qui incarneraient la vraie nature d'un pays qui refuserait de se comporter comme une nation normale. La rhétorique joue ici un rôle fondamental : les deux administrations s'échangent des accusations de terrorisme (Hassan Rohani accusait le 8 avril 2020 les Etats-Unis de « terrorisme médical »)¹²³, de crimes massifs, de « banditisme » (rogue states traduit en français par « Etat voyou »). L'administration

116. The Economist, "A new drug of choice in the Gulf", 2017

117. Al Monitor, "Rouhani calls US offer to fight coronavirus 'great lie'", 2020.

118. Middle East Eye, "New armed group threatens attacks on US interests in Iraq", 2020.

119. Al Monitor, "Europe worries as Trump seems to lose interest in new Iran deal", 2020.

120. Middle East Eye, "Coronavirus: China and Russia call on US to lift sanctions against Iran", 2020.

121. C'était le cas dès le 13 mars de la députée (congresswoman) Ilhan Omar. Voir Middle East Eye, "Coronavirus: Ilhan Omar calls for lifting of sanctions on Iran amid outbreak", 2020.

122. The Washington Post, "Former US diplomats and European leaders call for easing of sanctions against Iran", 2020.

123. Al Monitor, "Iran's Rouhani pushes for IMF loan, slams US 'medical terrorism'", 2020.

Trump, dont le comportement semble surdéterminé par l'influence néoconservatrice, la personnalité de l'actuel président, la recherche du soutien de l'électorat évangélique, tranche ainsi avec l'attitude de l'administration Bush : en 2003, celle-ci dépêchait de l'aide à l'Iran alors touché par un séisme.

b) Des approches différentes dictées par des situations propres

1. Appareil d'Etat et machine partidaire en mission contre l'épidémie en Chine

Conscient de risques de plus en plus alarmants, le PCC a finalement changé d'approche vis-à-vis du Covid-19, le 20 janvier 2020, reconnaissant officiellement ce que les réseaux sociaux avaient dénoncé officieusement : la situation à Wuhan se dégradait de jour en jour. Le brouillard de plus en plus opaque s'est donc finalement dissipé, pour révéler au grand jour l'étendue de la menace sanitaire, juste à temps pour minimiser le mouvement de foule qui devait précéder les célébrations du nouvel an lunaire. Ce revirement a été suivi d'une mobilisation instantanée des dispositifs de surveillance de l'Etat ainsi que de ses ressources financières et logistiques via un système administratif centralisé. Les vacances accordées afin de fêter le nouvel an se prolongent, et ce à maintes reprises, tandis que les restrictions de déplacement commencent à pleuvoir. Afin de réduire le risque de contagion, des comités locaux ou de quartiers surveillaient de près l'apparition de symptômes, via notamment de régulières prises de température, des contrôles d'identité, et la mise en quarantaine de cas suspects à domicile. Refuser l'isolement devint passible de sanctions pénales, le chef d'accusation étant la mise en danger de la sécurité publique.

Pour la province de Hubei, berceau de l'épidémie, un confinement strict et total s'est imposé aux autorités dès le 23 janvier, afin d'endiguer le Covid-19, mais surtout de protéger la capitale. Siège du pouvoir, vecteur du soft power chinois et hub financier, Pékin a été particulièrement protégée de la maladie, les autorités redoublant d'efforts pour éviter que ce dernier bastion ne cède sous la pression épidémique. Toutefois, l'annonce de confinement drastique à Wuhan a causé un exode massif des habitants vers les autres villes non-confinées, 5 millions selon le *South China Morning Post*¹²⁴, un afflux qui trahit une méfiance manifeste envers les possibles dérives autoritaires ou irrégularités de gestion de la crise en son épice centre même.

L'Armée Populaire de Libération (APL) a naturellement été sollicitée pour soutenir le gouvernement dans sa lutte contre l'épidémie, se gardant toutefois de laisser cela affecter la régularité de ses exercices d'entraînement, montrant là le pragmatisme d'une Chine qui ne peut se permettre de perdre deux batailles menées simultanément. Selon le ministère de la Défense, plus de 4 000 membres du personnel médical de l'APL ont été déployés afin de prendre part aux efforts de lutte contre le virus en plein cœur de la province de Hubei, tandis que plus de 3 000 patients ont été pris en charge par les trois établissements médicaux placés sous la direction de l'armée à Wuhan. De son côté, l'armée de l'air aidait au transport de médecins et équipements médicaux servant à ravitailler l'ensemble des hôpitaux de la province, prenant intégralement part à cette opération de sauvetage périlleuse. En outre, l'APL continue de jouer, à ce jour,

124. *South China Morning Post*, "5 million left Wuhan before lockdown, 1,000 new coronavirus cases expected in city.", 2020.

un rôle important dans les efforts de recherche scientifique, dans le but d'aider au développement d'un vaccin contre le Covid-19.

Le capitalisme d'Etat, dans la forme si particulière qu'il prend en Chine, jouit également d'une capacité caractéristique de concentration de ressources et de nationalisation des productions dites vitales pour combler le fossé entre l'offre et la demande. La construction de 16 hôpitaux de campagne en l'espace de quelques mois à Wuhan, ainsi que la mobilisation massive de personnel médical, témoigne de l'expérience forgée par la Chine au cours de ses dernières crises sanitaires et sociales. Afin de subvenir aux besoins en masques et en kits de dépistage, le gouvernement n'hésita pas à réorganiser ses chaînes de valeur, afin d'augmenter considérablement ses capacités de production, et à geler l'exportation d'une partie de sa production d'équipements médicaux en vue de subvenir tout d'abord à la demande intérieure, tout en important massivement des équipements de l'étranger (avant même l'annonce du déclenchement de la pandémie). La Chine était déjà l'un des fournisseurs principaux en masques à travers le monde - une position aujourd'hui on ne peut plus enviée -, mais elle a également réussi à stimuler l'industrie en incitant les usines à interrompre leurs lignes de production habituelles au profit de la production en masse de masques, d'équipements de protection et autres nécessités. Le pays produit aujourd'hui plus de 200 millions de masques par jour, soit 20 fois sa production de février, toutes les usines redirigées opérant à 110% de leurs capacités, aidées de généreuses subventions gouvernementales¹²⁵. Néanmoins, bien que la Chine semble pouvoir aujourd'hui tirer profit de cette re-spécialisation contrainte, l'interruption de production dans d'autres secteurs et le ralentissement de la consommation ont failli asséner le coup de grâce à l'économie chinoise, souffrant déjà d'une croissance ralentie. Le Covid-19 s'est révélé être un réel gouffre financier. Les restrictions imposées à la circulation de biens, de personnes et de services, ainsi que les mesures d'endiguement prises pour enrayer la propagation de la pandémie, asphyxient l'économie et creusent un large déficit économique. Le tourisme, la restauration, l'hôtellerie et les secteurs aérien et automobile ont particulièrement ressenti l'impact d'une demande atone, causant des pertes financières considérables et une forte hausse du taux de chômage. Ainsi, il est estimé que la croissance chinoise passera en dessous de la barre des 5 % en 2020, créant une onde de choc se répercutant non seulement sur les économies intimement liées à la Chine, y compris le Japon et la Corée¹²⁶, mais également sur l'ensemble de la croissance économique mondiale.

Or, il est indéniable que la Chine a su faire ses preuves face à une triple crise, sanitaire, économique et politique. Le réflexe de survie du Parti Communiste suscite et révèle une élasticité sans précédent, qui permet au parti de se maintenir au pouvoir sans craindre la rupture idéologique. Si le Covid-19 semblait menacer de coaguler les contradictions du système, il a finalement contribué à légitimer une arme nucléaire sociale que les pays d'Occident ont plus de mal à répliquer. Le panoptisme chinois, permettant un contrôle et une surveillance continus, a démontré la sophistication de l'ingénierie sociale chinoise et la possibilité de son aménagement au service de l'endiguement de la pandémie. Adaptant son arsenal technologique quasi-orwellien au combat de l'heure, la Chine a pu user de drones équipés de caméras thermiques pour contrôler les températures de ses citoyens, de robots pour désinfecter les rues de ses villes et de big data pour désengorger ses hôpitaux. Des applications de traçage numériques ont rapidement vu

125. NPR, "COVID-19 Has Caused a Shortage Of Face Masks. But they're Surprisingly Hard to Make.", 2020.

126. OCDE, « Perspectives économiques de l'OCDE, rapport intermédiaire. Coronavirus : l'économie mondiale menacée. », 2020.

le jour afin d'aider la population à éviter les zones les plus à risques ou les plus exposées à des agglomérations de cas d'infection. Il ne serait cependant pas juste d'attribuer le succès relatif de la réponse chinoise à l'intelligence artificielle sans reconnaître l'effort humain parallèle. La responsabilisation de la population a joué un rôle déterminant dans la lutte acharnée contre le Covid-19, s'appuyant sur la notion de sacrifice et l'appel à contribuer à la noble cause pour faire respecter les mesures drastiques de confinement imposées dans quelques comtés. La culture du masque, déjà profondément engrainée dans la société chinoise, a également permis de minimiser les risques de contagion, tandis que son port est encore une nouveauté, d'abord vilipendée ou moquée, ailleurs. Enfin, la résistance de la population chinoise face à l'usage de technologies frôlant le liberticide est moindre en comparaison avec des pays plus avides de libertés individuelles comme les Etats-Unis ou encore la France.

La Chine a également dû faire face à un aspect pour le moins controversé de la culture de certains de ses citoyens dans certaines de ses régions : les marchés d'animaux sauvages. Bien que le Covid-19 n'ait pas encore été attribué à une cause animale spécifique, les chauves-souris et pangolins étant tous deux mis en cause dans l'affaire, la communauté scientifique s'accorde à penser que le marché de Huanan à Wuhan est le berceau de l'épidémie. Or, les marchés d'animaux revêtent une importance économique, sociale et culturelle considérable dans certains secteurs de la société chinoise. Les interdire est donc une décision difficile à prendre politiquement parlant, et plus compliquée encore à appliquer. La chasse, le commerce et la consommation des animaux sauvages ont, par ailleurs, déjà été interdits lors de l'épidémie du SRAS, mais ces interdictions avaient finalement été levées trois mois après la fin de cette crise sanitaire. Pour beaucoup d'experts, si ces interdictions avaient perduré, il n'est pas impossible que nous eussions pu éviter l'émergence du Covid-19. Ces marchés ont également valu à leur homologue chinois nombre de reproches de la part des autres gouvernements, pour qui le maintien de ces marchés engage directement la responsabilité de la Chine. Une montée de xénophobie anti-asiatique a par ailleurs repris cet argument afin d'assimiler le virus sans équivoque aux traditions mêmes de la Chine. Le 24 février 2020, la Chine a décidé, encore une fois, peu de temps après l'émergence du Covid-19, de consacrer de nouveau l'illégalité de ces marchés, une mesure qui peine à convaincre à l'étranger, mais qui toutefois démontre l'étendue de la volonté de la Chine de mettre de côté tout obstacle l'empêchant de combattre et cette zoonose et celles qui suivront probablement.

Face au ralentissement considérable de la progression de la maladie au sein de la Chine, et son accélération vertigineuse en dehors, le PCC a pu réécrire ses initiales hésitations en erreurs de parcours. Centralisant la réponse et décentralisant la responsabilité, plusieurs figures emblématiques ont été sacrifiées pour tenter d'apaiser l'ire de la population. Plusieurs responsables locaux ont été démis de leur fonction, scénario miroir de la gestion du SRAS, y compris les plus hauts responsables du PCC à Hubei, Jiang Chaliang, et à Wuhan, Ma Guaqiang, ainsi que des responsables provinciaux du Ministère de la Santé. La visite de Xi Jinping à Wuhan une fois la première vague épidémique passée, contrastant fortement avec son absence notable au paroxysme de la crise, a permis de l'assimiler à ce discours victorieux, l'érigeant comme commandant suprême de la « guerre du peuple ». Émergeant tel un *deus-ex machina* pour protéger sa population de tous maux et fléaux, l'Etat chinois a réussi à revendiquer une victoire miraculeuse de l'homme sur la nature.

Cette victoire demeure toutefois fragile, obscurcie par la multiplication de martyrs

vainement tombés face à l'épidémie, et constamment remise en question par les incessantes interrogations sur le réel nombre de victimes du Covid-19. Li Wenliang, médecin à Wuhan et l'un des premiers lanceurs d'alerte réduits au silence, succomba au fléau dont il tenta de prévenir les autres, devenant l'effigie d'un mouvement social indigné sur les réseaux sociaux, brandissant son récit de courage et de sacrifice tel un étendard de rassemblement. La fragile victoire de la Chine est également menacée par le déconfinement progressif de certaines provinces, au sein desquelles une seconde vague épidémique pointe le bout du nez. Si les arrivants sur le sol chinois se voient imposer une quarantaine obligatoire, afin d'empêcher l'importation de nouveaux cas, la menace de propagation de cas d'infection locale demeure une possibilité non-négligeable. Tirailé entre la tentation de relancer l'économie et l'ambition de clamer une victoire sans équivoque, le PCC fait face à un dilemme d'ampleur. Plusieurs élus locaux ont déjà décidé de réinstaurer des mesures de confinement, en attendant de s'assurer d'avoir réellement endigué la pandémie. Une nouvelle vague d'infection nationale compromettrait fortement les efforts menés par la Chine afin de s'établir en tant que force diplomatique sanitaire, confrontant le gouvernement à une alternative bien connue : continuer à offrir de l'aide médicale aux autres pays au détriment de sa propre nation, ou renoncer à combler le vide laissé par l'hégémon américain pour panser ses propres plaies. En première ligne du combat de l'humanité contre le virus, la Chine occupe bien malgré elle une position avant-gardiste, sur laquelle toutes les autres nations gardent les yeux rivés. C'est de l'expérimentation de la Chine que s'inspire l'Occident, et ce sont ses réussites et ses échecs qui orientent la gestion de la crise ailleurs. C'est donc un terrible fardeau qui pèse sur les épaules de la Chine, une épée de Damoclès à la lame doublement tranchante, car ce n'est qu'en aidant les autres à se sortir de la crise que la Chine peut calmer l'ire des Etats qui la blâment, et ce n'est qu'en s'appropriant de manière plus égoïste ses ressources que la Chine peut se sortir elle-même de la crise, condition nécessaire avant qu'elle puisse réellement se porter au secours d'autrui. En somme, le dilemme éternel de l'aide au développement sous une forme particulièrement aigüe.

2. La dernière guerre de la République islamique

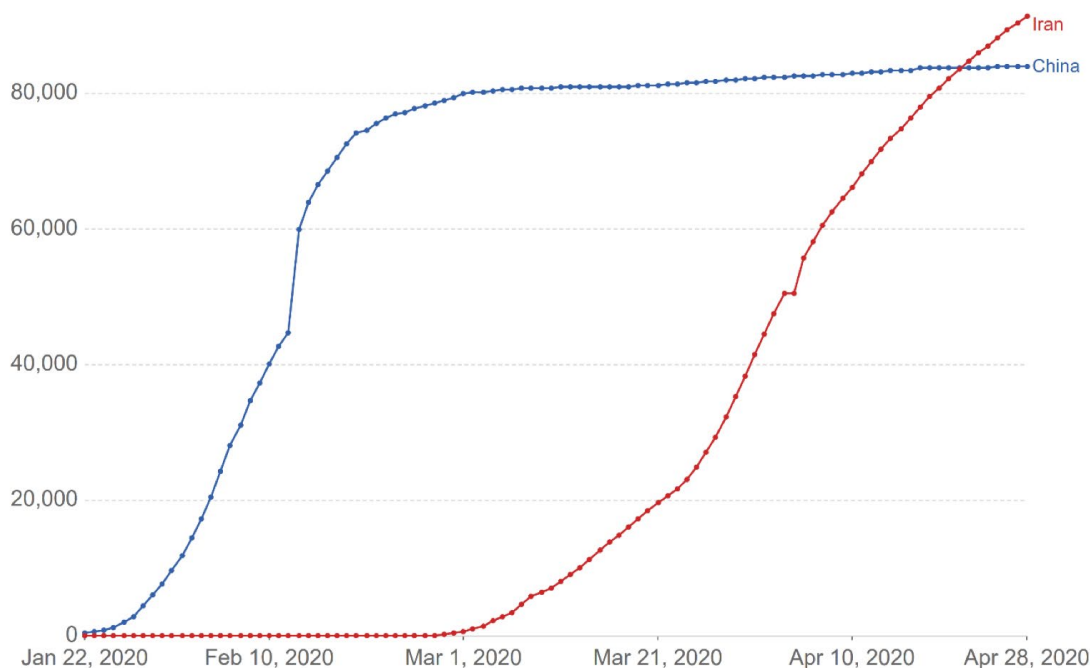
Les niveaux économique, technologique, scientifique, organisationnel et matériel de la Chine et de l'Iran sont profondément différents comme nous y avons fait allusion. L'Iran ne dispose pas de la même capacité de captation, puis de concentration, de ressources (qui par ailleurs se font rares), de coordination et d'orientation d'efforts, de planification de l'économie, de contrôle et de surveillance de la population, que la Chine. Son mode d'intégration à la communauté internationale diffère. Dans une certaine mesure, cela s'explique par une forme d'effet d'échelle qui permet aux Chinois d'impulser des dynamiques vertueuses massives. Par ailleurs, l'héritage du modèle soviétique, voire léniniste, et de l'économie planifiée, se retrouve dans la capacité de Pékin à dédier des ressources pour des projets précis réalisés en peu de temps, dans la centralisation et l'organisation de la décision dans le parti érigé en centre de la vie nationale, dans l'hyperindustrialisme¹²⁷, dans un scientisme et un étatsisme très prégnants. Autant de caractéristiques qui font plutôt défaut à l'Iran : le théologico-politique peut prendre le pas sur le scientifique ; l'exaltation sur le pragmatisme ; la centralité des Gardiens de la révolution dans l'économie n'empêche pas un recours systématique à la sous-traitance et

127. Notion évoquée par François Godement dans la conférence à laquelle il a été fait référence dans une note plus haut, visible au lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=P33a6JT3hTI>

le caractère plutôt erratique de la planification ; diverses fondations pieuses assurent des missions de service public ; le consensus est recherché dans la prise de décision ; la constitution institue tout un système de pouvoirs et contre-pouvoirs ; la classe politique est divisée ; les centres de décision sont multiples et la présidence de la République manque souvent de marge de manœuvre face aux Gardiens de la Révolution ; une place est accordée à la participation et à la « respiration » populaires ; le clergé lui-même constitue un réseau plutôt lâche, divisé idéologiquement, y compris sur la légitimité-même du régime (quiétisme traditionnel) ; la diaspora, notamment dans les pays anglo-saxons, représente une part importante de la population et influence la société iranienne (retours, investissements, chaînes satellitaires, production musicale, sexualité¹²⁸, circulation d'idées, ...) ; notabilités et tribus sont influents dans les périphéries.

Graphique 4. Evolution du nombre de cas du Covid-19 en Chine et en Iran

L'Iran et la Chine ont longtemps été les deux pays les plus touchés par la pandémie. On voit cependant, à en croire les chiffres officiels, que les moyens mobilisés en Chine ont permis une maîtrise de l'épidémie beaucoup plus efficace qu'en Iran. Les chiffres doivent être rapportés à la population des deux pays, incomparable, mais aussi au niveau d'infrastructures.



Source : Our World in Data.

D'une certaine manière, les deux pays diffèrent aussi en termes de temporalité. Quand la révolution se déclarait puis se déroulait en Iran en 1978-1979 contre l'« arrogance globale », la Chine s'insérait dans la mondialisation et laissait place au réformisme. Quand la guerre contre l'Irak se prolongeait et faisait rage, la Chine tournait la page des expériences sanglantes et désastreuses. Pendant qu'un défi permanent était lancé par les Iraniens à l'Occident, les Chinois accueillaien massivement les investissements étasuniens, européens, japonais. L'intensité idéologique et doctrinaire iranienne côtoyait une grande normalisation en Chine, l'utopie la modération, l'effervescence générale un retour à la normale, la répression et la guerre civile un renouement avec le consensus normé et institutionnalisé à travers les mécanismes du parti, l'internationalisme des

128. Foreign Policy, "Erotic Republic", 2013.

premières années le nationalisme, les aventures extérieures et l'exportation de la révolution un recentrement sur le développement national, la dénonciation du consumérisme une ouverture à la consommation. L'économie iranienne, rentière, s'oppose à une production industrielle chinoise toujours plus forte. La personnalisation du pouvoir sous Xi Jinping, les purges dans le parti, la lutte énergique contre la corruption tranchent avec un Khamenei donné pour malade, et de toute façon vieillissant, depuis une quinzaine d'années, laissant toujours plus de pouvoir aux Gardiens de la Révolution. Ces différences dans le temps s'ajoutent à des différences dans l'espace : la Chine s'insère dans la dynamique positive de l'Asie orientale et de la zone Asie-Pacifique, le contexte moyen-oriental, caucasien, sud et centre-asiatique de l'Iran lui apporte de nombreuses crises. Le recours à la protection étrangère est monnaie courante au Moyen-Orient, l'enrichissement des pays d'Asie de l'est leur laisse plus d'autonomie. Les régimes du Moyen-Orient, militarisés par la crainte de leur propre société, la violence géopolitique, et les ingérences, souffrent d'une maladie hollandaise et de la malédiction de la rente, qui s'oppose à la production industrielle encadrée et soutenue par un Etat stratège en contexte est-asiatique. L'intensité idéologique de la région qui a vu naître les trois monothéismes abrahamiques, qui a été partie prenante à des siècles de controverse et d'échanges religieux, philosophiques et intellectuels entre Occident et Islam autour de la Méditerranée, le traumatisme de la Shoah dans l'inconscient occidental, sont sans commune mesure avec l'éloignement de la civilisation chinoise. L'échelle démographique et territoriale est un autre facteur pertinent : la Chine a pu imposer son indépendance car mettre au ban une nation de plus d'un milliard d'habitants (ce qu'au demeurant on avait tenté de faire durant les 30 premières années du régime communiste) n'a pas de sens, et peut s'avérer extrêmement dommageable (les États-Unis en font l'expérience en Corée et au Vietnam).

Pour illustrer ce différentiel en matières d'espace et de temps, un détour par l'idéologie du régime iranien peut être intéressant. Bien que pays chiite et malgré le rôle du clergé, de nombreux cadres du régime iranien se sont nourris de l'idéologie frériste égyptienne. Khamenei était, par exemple, le traducteur de Sayyid Qotb¹²⁹. Avec le frérisme, d'autres formes de discours politiques venus d'Egypte ont pu apparaître. De là aussi vient « la dimension tiers-mondiste de la Révolution islamique », le soutien à la cause palestinienne comme cause religieuse. Sur le plan économique, la formule nassérienne « tout fabriquer de l'aiguille à la fusée » s'ancre en Iran. Une recherche totale d'autonomie, de développement indépendant de l'étranger, gagne le domaine économique. A l'inverse, la Chine s'inscrit dans la division internationale du travail, sous l'influence bénéfique du Japon. La grande différence entre économies moyen-orientales socialisantes et économies est-asiatiques vient précisément de cette différence d'approches : le retard des premières est le résultat de leur souhait de se centrer sur elles-mêmes, l'avancement des secondes de leur contribution aux industries occidentales et japonaise qui permet d'impulser le vol d'oie sauvage, quitte à protéger certains secteurs et certaines technologies dans un second temps.

De ce fait, comme il y est accoutumé parfois, la réaction de l'Iran a consisté, avec les risques que cela comporte, à relativement desserrer son emprise à l'intérieur, quitte à intensifier en parallèle ses frappes contre les troupes étasuniennes en Irak. Emblématique est ainsi la politique carcérale qui a été suivie. Le 17 mars 2020, un porte-parole du

129. Conférence donnée par Clément Therme à l'Iremmo visible au lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=au0CMIzObyw>

Ministère de la Justice annonçait ainsi que 85 000 prisonniers avaient été libérés afin d'éviter une propagation de la maladie¹³⁰, et 10 000 grâces étaient planifiées le 19 mars, alors que le Ministère de la Santé annonçait que le virus tuait une personne toutes les 10 minutes¹³¹. La mesure est emblématique pour le cas spécifique de l'Iran, elle l'est aussi de façon générale, tant les prisons sont des lieux centraux dans l'exercice du pouvoir d'Etat. Relevant du régalien car liées à l'exécution de la justice, les prisons sont une parfaite illustration du monopole de la contrainte légitime théorisé par Weber dans des ordres juridiques où la contrainte par corps est écartée en droit des obligations. Les prisons font partie de ces milieux d'enfermement qui illustrent à merveille l'ambition disciplinaire des Etats modernes telle que théorisée par Foucault (avec les écoles, universités, hôpitaux, casernes, fabriques, usines, ...). L'Iran a par ailleurs choisi de sélectionner les universitaires étrangers qui pouvaient bénéficier de cette mesure, en semblant mesurer les gains qu'il pouvait en tirer. Roland Marchal, universitaire français, a ainsi été libéré, mais l'anthropologue franco-iranienne Fariba Abelkah¹³² et l'Australo-britannique Kylie Moore-Gilbert non. La libération de Marchal est intervenue dans le cadre de tractations et d'un échange de prisonniers avec Paris. Dans le cas de Moore-Gilbert, il semble que le refus de la politologue d'espionner pour le compte de Téhéran ait justifié son maintien en détention¹³³. De façon générale, ce rapport aux universitaires des autorités iraniennes témoigne de différents phénomènes : méfiance profonde à l'endroit des Occidentaux, paranoïa sur la possibilité d'être espionné, tentatives effectives d'infiltration du pays par des services étrangers, incompréhension quant au désir d'universitaires d'étudier l'Iran, mais aussi désir de les utiliser comme monnaie d'échange, comme otages en vue de négociations où Téhéran serait autrement désavantagé, ce qui témoigne de méthodes diplomatiques musclées et irrégulières, relève d'une autre forme de guerre hybride. Certains prisonniers politiques ont été maintenus en détention, et des citoyens ayant contribué à la diffusion de statistiques sur la propagation de la maladie qui contredisaient les chiffres officiels ou étaient, plus généralement, accusés de propager des rumeurs, ont été incarcérés : ils étaient au moins 24 à avoir été arrêtés par la cyberpolice iranienne au 26 février¹³⁴. Le pouvoir s'adapte donc, louvoie, est capable de se retirer massivement, de laisser faire, ou au contraire de réprimer et de sévir. Dans l'ensemble, la libération à grande échelle de prisonniers a cependant témoigné d'une déprise partielle, qui tranche avec la surveillance et le contrôle massifs exercés par la Chine. Elle est cependant à relativiser : 50 000 personnes devaient ainsi être graciées pour le nouvel an iranien dernier, et de nombreux prisonniers politiques ont malgré la grâce qui leur était accordée été maintenus en détention.¹³⁵

La mobilisation de l'armée et de composantes des Gardiens de la Révolution est une autre manifestation du lien étroit entre régalien et sanitaire. Certaines démocraties industrialisées ont elles aussi évoqué le terme de la guerre contre le Covid-19 (ainsi en France où le thème de la guerre a largement été mobilisé dans ses discours par le président Emmanuel Macron) de même que des organisations (ONU) et bailleurs (FMI) internationaux¹³⁶. De fait, l'effet du virus peut se révéler, dans la destruction des

130. Middle East Eye, "Coronavirus: Iran releases 85,000 prisoners in effort to combat virus", 2020.

131. The Guardian, "Iran to pardon 10,000, including 'security' prisoners", 2020.

132. Fariba Abelkah, arrêtée en juin 2019 et jugée depuis le 3 mars 2020 pour propagande, a comparu pour une nouvelle audience le dimanche 19 avril 2020.

133. The Guardian, "Jailed British-Australian Kylie Moore-Gilbert rejected Iran's offer to work as a spy", 2020.

134. Al Monitor, "Iran accuses enemies of coronavirus scaremongering", 2020.

135. The Guardian, "Iran to pardon 10,000, including 'security' prisoners"

136. Voir l'article de Dominique Strauss-Kahn paru dans l'édition française du magazine en ligne Slate : « L'être,

unités de production, supérieur à celui d'une guerre. Pour répondre aux besoins en santé, en approvisionnement, en logistique, les armées ont été mobilisées ou déployées (comme en Espagne). Nouvelle preuve empirique d'intimité entre guerre et santé. L'Iran n'a pas fait exception : les Basij, milice intérieure constituée dans sa forme actuelle par Khamenei après qu'il a accédé à la fonction de Guide de la Révolution (qui s'étaient auparavant illustrés dans les vagues suicides qui ont affronté l'Irak) ont été affectés à la production de matériel sanitaire et de masques. Fait emblématique, les locaux de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran ont été transformés en unité de production de masques tenue par les Basij, qui sont allés jusqu'à proposer d'envoyer des masques aux nécessiteux aux Etats-Unis¹³⁷. L'armée elle-même a été appelée, dès le 3 mars 2020, à désinfecter les rues, les commerces et autres infrastructures, assurant pouvoir mobiliser jusqu'à 300 000 hommes¹³⁸. Lors de la célébration du jour de l'armée, le 17 avril 2020, les missiles, habituellement brandis lors des parades, ont été remplacés par des camions de désinfection, les participants à la parade ayant le visage couvert de masques sanitaires.¹³⁹ Nous notons que la dernière fois que l'usage de masques avait à ce point été mis en avant en Iran, c'était lors des attaques chimiques subies par les Basij au front lors de leur combat contre l'Irak de Saddam Hussein. Le 12 mars 2020, le Guide est allé jusqu'à déclarer que l'origine du virus pouvait être attribuée à une guerre biologique menée contre le pays.¹⁴⁰ Le 10 mars 2020, c'est l'ancien président, Mahmoud Ahmadinejad, qui écrivait à l'OMS pour demander une enquête sur l'identité de ceux qui ont initié la « guerre biologique » dont l'arme serait le Covid-19.¹⁴¹ Toujours dans un registre martial, mais sans dimension conspirationniste, le Président Rouhani parlait en avril de médecins et d'infirmiers « au front » contre un « ennemi invisible ». Les Gardiens de la Révolution, parfois de façon excessive, cherchaient à mettre en avant leur rôle, déclarant avoir identifié un vaccin le 4 mars¹⁴² ou encore avoir mis au point une machine à détecter le virus à la mi-avril¹⁴³. Réquisitions de l'armée, de l'« armée idéologique », de leurs infrastructures ont témoigné d'un effort de mobilisation générale quasi-guerrier. La qualification de martyrs, accordée le 10 mars par le Guide, aux personnels soignants tombés dans la lutte contre l'épidémie est à la croisée de trois grandes catégories : santé, guerre, légitimation religieuse-révolutionnaire d'un pouvoir né dans les guerres civile et internationale¹⁴⁴.

l'avoir et le pouvoir dans la crise », 2020.

137. Al Arabiya (édition en langue anglaise), "Iran's Basij Force turns US Embassy building into mask factory, sends masks to US", 2020. Cette solidarité de l'Iran avec les désœuvrés étasuniens rappelle que l'Iran a toujours considéré qu'il n'était pas en conflit avec le peuple des Etats-Unis, qui est en réalité exploité par ses gouvernants. D'où, par exemple, une solidarité de l'Iran avec la communauté afro-américaine : en 1979 les otages afro-américains de l'ambassade étaient rapidement libérés, et le Guide iranien, via son compte twitter, s'est associé à la campagne Black Lives Matter protestant contre l'exécution de suspects afro-américains par les forces de l'ordre.

138. PBS, "Iran orders armed forces to help with novel coronavirus after 77 deaths", 2020.

139. The New York Times, "Iran Parades Medical Gear, Not Missiles on Army Day as Coronavirus Deaths Hit 4,958", 2020.

140. Bloomberg, "Iran's Khamenei Says Virus Outbreak May Be 'Biological Attack'", 2020. D'autres versions avancées par des responsables iraniens ont consisté à affirmer qu'il existait deux versions du Coronavirus, dont l'une serait d'origine hostile.

141. Newsweek, "Former Iranian president spreads coronavirus conspiracy theory, calls on world health organization to identify 'perpetrators' of 'biological war'", 2020.

142. Al Monitor, "Iran's IRGC claims it's close to producing coronavirus vaccine", 2020.

143. Al Monitor, "Iran's IRGC doubles down on claims of coronavirus detection machine", 2020

144. Press TV, "Leader: Iranian healthcare defenders who die in virus fight are martyrs", 2020.

Image 3. Dessin de l'artiste Mikael Barati représentant la lutte de l'Iran contre le Covid-19/



Les responsables du régime, des diplomates, fonctionnaires, parlementaires, conseillers, ont aussi été en première ligne dans la lutte contre l'épidémie. Nombre d'entre eux ont ainsi été contaminés dans l'exercice de leur fonction. C'est le cas, par exemple, du médecin (formé à l'université Johns Hopkins), ancien Ministre des Affaires étrangères et conseiller du Guide Ali Akbar Velayati. L'Iran était le premier pays à compter des contaminés et morts parmi ses dirigeants, députés et membres de l'exécutif. Dès le 3 mars, 23 députés étaient ainsi infectés.¹⁴⁵ Les décès s'expliquent, en partie par le caractère partiellement gérontocratique du régime, ce qui peut poser la question de sa capacité à renouveler ses cadres et, donc, notamment, de la propension de la population à se reconnaître et à se projeter en lui. Par ailleurs, face à cette nouvelle « guerre », les figures du régime, une fois encore, se sont en tout cas exposées à la mort. Nombre de députés ont ainsi été infectés lors de visites à leurs administrés dans les différentes provinces. Dirigeants et populations ont, dans une certaine mesure, semblé solidaires face à la crise, alors que le régime des sanctions a pu contribuer au contraire à les éloigner, les Gardiens ayant pu apparaître comme des « profiteurs » de guerre insensibles aux privations qu'enduraient les citoyens. Cette solidarité serait-elle, dans une certaine mesure, capable d'apaiser les remontrances de la population, de souder celle-ci autour de ses représentants et dirigeants, dans un phénomène en quelque sorte analogue à ce qui s'est produit après la mort de Soleimani ?

145. Middle East Eye, "Iran coronavirus: 23 MPs, senior health official test positive for illness", 2020.

Tableau 1. Liste non-exhaustive des principaux responsables iraniens contaminés par le Covid-19.

| Nom du responsable | Fonctions actuelles et passées | Affection par le Covid-19 |
|---|---|--|
| Iraj Harichi | <ul style="list-style-type: none"> Vice-Ministre de la Santé en charge de la lutte contre le Covid-19 | <ul style="list-style-type: none"> Testé positif le 25 février 2020 |
| Masoumeh Ebtekar (59 ans) | <ul style="list-style-type: none"> Porte-parole du groupe qui a mené la prise d'otage à l'ambassade des Etats-Unis de 1979 à 1981 Vice-présidente en charge de la famille et de la femme | <ul style="list-style-type: none"> Testée positive le 27 février 2020 (symptômes bénins) |
| Hadi Khoroshahi (81 ans) | <ul style="list-style-type: none"> Militant des Fedayins de l'islam Représentant de Khomeiny au ministère de la Culture et de la guidance islamique en 1979 Ancien ambassadeur au Vatican et en Egypte | <ul style="list-style-type: none"> Mort des suites du Covid-19 le 27 février 2020 après avoir été infecté à Qom |
| Mojtabi Zolnour (ou Zonnour, 57 ans) | <ul style="list-style-type: none"> Anciennement vice-représentant du Guide auprès du Corps des Gardiens de la Révolution Anciennement président du sous-comité pour le nucléaire du comité pour la sécurité et la politique étrangère du Parlement Député de Qom et clerc (conservateur) | <ul style="list-style-type: none"> Testé positif le 27 février 2020 |
| Pir Hossein Kolivand | <ul style="list-style-type: none"> Chef des services d'urgences iraniens | <ul style="list-style-type: none"> Testé positif |
| Mohammad Mirmohammadi (71 ans) | <ul style="list-style-type: none"> Conseiller du Guide | <ul style="list-style-type: none"> Mort des suites du Covid-19 le 2 mars 2020 |
| Fatemeh Rahbar (55 ans) | <ul style="list-style-type: none"> Députée (conservatrice) de Téhéran | <ul style="list-style-type: none"> Morte des suites du Covid-19 le 7 mars 2020 |
| Hossein Sheikholeslam (68 ans) | <ul style="list-style-type: none"> Membre du groupe des étudiants ayant pris part à la prise d'otage de l'ambassade des Etats-Unis de 1979 Ancien ambassadeur en Syrie Ancien député d'Ispahan Conseiller de Mohammad Javad Zarif | <ul style="list-style-type: none"> Mort des suites du Covid-19 le 5 mars 2020 |

| | | |
|--|--|--|
| <p>Eshaq Jahangiri (ou Djahanguiri, 63 ans)</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Ancien député • Ancien gouverneur de la province d'Ispahan • Ancien Ministre des Mines et des Métaux, puis de l'Energie et des Mines • Ancien Secrétaire général du « parti » des cadres de la reconstruction (réformiste) • Ancien candidat à la présidentielle • Premier vice-président | <ul style="list-style-type: none"> • Annoncé avoir été testé positif le 10 mars 2020 (il s'agissait apparemment d'une grippe dont il a déclaré avoir guéri le 16 mars 2020) |
| <p>Ali Akbar Velayati (74 ans)</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Ancien parlementaire • Ancien vice-Ministre de la santé • Ancien Ministre des Affaires étrangères • Ancien candidat à la présidentielle • Conseiller du Guide | <ul style="list-style-type: none"> • Testé positif le 12 mars 2020 |
| <p>Hashem Bathaee (ou Batahaie Golpayegani, 79 ans)</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Grand ayatollah et représentant de Téhéran à l'Assemblée des Experts (organe en charge de la désignation du Guide) | <ul style="list-style-type: none"> • Mort des suites du Covid-19, le 16 mars 2020 |

Quant à la stratégie déployée en Irak, elle ressort aussi de la logique de guerre hybride. Cette modalité de pratique de la guerre trahit une certaine incapacité à développer des capacités militaires conventionnelles. Bien sûr, les programmes balistique, nucléaire (officiellement civil, bien que Khomeiny ait à la fin de sa vie expressément déclaré vouloir la bombe) et en matière de drones prouvent l'importance des capacités technologiques de l'Iran. Elles sont sans commune mesure avec celles de la Chine, mais aussi avec la maîtrise de la conduite massive de millions d'hommes dans des guerres conventionnelles, développée dès la guerre civile contre les nationalistes, et qui existait déjà à l'époque des seigneurs de guerre, voire de la révolte des Taiping. La stratégie pendant la crise du Covid-19 de l'Irak relève ainsi d'un désir de chercher et de trouver des interstices, de faire monter la tension, même dos au mur, de mettre les Etasuniens devant leurs responsabilités, notamment à l'endroit de leurs alliés et de leurs propres soldats, de poursuivre la lutte, tout ceci d'un seul tenant, dans le même mouvement. De fait, Téhéran obtient en ce sens des résultats (annonce du retrait des troupes françaises d'Irak le 26 mars 2020¹⁴⁶). La stratégie des clients (proxies) est également actualisée au Liban. Le Hezbollah, qui au sortir de la guerre civile libanaise avait développé un réseau de services que l'Etat, affaibli, endetté, démissionnaire, ne pouvait pas se permettre, a ainsi été en première ligne dans la lutte contre le Covid-19, sa dernière « guerre ». 1 500 médecins et 3 000 infirmiers et secouristes, généralement mobilisés dans le cadre des guerres contre Israël, ont ainsi été mobilisés, dans une nouvelle démonstration de force.¹⁴⁷ Les Unités de Mobilisation Populaires (UMP) irakiennes, constituées sur une fatwa de l'autorité suprême du chiisme irakien Ali Sistani pour faire pièce à l'offensive

146. Les Echos, « La France retire officiellement toutes ses troupes d'Irak », 2020.

147. Le Monde, « Au Liban, la démonstration de force du Hezbollah face au coronavirus », 2020.

menée par l'Organisation de l'Etat Islamique (OEI) en Irak, et dont environ 80% des effectifs sont affiliés aux Gardiens de la Révolution, ont procédé de même. Le 26 mars, les UMP déclaraient ainsi avoir contribué à la désinfection de 2 000 sites, s'affirmant ainsi comme un acteur citoyen¹⁴⁸. Au Liban comme en Irak, des Etats et des sociétés éprouvés par des conflits régionaux d'ampleur, l'intervention prolongée de puissances régionales et internationales, l'occupation étrangère, la corruption, une démission des pouvoirs publics, une tentative de règlement sur une base confessionnelle et communautaire des conflits civils et de la distribution des pouvoirs, une économie de rente et de prédation, la persistance du phénomène terroriste, la faillite de certaines idéologies (nationalisme arabe et communisme) ont en effet laissé le champ libre au développement de groupes affiliés à Téhéran qui s'emparent de prérogatives régaliennes ou quasi-régaliennes, dont l'exercice d'une violence « légitime » et le développement de politiques de soins. Ces groupes se greffent à la stratégie de résistance déployée par le pouvoir iranien, qui les emploie à cette fin, et adhèrent en même temps à son projet politique et idéologique, constituant « l'axe de la résistance » que dirige Téhéran. Dans ce cadre, le 20 avril, le Ministre des Affaires étrangères Javad Zarif rencontrait par ailleurs Bachar al-Assad à Damas.¹⁴⁹ Il convient cependant de noter que cet internationalisme du régime se heurte aussi à un nationalisme en Iran-même, manifesté, par exemple, dans le refus par de nombreux hôpitaux de soigner les patients afghans du pays¹⁵⁰. Face à la crise, près de 100 000 Afghans, généralement des Hazaras chiites, vivant en Iran, où ils travaillent dans le secteur de la construction et ont été recrutés par milliers pour participer à la guerre en Syrie aux côtés du régime al-Assad au sein de la Brigade des Fatimides (Liwâ al-Fatimiyûn) sont ainsi rentrés dans leur pays, menaçant de contaminer un Afghanistan déjà fragile¹⁵¹.

Fait enfin ultra-emblématique, la République islamique, qui n'a jamais demandé d'emprunt étranger de son histoire (l'Iran n'a pas contracté de prêt étranger depuis 1962), requérait le 12 mars 2020 un emprunt de 5 milliards de dollars au Fonds Monétaire International (FMI)¹⁵². La procédure est bloquée par les Etats-Unis, qui s'y opposent, le 7 avril¹⁵³. L'affrontement entre Washington et Téhéran ne connaît donc pas de répit. Les Etats-Unis ont en effet argué du fait que l'Iran jouit de moyens financiers qu'il met au profit de ses aventures régionales aux dépens des besoins de sa population, reprenant à leur compte un argumentaire mobilisé par des responsables israéliens, émiriens, saoudiens, des oppositions syrienne et iranienne en exil. Dans le même temps, le 24 mars 2020, le régime expulsait une équipe de 9 médecins urgentistes de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Médecins sans frontières (MSF) de son territoire, déclinant ainsi une aide venue d'une ONG occidentale¹⁵⁴. La fierté nationale n'était pas étrangère à la mesure, de même que la sévérité des éléments du régime attachés à la légitimité révolutionnaire, et donc, à une indépendance nationale parfois confondue avec une forme d'isolement, voire d'isolationnisme. Celle-ci, une fois encore, était d'abord féroce défendue, notamment contre les appels à la solidarité internationale du gouvernement, par les conservateurs, qui ont continué de s'attaquer à la présidence du

148. Al Monitor, "Iraq's PMU throws weight behind countering COVID-19", 2020

149. Al Monitor, "Iranian FM meets with Syria's Assad amid coronavirus pandemic", 2020.

150. Middle East Eye, "Coronavirus and Iran: Hospitals refusing to treat Afghans living in the country", 2020.

151. Agence Anadolu, "COVID-19: Over 100,000 Afghans return from Iran", 2020

152. Middle East Eye, "Coronavirus: Iran requests \$5bn IMF loan to fight disease, as cases reach 10,075", 2020.

153. Al Monitor, "Intel: US comes out against emergency COVID-19 IMF loan for Iran", 2020.

154. Al Monitor, "Iran tells Doctors Without Borders to leave despite worsening epidemic", 2020.

réformiste Rouhani pendant la crise.¹⁵⁵ Enfin, le 17 mars 2020, l'application que mettaient en ligne les autorités iraniennes pour aider la population à avoir accès à des instructions et régler son comportement en conséquence était supprimée par Google Play,¹⁵⁶ en raison des sanctions internationales.

Le régime est également mis à l'épreuve dans son rôle de gestionnaire, voire de garant de la prospérité collective, programme sur lequel les réformistes en particulier ont toujours joué. La résilience de l'économie iranienne est en effet en jeu, alors que depuis des années est promue une économie de la résistance, qui, introduite en 2014 par une déclaration du Guide, doit sortir le pays de sa dépendance économique au pétrole, et le rendre moins vulnérable aux chocs extérieurs¹⁵⁷. La capacité de la bourse et du secteur financier¹⁵⁸, des entreprises, des start-ups, des investissements domestiques à résister au choc macroéconomique porté par la stratégie de pression maximale décidée par la Maison-Blanche, est ainsi engagée, notamment pour une présidence qui doit sa légitimité à la promesse, à laquelle a adhéré l'électorat en 2013 puis en 2017, de faire redémarrer la croissance par l'ouverture et la souplesse, notamment sur la question du programme nucléaire. Comme pour les autres pays de la planète, l'Etat iranien a ainsi consenti un programme de relance, cependant considéré comme trop timoré, s'appuyant le 6 avril sur 1 milliard d'euros supplémentaires tiré du Fonds National de Développement¹⁵⁹. Pour éviter une catastrophe économique et sociale, une reprise rapide de l'activité a été encouragée par l'administration Rouhani. Le rôle économique, le rôle sécuritaire, le rôle sanitaire s'ajoutent à un rôle de gestion écologique, alors que l'Iran est accoutumé aux séismes, et doit faire face à des inondations de plus en plus fréquentes, à une pollution de l'air des grandes villes (en particulier à Téhéran) préoccupante et à une diminution problématique et structurelle de ses ressources en eau dénoncée par des militants écologistes souvent embastillés pour leurs prises de position.

c) La possibilité de Tchernobyl ? Exceptionnalité et banalité des crises en régime autoritaire

Nous faisons plus haut allusion au cas de Tchernobyl. Ce moment avait été le chant du cygne de l'URSS. L'étude de ce cas nous semble heuristique à plus d'un égard. L'empire soviétique conservait en effet la structure plurinationale de son prédécesseur russe, et a cherché, comme la Chine et l'Iran, à neutraliser les effets centrifuges, séparatistes, irrédentistes, nationalistes que cela pouvait induire par une rhétorique et une doctrine qui les dépassaient (marxisme-léninisme). Comme la Chine et l'Iran, la question de l'appartenance à l'Asie s'est aussi puissamment posée à l'intelligentsia russe dans sa quête de modernité au vu de la géographie et de la composition ethnique de l'Empire. La Russie, puis l'URSS, se vivent comme puissances orientales (église orthodoxe comme église orientale héritière de Byzance s'opposant à la latinité romaine, congrès de Bakou de 1920). Comme la Chine et l'Iran, la Russie s'est construite, dans une large mesure, dans la confrontation avec l'hyperpuissance européenne, se constituant en « puissance maigre », sur-ponctionnant la population pour investir dans son appareil militaire. La Russie est le lieu en 1917 de la Révolution d'Octobre, et connaît ainsi un épisode de

155. Le Figaro, « Coronavirus: en Iran, les ultraconservateurs à l'assaut du président Rohani », 2020.

156. Tehran Times, "Google Play removes Iranian app intended to curb COVID-19", 2020.

157. Al Monitor, "Decoding Iran's 'resistance economy'", 2014.

158. Al Monitor, "Tehran stock market could remain strong despite Iran's economic downturn", 2020.

159. Al Monitor, "Iran's coronavirus stimulus: too little, too late", 2020.

type millénariste, se lançant elle aussi dans de vastes aventures ayant pour objectif la transformation radicale de la société, l'avènement d'un homme nouveau, déclenchant des calamités (famines, épisodes d'anthropophagie, répression massive, déportations, ...). L'URSS connaît enfin une série de blocages, qui succèdent à l'ère de l'utopie, de l'influence et de la crainte qu'elle suscitait chez les sociétés occidentales. Le tout se finit en gérontocratie, puis finalement en effondrement du fait de l'incapacité à se réformer.

Dans ce contexte, éclatait ainsi l'incident de Tchernobyl en 1986 : la fusion du cœur d'un réacteur entraînait une catastrophe sans précédent, le plus grave incident nucléaire de l'histoire. A l'époque, les autorités soviétiques mettent du temps (plus d'une journée) à avertir la population, considérant la panique potentielle comme plus problématique que l'accident lui-même. De fait, c'est l'attitude qui est également adoptée par la Chine, l'Iran, et la plupart des pays du monde face au Covid-19. Cette volonté de contrôler la panique (« l'autre virus », ou « infodémie »), en particulier à l'ère actuelle d'internet et des réseaux sociaux, s'explique bien sûr par la crainte qu'une certaine irrationalité des foules puisse avoir des conséquences économiques et politiques immenses. Ce risque n'est a priori pas le même en régime autoritaire et en régime démocratique.

Nous le disions, 1986 ouvrait en URSS la boîte de Pandore de tous les refoulés : la question nationale refait surface, de même qu'éclate au grand jour l'inefficacité d'un régime s'appuyant sur la propagande, la répression, le mensonge. Une série d'événements face à un roi désormais nu, à un Etat ayant donné la preuve de son impuissance, aboutit en moins de 5 ans à la chute de l'un des deux supergrands. Mais dans des régimes démocratiques, comme la France à l'époque de la catastrophe de Tchernobyl, le recours à des mots d'ordre lénifiants ou trompeurs est également une possibilité. Un moment Tchernobyl n'est cependant en principe possible qu'en régime autoritaire, car seul un régime autoritaire, en tant qu'il est au moins partiellement coupé de la population, est susceptible d'être renversé, déraciné – ce qui n'empêche pas un gouvernement de pays démocratique de pouvoir être sanctionné, censuré, de pouvoir chuter. De cette caractéristique des régimes autoritaires découle, par ailleurs, en Chine, en Iran, et dans de nombreux autres pays encore, la série des révolutions qui se remplacent l'une l'autre : à chaque régime autoritaire en succède un nouveau qui peut être aboli par des mouvements de foule ou la victoire d'une faction de putschistes ou d'une fraction de la société. Ce caractère déracinable des régimes tient à la faiblesse des institutions et de la société civile : le théoricien communiste italien Antonio Gramsci a ainsi déterminé que les sociétés démocratiques dont l'économie est régie par le capitalisme et présentant un « mode de production occidental » sont caractérisées par une prééminence de l'ordre du discours, de la cooptation, de l'hégémonie culturelle sur celui de la coercition et de la répression. Ces sociétés s'opposent ainsi aux dictatures, aux sociétés orientales, où s'emparer de l'appareil d'Etat suffit pour s'emparer du pouvoir. Ces analyses avaient précisément été développées pour analyser les raisons du succès de la Révolution d'Octobre qui avaient fait défaut au mouvement ouvrier de 1920 en Italie.

Par définition, il est à cet instant impossible d'établir si nous avons affaire à un moment Tchernobyl, ou sur quoi pourrait aboutir la crise actuelle en Chine et en Iran. Le virus a en effet tendance à forcer les populations à se plier aux mots d'ordre énoncés par les autorités. Il n'est cependant pas exclu qu'un reflux se fasse jour lorsque la crise sera passée. Dans le cas de l'Iran, et c'est une préoccupation de la population (depuis l'assassinat du Général Soleimani notamment), un effondrement de l'Etat, à l'instar d'autres cas de la région (Syrie, Yémen, ...) est craint, dans le contexte de sanctions

intenses qui est imposé au pays, qui peut faire fuir massivement cerveaux et capitaux. Quoi qu'il en soit, la crise pose la question de la résilience des systèmes. Elle interroge aussi la différence entre Etats autoritaires et non-autoritaires. La communication des chiffres et des informations en est une dimension, la Chine et l'Iran pouvant cacher à leur propre population et au monde la réalité de leur situation, exagérer leurs succès, ce que d'ailleurs les deux pays ont probablement fait. Mais au fond, on se rend compte que face à des crises de cette ampleur, c'est la nature profonde de l'Etat qui ressort : recours à des mesures liberticides pouvant se prolonger dans le temps et passer pour normales, contrainte légitime sur la circulation ou les activités dans l'espace public, possibilité de sanctionner les contrevenants, recours à l'armée et aux communiqués du chef de l'Etat qui fixe le cap, certaine unanimité de la presse et de l'opinion contre l'indiscipline, arrestation des propagateurs de fausses informations, envoi au « sacrifice » des personnels soignants, institution d'une forme de morale ou d'éthique officielles à adopter face au virus, politiques économiques interventionnistes où l'Etat assume un rôle majeur, sont la norme, au moins provisoire. Les Etats sont au fond solidaires (bien qu'en pratique ils aient du mal à le concrétiser) face à un phénomène qui se joue d'autant plus des frontières que l'économie est mondialisée, ce qui pose d'ailleurs la question de la réorganisation des chaînes de valeur, de production et de distribution sur une échelle plus resserrée. Les nations s'imposent comme le cadre pertinent de lutte contre la crise. L'Etat se montre comme le prince, organisateur de la guerre, garant de la prospérité. Dans un monde plus prospère, où les individualités se sont affirmées et s'expriment, où la jouissance par la consommation s'est largement généralisée, où le droit à la vie est de plus en plus garanti, où la guerre devient dans des régions entières de la planète (la Chine et l'Iran y compris) impensable (et impensée), où les existences et opinions individuelles sont davantage respectées, où les épidémies ont largement été contrôlées, les Etats se sont retrouvés plus ou moins égaux dans une forme de désarroi, pris au dépourvu quant à la façon de traiter une pandémie de cette ampleur, alors que les grandes épidémies meurtrières ressortaient largement de souvenirs lointains (grippe espagnole, choléra, voire peste). C'est le sens d'une plainte des sociétés chinoise, iranienne, du globe : à quoi sert cette privation croissante de liberté, ce contrôle toujours plus fin et insidieux, ces infiltrations toujours plus fortes dans nos existences, ces coupes budgétaires, si vous ne pouvez garantir notre vie, nous prémunir de la mort ? La logique sacrificielle qui présidait à la révolution est d'un autre temps.

Les développements précédents appellent ainsi à un approfondissement théorique : c'est le sujet de la troisième partie de ce document.

III. L'Etat dans ses états : santé, crise, guerre, discipline, bureaucratie

Malgré des statuts relativement exclusifs, l'Iran et la Chine n'existent pas en dehors de l'ordre international. Ils y sont même fondamentalement nécessaires, car caractéristiques de la distribution de pouvoir au XXIème siècle et de cette interdépendance qui lie parfois malgré eux tous les acteurs de la communauté internationale, aussi hostiles soient-ils les uns envers les autres.

Cristallisant l'interdépendance des Etats, la mondialisation opère telle une force paradoxale, exacerbant les vulnérabilités des Etats aux crises sanitaires, écologiques et socio-politiques mondiales, tout en renforçant leur capacité de résilience via le

partage d'information et la coopération multilatérale. Le concept même de sécurité évoluant d'une définition purement militaire et stato-centrée à une définition plus axée sur l'individu, la sécurité humaine, traduit un changement de paradigme fondamental autour de la conceptualisation de l'insécurité à l'ère de la mondialisation. La valorisation de la sécurité humaine, de par la valeur intrinsèque de l'individu, détourne l'attention des questions orthodoxes de sécurité dérivant de l'ambition napoléonienne d'Etats voisins¹⁶⁰. Ainsi, la dynamique néolibérale sous-tendant l'ordre international à l'aube du XXIème siècle favorise une constante redéfinition des inquiétudes géopolitiques des gouvernements, conscients de la présence de plus en plus pressante de menaces sécuritaires hétérodoxes, telles que le terrorisme, la dépendance économique et la politisation transfrontalière de conflits ethniques. La menace d'insécurité sanitaire s'est également considérablement accentuée au cours de ces dernières décennies. Si les maladies infectieuses ont toujours été capables de transcender les frontières, les vagues successives de mondialisation ont exacerbé le risque que des épidémies locales se transforment en pandémies mondiales. La facilitation de la circulation des biens et des personnes à travers des frontières de plus en plus perméables, contribue à la diffusion rapide de bactéries et de virus à l'échelle mondiale, ainsi que démontré lors des épidémies H1N1 et SRAS. La réémergence de diverses maladies, telles que la tuberculose, et la propagation de virus bien au-delà des zones auxquelles ils ont été traditionnellement endémiques, contribuent perpétuellement à redessiner les contours de la nature géopolitique de la santé.

Pourtant, et assez paradoxalement, si les pandémies telles que le Covid-19 repositionnent l'individu au cœur des questions sécuritaires, elles renforcent également le rôle de l'Etat dans leur gestion. Estompant la mince frontière entre souveraineté de contrôle et souveraineté de responsabilité, la sécurisation de la pandémie rappelle les limites du multilatéralisme à l'épreuve des intérêts dits vitaux des Etats, et interroge sur la centralité de la souveraineté sanitaire pour la pérennité et la stabilité des régimes. Ainsi, des gouvernements qui prônaient résolument le néolibéralisme et la spécialisation dans la division de la main-d'œuvre, se retrouvent à remettre en cause leur capacité d'autosuffisance sanitaire face à la pénurie de masques et d'équipements de protection, dont la production se concentre majoritairement en Chine. L'invocation du Defense Production Act (DPA) aux Etats-Unis, loi relique de la guerre de Corée, afin de contrôler la production et la distribution d'équipements nécessaires à la garantie de la sécurité nationale, reflète une conscience nouvelle de la valeur inhérente de la santé en tant que pilier de la sécurité.

a) L'Etat moderne est d'abord un Etat sanitaire

La hantise de l'Etat qu'une menace sanitaire ne fasse vaciller ses fondations n'est pas une nouveauté provoquée par le Covid-19. Sa visibilité est certes plus marquée en temps de crise sanitaire, mais demeure toutefois un point focal du contrat social liant l'Etat aux populations qu'il gouverne. Si les acteurs multilatéraux se sont multipliés sur le devant de la scène de gouvernance sanitaire mondiale depuis le XXème siècle, le domaine sanitaire relevait historiquement de la souveraineté exclusive de l'Etat. En

160. Pour Booth (1991), l'Etat ne craint plus les dérives expansionnistes des Etats limitrophes, qu'il qualifie de napoléoniennes, autant qu'il ne craint un nouveau florilège de menaces sécuritaires dont l'origine n'est pas forcément attribuable à un Etat, mais plutôt à des dynamiques économiques, sociales, politiques, sanitaires et environnementales qu'il est plus difficile de vaincre, car souvent invisibles et omniprésentes.

cédant une part de sa liberté à une superstructure¹⁶¹ régissant l'ordre politique, social et économique, la société escompte la garantie de sa sécurité face à l'indomptable état de nature. Le Léviathan hobbesien¹⁶² fait office de cet Etat souverain tout-puissant, dont la responsabilité ultime est d'assurer la paix et la prospérité des gouvernés, condition sine qua non pour insuffler un semblant de structure dans un milieu autrement régné par le chaos et la loi du plus fort. L'état de nature, selon le point de départ de la réflexion de Hobbes, est essentiellement lié à la nature humaine, solitaire et belliqueuse, et non à la nature dans sa composition abstraite en tant qu'environnement hostile gorgé de pathogènes. Les écrits de David Hume complètent la délinéation de l'étendue de la responsabilité étatique, présumant que le rôle de l'Etat est également de promouvoir la croissance de la population, notamment en érigeant des institutions favorables à ce développement et en éliminant celles qui lui sont défavorables.

La menace sanitaire présente, quels que soient les similarités qui les rapprochent, des différences notables par rapport à la menace de guerre. Les armées ne sauraient servir de rempart contre des micro-organismes déchaînés, et les armes ne sauraient en venir à bout. Il est donc nécessaire à l'Etat de disposer d'institutions et de politiques publiques exclusivement dédiées à la protection de la santé publique. Bien que l'usage de l'expression « santé publique » soit relativement récent, sa pratique devance sa sémantique. Même les plus anciennes formes d'organisations politiques se préoccupaient de contribuer à l'amélioration de l'état de santé collectif de la population. Ces embryons de politique de santé publique se sont développés au fur et à mesure que de plus grands progrès médicaux et technologiques ont permis de mieux comprendre comment prévenir, diagnostiquer et guérir un plus grand nombre de fléaux. Ainsi, les premières mesures collectives de prévention prises à grande échelle remontent au Moyen-Âge. Le « malade » personnalisant le fléau, sa proximité alimentait un besoin d'exorcisme social, de protéger les communautés du déchaînement de la nature et, surtout, de garantir aux détenteurs de pouvoir la pérennité d'un peuple à gouverner. Cet enthousiasme de l'Etat pour le populaire, la masse démographique, dérive de la relation présumée entre dynamiques démographiques et essor et déclin de civilisations. Après tout, la population active est l'épine dorsale de l'Etat, sans quoi il ne peut y avoir de production agricole ou industrielle pour subvenir aux besoins de la nation. Plus la population est importante, plus devraient l'être sa production et sa consommation, un signe de richesse et de prospérité de la collectivité qui se structure progressivement en Etat-nation. Afin que l'Etat subsiste, il lui faut s'assurer, entre autres, d'une large base imposable, d'une force ouvrière et consommatrice, que l'Etat peut convoquer à l'ost afin de renflouer les rangs de l'armée en cas de besoin.

La conception orthodoxe de la santé se résumait donc en responsabilité étatique, nécessaire à la prospérité et à la stabilité. Comme toute autre menace, les étrangers étaient particulièrement assimilés à la menace sanitaire, soupçonnés d'être le cheval de Troie amenant le mal au sein de la nation, ce qui explique la défiance intercommunautaire qui s'est installée au long des routes maritimes et qui a fait que la première quarantaine fut avant tout un embargo sur les navires en provenance d'autres contrées. En effet, après qu'en 1347 une brève escale de galère vénitienne au port de Messine répandit la peste noire telle une traînée de poudre à travers l'Europe, décimant au passage un tiers de la

161. Le sens premier du terme est utilisé métaphoriquement afin de conceptualiser l'Etat et sa gouvernance comme une construction élevée au-dessus de la construction principale, soit le peuple. Ce n'est donc pas le sens marxiste qui guide cette réflexion.

162. Thomas Hobbes, *Leviathan* (Reprint) (R. Tuck, Ed.). Cambridge: Cambridge University Press, 1996.

population du continent, les autorités portuaires prirent de nouvelles mesures pour isoler ou refouler les vaisseaux suspects. Le Conseil de la République de Raguse imposa le premier décret de quarantaine formellement enregistré en 1377, ordonnant à tout navire en provenance de lieux contaminés de ne pénétrer le port de la république qu'après un mois d'isolation à l'île de Mercano¹⁶³. Venise adopta une politique similaire quelques temps plus tard, prolongeant la période d'isolement à quarante jours, d'où l'origine étymologique du mot, et dédiant même, à partir de 1423, l'île de Lazaret à l'hébergement des individus à risque¹⁶⁴. Ces mesures se sont popularisées à travers l'Europe et à travers les années, au rythme des pestes et des épidémies qui prirent d'assaut les cités européennes l'une après l'autre. Au fur et à mesure que les gouvernements prirent à cœur de se protéger de la menace sanitaire, de nouvelles structures de gouvernance sanitaire au niveau national prirent forme, y compris des bureaux de santé aux pleins pouvoirs, disposant presque d'un droit de vie ou de mort. Le concept de police médicale, formulé par Wolfand Thomas Rau, en 1764, et repris par Johann Peter Franck, en 1779, marqua l'apogée du caméralisme germanique, forme allemande du mercantilisme qui se développe dès le XVI^e siècle. La centralisation des institutions de l'Etat moderne pour l'unification des territoires sous cette école de pensée économique et sociale réformatrice, s'est accompagnée d'un nouveau mode de gouvernance sanitaire, octroyant à des institutions le pouvoir de réguler et d'organiser la politique publique sanitaire dans l'intérêt du collectif. Chargées de veiller au traitement des épidémies, au contrôle des professions médicales et au respect des normes d'hygiène, ces institutions popularisaient parallèlement la pratique de la statistique sanitaire, emblématique de la régulation de l'apparatus biopolitique de l'Etat.

La biopolitique, soit la régulation de la vie de la population, s'impose dès lors que la vie surgit comme nouvel objet et exercice de pouvoir, le droit de souveraineté historique de « faire mourir ou laisser vivre » étant désormais remplacé par le droit de « faire vivre et de laisser mourir ». Ce droit souverain¹⁶⁵, ce pouvoir d'intervenir pour garantir la vie et sa qualité, ce nouveau mode de gouvernance sanitaire, marque une rupture entre la médecine comme discipline individuelle et la médecine comme discipline collective, aspirant à remédier aux causes et racines de la propagation de maladies. La santé publique, en tant que pratique d'Etat et paradigme de gouvernance, ne se limite pas à traiter les malades, mais intervient également dans la vie quotidienne des sujets sains afin de minimiser leur risque de contagion. En quelque sorte, le pouvoir et le savoir s'allient pour influencer des processus de vie, alors que cette dernière s'établit comme enjeu politique et économique que les Etats peuvent de plus en plus maîtriser en raison du patrimoine de connaissances et de savoir scientifique accumulé¹⁶⁶. Ce biopouvoir nouvellement acquis par l'Etat, fait que le biologique passe du champ mystique, aléatoire et indomptable, à celui du contrôle, du savoir et de l'exercice de pouvoir. Il s'accompagne, ainsi, de nouveaux mécanismes, procédés et technologies visant à asseoir la suprématie de l'Etat sur les phénomènes de population. Ainsi, parmi les interventions proposées dès le XVIII^e siècle, figurait le maintien de l'hygiène publique, la prévention de maladies ne pouvant passer outre la source première de

163. Bertrand Mafart et Jean-Luc Perret, « Histoire du concept de quarantaine ». *Médecine tropicale*, 58(2 S 14), 14S-20S., 1998.

164. Jacques Vallin et France Meslé, *Origine des politiques de santé. Histoire des idées et politiques de population*, 2006.

165. Nous entendons ici souverain comme étatique, se rapportant au prince, tout en conservant à l'esprit les différences dans l'œuvre de Foucault entre souveraineté et biopolitique.

166. Michel Foucault, *La volonté de savoir. Cours au Collège de France*. 1970.

contamination : l'accès restreint à l'assainissement, à l'eau potable et à un logement salubre. En 1832, face au choléra, l'action des gouvernements s'imprégna de cette vision hygiéniste, se focalisant sur l'amélioration des conditions de vie, particulièrement des populations les plus pauvres. De nouvelles politiques d'aménagement ordonnèrent ainsi de manière plus soutenue la construction de réseaux systémiques d'égouts et d'eau potable, à Londres dès 1844, et à Paris dès 1850. Le mouvement hygiéniste prit encore plus d'ampleur lorsque ses recommandations trouvèrent en Louis Pasteur un soutien scientifique d'autorité¹⁶⁷. En mettant au point de nouveaux moyens de vaccination et en confirmant l'efficacité de l'asepsie en tant que moyen préventif, les découvertes scientifiques pasteurienne popularisèrent ce que les hygiénistes avaient déjà pressenti et recommandé au début du siècle. S'ajoutant à l'arsenal de la santé publique, la vaccination devient rapidement indispensable à la sauvegarde de la bonne santé des populations, un moyen pour les gouvernements de réduire les « factures » épidémiques en optant pour une politique relativement moins coûteuse, tant sur le plan financier qu'humain. Ces politiques publiques de santé sont doublées des mécanismes de surveillance et de discipline accompagnant l'organisation démographique et biopolitique de la société, et nécessaires à sa sécurité.

Le sacre, au XIX^{ème} siècle, du rôle central et salvateur de l'hygiène comme moyen de prévention contre la contagion, a marqué un tout autre tournant, qui est celui de la rigidification des frontières territoriales. Le développement de la statistique sanitaire et de nouveaux modes de gouvernance dans le domaine de la santé, a permis de mieux délimiter les territoires infectés ou à risque, de définir les politiques d'hygiénisme à appliquer au sein et en dehors, et d'améliorer l'aménagement de l'espace urbain selon les politiques ainsi définies. Foucault esquisse ce renversement caractéristique du rapport à la ville, qui, en émergeant comme foyer de maladies, en plus de lieu de révolte et de centre économique, appelle à un contrôle souverain plus strict, tout en revêtant une identité et une spécificité territoriales distinctes¹⁶⁸. L'intégration de la ville sous la supervision des mécanismes centraux de pouvoir ranime un rapport complexe de souveraineté et de territorialité, car, en plus de devoir marquer et conserver le territoire, comme il lui incombait historiquement de le faire, l'Etat doit contrôler la circulation entre les villes sous son autorité afin de minimiser les risques de contagions – économiques, politiques, ou endémiques- qui peuvent autrement découler de déplacements malheureux entre ces différentes territorialités et porter atteinte à la sécurité de la population. Des espaces d'exclusion se créent dans une tentative de circonscrire le danger, d'exorciser la peur, et d'écarter l'insécurité qu'imposent les maladies infectieuses, en réponse à une demande croissante de sécurité sociale, et du maintien de la productivité agricole et industrielle, nécessaire également à la garantie

167. Ce besoin d'autorité scientifique incarnée dans un individu s'est trouvé actualisé dans la crise actuelle dans une figure comme le Professeur Didier Raoult. La visite rendue à son centre par le Président Macron, ainsi que son rapprochement récent avec le philosophe, commentateur et polémiste populiste et souverainiste Michel Onfray attestent les liens qui lient science, médecine, Etat, politique, délibération publique, médias et idéologie. La popularité du Professeur Raoult avait été permise par son style rhétorique, un certain panache, notamment dans la critique de la réponse gouvernementale à la crise, mais aussi son autorité scientifique et universitaire, salués par de nombreux utilisateurs des réseaux sociaux, qui lui valent une certaine popularité, qui dépasse les frontières de la France. La recherche de crédibilité politique, ou de bases justifiant l'action publique, en temps de pandémie, pour des gouvernements amenés à prendre des décisions dans l'urgence, s'est par ailleurs traduite par le recours à la lecture d'études produites par une communauté scientifique divisée et peinant à dégager des conclusions définitives. Il convient de le rappeler : le temps de la recherche n'est pas celui de la décision étatique, et les logiques qui président aux deux champs, pourtant forcés de collaborer, divergent profondément. La question de la distribution des autorités, entre différents champs, dans le rapport à la population, au temps, aux techniques, au pouvoir, à la polémique, à la rhétorique, à l'économie, se pose ainsi en filigrane.

168. Michel Foucault, Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1978.

de cette sécurité sous toutes ses formes. La mise en quarantaine de Marseille, en 1720, drastique, est emblématique de cette tentative de circonscrire le danger en séparant la ville du reste du territoire de l'entité nationale. Victime d'une flambée de la peste, suite au non-respect du règlement sanitaire à l'arrivée du navire le Grand-Saint-Antoine en provenance de l'Empire ottoman, Marseille est rapidement interdite de toute entrée ou sortie par le Régent même, invalidant ainsi les mesures prises initialement par les diverses autorités locales pour s'arroger le droit souverain de prendre les mesures nécessaires au maintien de la sûreté publique. L'instauration d'un cordon sanitaire pour la protection des régions limitrophes, y compris par l'érection du mur de la peste s'étirant sur près de 27 kilomètres pour parfaire l'isolement de l'épidémie à Marseille, a contribué à l'endiguement de la maladie près de deux ans plus tard, en 1722. Ce fut également la dernière incidence d'ampleur de la peste en Europe, car constituant un tournant charnière dans la gestion des épidémies de maladies infectieuses et le durcissement des réglementations sanitaires. Cette rigidification des frontières entre villes et régions au niveau national, nécessaire à l'enrayement d'épidémies lors des siècles précédents, fait écho au repli sur soi dont les Etats font preuve aujourd'hui face à la pandémie du Covid-19, ou à la façon dont sont circonscrites villes et régions. Cet instinct de survie se déclenche suite au suivi de l'évolution de la situation épidémiologique dans les autres Etats, alimentant une obsession quasi-hypnotique pour le nombre de cas d'infection, le taux de létalité et autres figures dérivant de la statistique sanitaire, et s'articule par le biais de la suspension de lignes maritimes et aériennes en provenance et en direction des territoires les plus affectés, ou même, selon la gravité et la portée de l'épidémie, d'un hermétisme absolu.

b) L'internationalisation des préoccupations sanitaires

La vitesse des épidémies croissant au rythme de l'intensification des premières dynamiques mondialistes du XIX^{ème} siècle, de la modernisation des moyens de transport et de la multiplication des échanges commerciaux transfrontaliers, de nouveaux modes de coopération multilatérale voient le jour. La première conférence sanitaire dite internationale, en réalité réunissant à peine douze Etats européens, se tient à Paris en 1851, dans le but de développer une défense commune contre la peste, la fièvre jaune et le choléra¹⁶⁹. L'idée d'un droit universel à la santé germe peu à peu, alors que la menace épidémique transcende les frontières, compromet le libéralisme économique et entrave la « mission civilisatrice » que les puissances coloniales se targuaient de mener auprès des populations « indigènes ».

C'est sur cette base que naît l'Office International d'Hygiène Publique (OIHP) en 1903, dont la principale fonction est d'aider à la coordination de réponses techniques, aux niveaux national et régional, face aux nouvelles flambées épidémiques, notamment via l'adoption de réglementations sanitaires de portée internationale. La résurgence du choléra, en 1910, accélère l'adhésion de nouveaux Etats-membres à l'OIHP et constitue une importante étape dans l'édification du droit sanitaire international. L'Office vacille sous les premiers coups de la Première Guerre Mondiale, mais ses fondations résistent et se montrent particulièrement précieuses lors de la lutte contre la grippe espagnole. Toutefois, la refonte de l'architecture de gouvernance internationale suite à l'édification de la Société des Nations (SDN), donne naissance à une nouvelle Organisation d'Hygiène,

169. Céline Paillette, « Epidémies, santé et ordre mondial. Le rôle des organisations sanitaires internationales, 1903-1923 », 2012.

sous la tutelle de la SDN, qui éclipse peu à peu l'OIHP en offrant une meilleure plateforme d'échange d'informations épidémiologiques et la disponibilité d'un personnel dédié à la réorganisation des services publics pour les Etats qui le demandent.

Née des débris de la Seconde Guerre Mondiale, l'ONU prend à cœur l'internationalisation des préoccupations sanitaires, et nourrit l'idée d'une organisation internationale œuvrant à réduire les disparités sanitaires entre l'Occident et le Tiers-Monde. Ainsi, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), agence technique de l'ONU, voit le jour deux ans plus tard, en 1948, et signale le commencement d'une nouvelle ère de gouvernance sanitaire, plus inclusive, mais surtout plus centrée sur le bien-être individuel pour sa valeur intrinsèque. Son mandat comprend, à ce jour, la réalisation d'un état complet de bien-être physique, mental et social pour tous, perçu comme condition sine qua non pour la paix et la sécurité, et ce, à travers un contrôle et une surveillance constants de l'évolution des situations épidémiologiques, la coordination de réponses multilatérales aux problèmes de santé, l'assistance technique et financière aux pays en voie de développement et la mise en place de programmes internationaux pour la vaccination et la lutte contre des maladies infectieuses. La charte de l'OMS dispose ainsi :

*« La santé de tous les peuples est une condition fondamentale de la paix du monde et de la sécurité ; elle dépend de la coopération la plus étroite des individus et des Etats. Les résultats atteints par chaque Etat dans l'amélioration et la protection de la santé sont précieux pour tous. L'inégalité des divers pays en ce qui concerne l'amélioration de la santé et la lutte contre les maladies, en particulier les maladies transmissibles, est un péril pour tous. »*¹⁷⁰

Or, l'OMS n'agit pas seule, faisant partie d'un plus large réseau d'acteurs dans le domaine sanitaire. L'implication de différentes parties prenantes, publiques et privées, a tissé un régime de gouvernance sanitaire international imbriqué d'Etats, de programmes bilatéraux ou multilatéraux, d'ONG et de partenariats public-privé polymorphes, voire, dans une certaine mesure, amorphes. Cette multitude d'acteurs, de sources de financement, et de mandats, accroît la complexité du régime, et, assez paradoxalement, son inefficacité, au vu des chevauchements entre les différents programmes et la compétition qui sévit autour de l'allocation de fonds. Cette structure de la gouvernance sanitaire mondiale, presque décentralisée par moments, permet la prolifération d'intérêts parfois contradictoires et contraires, ce qui entrave la prise de décision et ralentit fortement la réactivité du régime lorsque confronté à des obstacles au droit à la santé.

Ce droit n'a été articulé qu'en 1946, dans la charte constitutive de l'OMS, et en 1948, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, puis réitéré, en 1966, dans l'article 12 du Pacte International sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels. Le droit à la santé reconnaît et accorde le droit de jouir d'un niveau de vie adéquat pour la santé, y compris un ensemble de facteurs déterminants pour la santé, tels que l'accès à un logement décent, à la nutrition et aux services sociaux et de santé de base. En effet, le droit à la santé dépend fortement d'autres droits consacrés par le Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, car indissociable du droit à l'alimentation, au logement, à l'eau potable, à des conditions de travail dignes et adéquates. La réalisation du droit à la santé présume un ensemble d'arrangements

170. Organisation Mondiale de la Santé, Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé. Documents fondamentaux, 1948.

sociaux, de normes, d'institutions et de lois qui garantissent un environnement favorable à la bonne santé, selon, bien entendu, les dispositions biologiques de chacun. Cette articulation du droit à la santé reconnaît, par ailleurs, les limites intrinsèquement liées à sa réalisation, mais encourage les États à remplir leurs obligations en matière de respect et de protection du droit à la santé dans la mesure de leurs capacités, introduisant ainsi le concept de responsabilité commune mais différenciée. Ainsi, l'Etat doit, selon ses capacités, fonder une politique publique de santé axée sur la non-discrimination, et assurer la disponibilité et l'accessibilité d'établissements ainsi que de services de santé de qualité. Pourtant, bien que l'OMS mette l'accent sur la nature juridique de la santé en tant que droit, il est nécessaire de noter que la santé s'inscrit sous différents aspects qui articulent les antagonismes entre sa conception en tant que bien public, droit, pilier de la sécurité et, enfin, commodité marchande. La santé est un bien public par sa nature interdépendante, car l'insécurité sanitaire de l'un peut rapidement se propager et contaminer l'autre, tout comme l'atteindre revêt un certain prix valorisé sur les marchés financiers pharmaceutiques, car les vaccins, les médicaments ou, encore, les soins de santé, s'inscrivent dans la majorité des sociétés comme des transactions financières plutôt qu'impératifs sociaux, économiques et politiques pour assurer la sécurité individuelle et le droit à la sûreté.

La coopération intergouvernementale pour la réalisation du droit à la santé a été jalonnée de grands succès, dont l'éradication de la variole, en 1977, les progrès manifestes dans la lutte contre la tuberculose et le paludisme et le développement d'une nouvelle approche inclusive et égalitaire pour démocratiser l'accès à la santé pour tous entre 1978 et 1979, via la signature de la Déclaration d'Alma-Ata adoptant la « Santé pour Tous » comme priorité irréfutable de l'OMS. Pour l'ONU, la Déclaration d'Alma-Ata s'inscrit comme une nécessité pour la préservation de la paix et de la stabilité, testament de l'importance accordée à la bonne santé des populations comme déterminante et tributaire du succès politique. Or, la coopération intergouvernementale pour la réalisation de la santé pour tous a également longtemps été fissurée de divergences idéologiques, entre un camp penchant vers l'économie de marché notamment en configuration néolibérale et un autre tenté par le communisme, particulièrement au point culminant de la Guerre Froide. La politisation de la santé s'est souvent érigée en obstacle à la réduction des disparités sanitaires et à l'éradication de pandémies. En effet, en plus des failles idéologiques entravant inexorablement l'adoption d'une approche commune, le financement même des programmes de l'OMS se retrouve fortement influencé par les intérêts politiques et économiques des bailleurs de fonds. Les contributions fixes des Etats membres ne constituent que 25% du budget annuel de l'organisation, le reste étant pallié par des contributions volontaires, en espèce ou en nature, d'acteurs tant étatiques que non-étatiques qui peuvent décider de la manière dont leur contribution est dépensée. Cela entraîne un important déséquilibre de pouvoir entre les pays en voie de développement et les pays développés. La disparité de contributions financières a pour effet d'accroître la dépendance et la sur-dépendance de l'OMS vis-à-vis de certains pays riches, tout en affaiblissant l'influence des pays plus pauvres. Cela crée également une dépendance aux financements philanthropiques ainsi qu'une rude concurrence entre divers acteurs privés dont l'agenda n'est pas forcément homogène.

Le système de gouvernance sanitaire mondiale oppose des conceptions rigides de la souveraineté à des conceptions plus iconoclastes, renégociant le rôle de l'Etat par rapport à la superstructure onusienne et aux organismes parallèles dans le domaine de la santé. Pourtant, l'Etat est et demeure l'acteur le plus important à ce jour dans

l'organisation de la vie biologique de ses sujets. Il revient aux Etats de décider de leurs politiques publiques, dans ce domaine particulier ou ceux connexes, et leur participation à tout effort commun n'est que consensuelle. Ils disposent non seulement de leviers financiers pour faire pression sur la communauté internationale afin que des points spécifiques soient inscrits à l'ordre du jour, mais également d'une richesse souvent ignorée : le capital d'information. Le partage d'information est la pierre angulaire de la coopération sanitaire, puisque la consolidation d'un patrimoine de connaissances collectif fiable, crédible et accessible permet de hiérarchiser les priorités, de définir des objectifs précis et d'orienter les actions à entreprendre afin de les réaliser. De la qualité des données en amont dépend la réactivité des systèmes d'alerte et la justesse des décisions prises. Or, si la réussite de l'OMS en tant qu'organisation repose en grande partie sur la transparence des Etats, celle-ci n'est souvent pas de mise.

Le Covid-19 cristallise les antagonismes qui peuvent ronger l'efficacité de l'Organisation quand les intérêts individuels prennent le pas sur les collectifs. Ces antagonismes se précisent lors de menaces sanitaires imminentes, dont les répercussions peuvent perturber la stabilité d'un Etat, en exposant ses vulnérabilités et en engageant sa responsabilité. Il est important, dans ce sens, d'engager un débat sur la réelle portée des actions des organisations internationales en général, question qui a profondément divisé le corps académique et la littérature en relations internationales. Les organisations internationales ne disposant pas des caractéristiques fondamentales des États souverains, telles que la puissance militaire, l'intégrité territoriale et les populations imposables, elles dépendent souvent des ressources et de la volonté politique des États, ce qui, aux yeux de l'école réaliste, en fait de simples outils à la disposition de ces derniers. Ainsi, Mearsheimer conçoit les institutions censées régir l'ordre international comme le simple reflet de la répartition internationale du pouvoir, servant les intérêts de leurs créateurs sans aucune marge de manœuvre pour un comportement indépendant¹⁷¹. Ne possédant aucun degré d'autonomie, leur pouvoir est épiphénomène à celui des États, dont les plus puissants maintiennent le contrôle en inscrivant au cœur même de ces organisations des asymétries de pouvoir institutionnalisées.

Or, selon Keohane¹⁷², il n'a jamais été question que les institutions internationales disposent d'une autorité particulière vis-à-vis des Etats, car l'on ne peut raisonnablement attendre des États qu'ils renoncent à leur souveraineté en faveur d'une structure de gouvernance centralisée. L'efficacité ou l'utilité des organisations internationales ne devrait donc pas être jugée en termes d'indépendance absolue et d'autorité sur les États, mais plutôt être conceptualisée au sein même des limites imposées par un système international qui reste westphalien. L'autonomie d'action, incarnée par la capacité d'imposer et de faire respecter des règles aux États, n'est pas une condition préalable à l'accomplissement de la mission des organisations internationales puisque non réalisable sur la base de ce postulat. Leur pouvoir est plus symbolique et réside dans leur capacité à informer et à influencer les négociations afin de promouvoir la coopération et le respect des règles convenues, et ce, en réduisant les coûts transactionnels, en favorisant l'itération et en fournissant l'information. En effet, la grande majorité des organisations internationales mettent en avant des communautés épistémiques composées d'experts ayant une légitimité suffisante pour rédiger des recommandations politiques que les États ne peuvent facilement discréditer, ainsi que pour surveiller le respect des règles et

171. John Mearsheimer, "The False Promise of International Institutions". *International Security*, 19(3), 5-49. doi:10.2307/2539078, 1994.

172. Robert Keohane, *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*. 1984.

encourager les changements de comportement (behavioral change). Or, si la capacité à générer des données indépendantes semble cruciale au bon fonctionnement des institutions internationales, il n'est pas rare que ces institutions s'appuient justement sur les informations fournies par les États, dont le monopole sur le capital d'information demeure une lame à double tranchant. Si l'État coopère bona fide, il se révèle être une source d'information à laquelle les organisations peuvent accéder à ressources minimales. Si au contraire, l'État se borne à camoufler ou à altérer l'information, la communauté internationale doit se tourner vers des sources alternatives de production des connaissances, dont l'objectivité et l'exactitude ne peuvent être garanties.

C'est dans cette optique là qu'il faut inscrire les relations de pouvoir entre l'OMS et ses États-membres. La Chine, ne contribuant qu'à hauteur de 0,21 % du budget de l'OMS, en partie vu sa propension à s'engager dans une diplomatie sanitaire bilatérale plutôt que multilatérale, afin de marquer son engagement dans le développement de pays partenaires, fait que le pays ne représente pas tant une source de capital financier, qu'informationnel. L'information constitue un point focal de l'échange de bons procédés entre les États et l'Organisation, un quid pro quo institutionnalisant la coopération multilatérale dans l'éradication de maladies transmissibles et l'amélioration des conditions de santé à travers le monde. Ainsi, l'OMS dépend de ses États-membres pour l'alimenter en information, une dépendance qui s'accroît lors de flambées pandémiques. Le recensement du nombre réel de cas d'infections au Covid-19 et de décès liés à la maladie dépend de la bonne volonté des États à partager l'information, si tant est qu'ils disposent des capacités de diagnostic adéquates pour ce faire, et permet à l'OMS de justement déterminer son approche face à la menace. Or, ces informations, aussi triviales semblent-elles, peuvent être incriminantes, ce qui explique la réticence des États à communiquer en pleine transparence. De la maîtrise de l'information découle une grande partie du pouvoir chinois. La capacité du gouvernement à déployer des mécanismes de surveillance disciplinaire, sous la tutelle du panoptisme foucauldien permettant de voir sans être vu¹⁷³, génère un amas d'information, certes utile au contrôle social, mais enregistrant également le moindre manquement, le moindre faux pas, la moindre faille du régime.

Ainsi, ce n'est pas l'information en soi qui manquait à la Chine, en 2002, mais la volonté de rendre publique une information que les autres États pourraient utiliser à leur propre avantage pour bouleverser l'ordre établi. En effet, l'épidémie de SRAS en 2002-2003 avait été marquée par le manque de transparence des autorités sanitaires chinoises, qui s'étaient abstenues de prévenir quiconque des cas d'infection se multipliant sur son territoire. La Chine ne pouvait avouer son incapacité à enrayer l'épidémie, de peur de nuire à son image et de créer un tumulte politique et économique résultant des mesures de protection que les autres gouvernements auraient irrémédiablement adoptées afin de circonscrire l'épidémie. Cet acte de réaffirmation de la souveraineté, la Chine n'étant sous aucune obligation légale de divulguer sa situation sanitaire interne, s'est pourtant retourné contre le PCC et a causé le contraire de l'effet escompté. La poursuite de l'intérêt national étroitement construit au détriment de l'intérêt collectif n'a fait qu'attiser l'ire de la communauté internationale, exposée à son insu à un virus qui aurait pu être contenu. Cette attitude de méfiance à l'endroit de la communauté internationale et de ses organisations, pouvant se traduire par une réticence à partager des informations, à donner accès aux réalités domestiques, au nom d'une posture d'indépendance et de

173. Michel Foucault, *Surveiller et punir*, 1975.

fierté nationales, avec les conséquences que cela peut entraîner en matière de sécurité sanitaire régionale et internationale, caractérise également en profondeur le pouvoir iranien. On est dans les deux cas face à une forme de « protectionnisme d'information », nouveau paradigme qui vise à protéger le régime de sa propre vérité, dans son rapport aux populations, aux puissances étrangères.

Que ce scénario, hantise de l'OMS et de ses Etats-membres, se répète en 2019, à degré, certes, moindre, ne fait que confirmer la valeur sacrale conférée au partage d'information dans la lutte contre les épidémies. L'émergence de réseaux d'information parallèles au canal officiel de communication chinois, contredisant le tissu narratif fabriqué et contrôlé par le gouvernement, a semé le doute et la discorde au sein de la communauté internationale, désormais rendue en partie incapable de démêler le vrai du faux. La décrédibilisation des données avancées par les autorités sanitaires chinoises, suite à la prolifération de lanceurs d'alerte en ligne, a également permis aux Etats-Unis de tisser un contre-discours remettant en cause la transparence de la Chine et engageant sa responsabilité dans la propagation de la pandémie. La réelle bataille engagée aujourd'hui entre ces deux grandes puissances n'est pas uniquement politique, économique, technologique, et depuis peu teintée d'une aura biologique, mais également et surtout informationnelle. A l'ère des technologies de communication, de l'information et de la surinformation, les campagnes de désinformation menées par les Etats-Unis et la Chine pour assigner le blâme à l'adversaire et se défaire de toute responsabilité, ensevelissent la vérité sous une montagne de propagande et de rhétorique fallacieuse. La vérité, fragilisée depuis quelques temps déjà, se retrouve prise en otage par le complotisme et la soif de reconnaissance médiatique, un signe de soft power au temps de la post-vérité où la virulence de la nouvelle compte plus que sa véracité. Les mêmes logiques président aussi aux échanges d'invectives entre Téhéran et Washington, comme à la censure par Google de l'application de traçage créée par les autorités iraniennes. La confrontation entre « empire étasunien » et ses détracteurs se déplace dans le champ de la santé et des épidémies.

c) L'Etat d'exception

Bien que la coopération multilatérale demeure à ce jour nécessaire à l'éradication de maladies infectieuses, elle se retrouve également prise en otage par des considérations politiques, économiques et sociales quand la menace se rapproche de trop près. Ainsi, outre le manque de transparence, le repli sur soi des Etats en période de crise sanitaire nourrit une nouvelle forme de désolidarisation et de rigidification des frontières. L'ascendance de la santé lors de pandémies du domaine biologique au domaine sécuritaire, un domaine généralement marqué par une compétition plus accrue entre les Etats laissant peu de place à la coopération en dehors d'alliances de convenance, limite également la marge de manœuvre de l'OMS, en redonnant à l'Etat ses pleins pouvoirs dans le domaine sans concession aucune. Les maladies infectieuses constituent une menace particulière pour la stabilité économique, politique et sociale, de par l'impact débilisant de l'insécurité sanitaire sur la capacité et la stabilité des Etats, ainsi que leur développement. En plus d'augmenter les taux de mortalité et d'invalidité, les maladies infectieuses alimentent la peur, mettent en danger la stabilité et épuisent les ressources et les capacités de l'Etat. En freinant la croissance économique à long terme et en entravant la bonne gouvernance, l'insécurité sanitaire menace la stabilité politique et socio-économique des Etats. En effet, les épidémies sont souvent suivies de déclin économique, dû à la réallocation de fonds d'abord destinés à d'autres secteurs pour

alimenter celui de santé publique ainsi qu'à la diminution de la productivité en raison de l'absentéisme de la main-d'œuvre disponible¹⁷⁴. L'Etat s'en retrouve fortement diminué, fragilisé et estropié, une aubaine pour les mouvements révolutionnaires ou forces étrangères avides de nouveaux bousculements. Les sociétés peuvent faire face à une explosion durable du chômage et de la pauvreté, avec leur lot de conséquences sociopolitiques : on a avancé le chiffre d'un demi-milliard de personnes qui pourraient se trouver reléguées en dessous du seuil de pauvreté à cause du Covid-19 dans le monde.¹⁷⁵

L'urgence, donc, de mettre un terme à la prolifération de pandémies, telles le Covid-19, appelle, avant tout, à la fermeture de frontières, empêchant ainsi l'étranger, désormais réduit au simple titre de vecteur, de faire filtrer le pathogène au sein du pays. Enrayer la progression d'une pandémie appelle, également, à la mise en œuvre des mesures drastiques, réduisant considérablement la liberté de mouvement. Il s'agit d'imposer des mesures de surveillance qui, en temps normal, rencontreraient une résistance, mais que la société peut accepter si la peur de la menace excède le besoin d'émancipation, comme cela a été le cas après le 11 septembre¹⁷⁶. Afin de rationaliser cette peur et justifier les mesures exceptionnellement sévères qu'ils se devaient de prendre, plusieurs Etats ont adopté un discours belliqueux présentant le Covid-19 comme une menace existentielle pour la sécurité nationale. L'utilisation d'une telle rhétorique martiale fut cruciale pour légitimer les mesures quasi-liberticides prises par les États pour répondre vigoureusement à la crise sanitaire, en particulier dans les démocraties où les populations sont traditionnellement méfiantes à l'égard de toute atteinte aux libertés individuelles. Convaincre les populations de renoncer aux libertés individuelles au détriment du bien-être collectif est difficile, car cela exige une confiance totale en l'État et sa capacité à ne pas utiliser l'exception pour forger la règle.

Or, c'est précisément contre la pérennisation de l'état d'exception que nous met en garde Agamben¹⁷⁷, pour qui cette pratique née de la Révolution française, permet à l'exécutif de prendre contrôle du législatif et d'user du droit pour sortir les individus du droit, tel l'homo sacer romain dont le statut juridique se définit hors de la loi. En remontant le fil de l'Histoire, Agamben retourne au fait politique romain. Le *justitium*, soit la suspension de l'Etat de droit, en cas de tumultus, soit en cas de guerre ou d'insurrection, est essentiellement un espace anémique vide de droit, une vacance juridique au sein de laquelle la loi n'a plus la force de loi et des actes qui existent en dehors de la loi acquièrent la force de loi. La logique d'état d'exception est utilisée à maintes reprises à travers les démocraties occidentales, le dernier en date justifié dans le cadre de l'antiterrorisme au sein de quelques pays, dont les Etats-Unis en 2001 et la France en 2015. Tous deux basculent dans un état d'exception permanent, l'état d'urgence étant incorporé dans le droit commun par l'exécutif français en 2017, et le USA Patriot Act faisant désormais partie intégrante du corpus juridique américain. La théorie de la stratégie de la mouche avancée par Yuval Noah Harari illustre, par ailleurs, comment la peur de la menace, aussi disproportionnée soit-elle à la force effective de cette dernière, incite les Etats à prendre des décisions qui peuvent leur être préjudiciables. La comparaison entre mouche et terroriste vise à exemplifier que malgré une capacité de nuisance relativement faible

174. Cameron McInnes, Health In P. D. Williams (Ed.), *Security studies: An introduction* (2nd ed., pp. 324-337). Abingdon: Routledge, 2013.

175. The Guardian, "Coronavirus could push half a billion people into poverty, Oxfam warns", 2020.

176. Salma Daoudi, "The war on COVID-19: the 9/11 of Health Security?", 2020.

177. Giorgio Agamben, *Homo Sacer. Le Pouvoir souverain et la vie nue*, 1998.

pour détruire tout un magasin, la mouche peut bourdonner incessamment à l'oreille de l'éléphant afin de le pousser à saccager lui-même sa propre boutique, chose que la mouche seule n'aurait pu accomplir. Pour Harari, l'objectif ultime des stratégies de terreur est d'instiller la peur et de pousser l'Etat à agir en fonction de cette peur-là, plutôt que de la rationalité, ce qui déchaîne de violentes tempêtes politiques qui se retournent contre l'Etat même. Ainsi, le terrorisme plonge d'entières nations occidentales dans un état d'exception permanent, comme l'affirme Agamben, ce qui réduit les populations à la vie nue, privées des médiations juridico-politiques.

L'instauration et le prolongement de l'état d'exception reposent sur des raisons sécuritaires, articulées à travers un discours sécuritaire et nourries par la peur. Une peur relayée par les médias, les discours officiels et les actes officieux, à travers notamment la réitération des nombres d'infectés, de morts, de pertes et de coûts, au fur et à mesure qu'un réel besoin de suivre l'évolution de ces nombres s'empare de la population. L'Etat puise de cette peur et l'entretient afin de pouvoir consolider sa légitimité dans la lutte contre la menace identifiée, qui bien souvent tient de l'incertitude. Le terrorisme, tout comme le Covid-19, sont essentiellement des agents de l'incertitude, car l'ennemi peut littéralement se cacher au grand jour. Les infectés asymptomatiques illustrent ainsi la menace tapie dans l'ombre, omniprésente et invincible. Les politiques de confinement adoptées par les démocraties font état de cette perception de la réalité, tout comme le font les mesures de traçage digital et de surveillance entreprises par d'autres. La multiplication de mesures de surveillance, désormais indispensables à l'endigement de la pandémie, consacre la société de contrôle, l'érige en archétype du succès et ranime le Léviathan terrassé par des années de privatisation et de libéralisation. Ainsi, il est construit que seuls un confinement total et une surveillance drastique imposés par l'Etat peuvent empêcher l'ennemi invisible de sévir et de se propager, car l'essence même de sa vie sociale biologique se retrouve réduite à néant.

Conclusion

Le parcours que nous venons d'entreprendre nous permet de tirer quelques conclusions, que nous savons provisoires, mais surtout de proposer quelques pistes de réflexion, voire quelques voies de sortie possibles de la crise actuelle. La crise du Covid-19 n'a pas aboli les rapports de force et les relations conflictuelles qui structurellement, en dépit de quelques accalmies et de possibilités de rapprochements momentanés, opposent Iran et Chine, d'une part, et Etats-Unis, d'autre part. Au cœur de ce triangle, l'Iran est aux prises avec une administration étasunienne intransigeante, idéologue et jusqu'au-boutiste, tout en se trouvant plus branché que jamais sur la Chine et son économie, bien que les relations économiques et commerciales bilatérales baissent à cause du régime de sanctions étasuniennes. Dans une certaine mesure, et tout en permettant d'entrevoir certaines occasions ponctuelles de rapprochements, la crise a accentué la confrontation, l'a mise à nu. Entre Chine et Etats-Unis, la compétition pour une forme de leadership mondial a été ravivée entre la première économie du monde et la première économie du monde en développement. Entre Iran et Etats-Unis, l'affrontement prend toutes les apparences d'une lutte à mort au Moyen-Orient, le régime semblant pris dans une forme de course contre la montre pour assurer sa propre survie, tandis que Washington joue sa crédibilité et sa réputation, éprouvant par ailleurs les limites de sa politique de pression maximale. Entre République islamique et République populaire, d'une part, et Etats-Unis, de l'autre, entre trois révolutions majeures pour l'histoire moderne et contemporaine de l'humanité, une dialectique du maître et de l'esclave se poursuit.

La crise du Covid-19 poursuit une logique au bord du gouffre. Les conséquences sur la région du Moyen-Orient et le monde (espaces pertinents respectivement pour l'Iran et la Chine), en matières économique et sociale, sont potentiellement désastreuses. Mais la lutte se poursuit, s'étend à de nouveaux théâtres, se confirme là où elle se déroulait déjà. Organisations internationales, soft power à travers la coopération, compétition économique, militaire, technologique, informationnelle, renforcement de liens, rapprochements ou exacerbation des différends accélérés, sur fond d'invectives aux accents de plus en plus martiaux, sont le lot de la période. Les Etats, qui avaient pu reculer au profit du marché, mais qui à leur principe se sont construits dans la guerre, la lutte contre les épidémies, pour la génération de richesses, réapparaissent comme les échelles pertinentes de règlement de crises de cette ampleur. Le pouvoir se trouve dans un tête-à-tête compliqué avec des sociétés qui, pour l'instant, n'ont pas d'autre choix que de lui faire confiance. La vie des citoyens dépend de la pertinence des mots d'ordre des autorités, de leur capacité à mobiliser des ressources, à organiser le mouvement des hommes, à isoler, à prévenir, à détecter, à soigner. Et la communauté internationale fait plus que jamais l'expérience de ses difficultés à coordonner les réponses, butte devant une méfiance généralisée, un égoïsme de nations réaffirmées dans leur précellence au sein de l'ordre westphalien, dirigées par des gouvernements pris au dépourvu, qui naviguent à vue. L'information (et, corollairement, la dissimulation et le mensonge) est l'enjeu principal, et autour d'elle la technologie, les technologies de l'information, l'économie, les formes de guerre, de collaboration, de modes d'administration en découlant. Les enjeux qui entourent la question de l'information et de sa gestion font la possibilité, et l'impossibilité, de la coordination d'une réponse. La communauté mondiale se cherche, peine à se trouver, à se prouver à elle-même sa propre réalité. L'information, encore, apparaît comme un enjeu majeur de souveraineté : pouvoir et communication prouvent, s'il en était besoin, le fusionnel du rapport qui les lie. L'enjeu des épidémies est

mondial, mais il n'est de souverain à l'échelle du monde, et seules des mesures éparses viennent lier des points qui autrement sont pris dans une manière de grande divergence. Les épidémies sont aussi des phénomènes non-humains, et qui pourtant appellent des réponses humaines. Les individus ne sont pas aussi vulnérables à un virus et à ses conséquences en fonction de leur âge, de leur sexe, de leur état de santé, de leur alimentation, de l'existence de structures qui les encadrent, des modalités d'exposition physique au virus qui ressortent de l'organisation et de la rationalisation de l'espace, de la possibilité et de la probabilité d'importer le pathogène par des voies diverses, de la nature du travail que l'on exerce, de sa position et de sa fonction sociales, de la façon dont la société les juge et les juge. Les hommes, « animaux politiques », sont intégrés dans des sociétés, et les profils et caractéristiques des individus et des sociétés impliquent des réalités différentes du Covid-19. Le virus est un phénomène qui donc embrasse des dimensions diverses : partenaires commerciaux d'un pays, niveau de développement économique et solidité des structures sociales, et, notamment, médicales, d'encadrement, des capacités de concentration des ressources, mais aussi profil démographique des sociétés, accumulation de savoirs et de discipline par les groupes et les individus, modes d'organisation de l'espace et du peuplement humains. Si la question de la souveraineté, notamment sanitaire, et celle de la prééminence des nations dans l'ordre international, sont posées, c'est aussi le cas de celles du statut du droit (question de l'exception), de la communication politique, des hiérarchies, des légitimités. Bien sûr, la mondialisation, voire le capitalisme, ont connu un énième procès, et une énième fois d'aucuns croient voir, 12 ans après la crise financière de 2008, les prodromes de leur effondrement. Comme le président Sarkozy à cette époque, un autre président libéral en France, Emmanuel Macron, se propose d'interroger la viabilité du modèle économique aujourd'hui en vigueur dans le monde, et on peut parier qu'aussitôt disparus les effets de la pandémie, disparaîtront aussi ces questionnements. Mais quand disparaîtront-ils ? Et après une crise de quelle ampleur, alors qu'est évoqué le souvenir des années 1930 ? Enfin, 2008 avait contribué à ébranler la solidarité européenne, la centralité des vieilles économies industrialisées, la croyance en la possibilité pour l'Europe de renouer avec une croissance solide et durable, l'exemplarité de la démocratie libérale représentative, les sociétés arabes : quelles pourraient donc être les conséquences d'une nouvelle crise globale, alors qu'on se remet à grand-peine des effets de la première ? La remise en selle de la démocratie, la contestation des autoritarismes et des approches ultra-sécuritaires sont une possibilité, comme l'effondrement de nouveaux Etats, de nouvelles guerres civiles, et la génération de nouvelles crises migratoires, plus considérables encore que celles que nous avons vues ces dernières années.

Les modes de propagation du virus et ses effets sont puissamment anthropiques, mais le pathogène était d'origine animale. Le 11 septembre 2001 était venu des conflits de ce que l'administration Bush appellerait le Grand Moyen-Orient, d'une source idéologique donnée et de ses implications et origines en matière d'organisation sociopolitique (le djihadisme dans le monde musulman et au-delà). La crise financière de 2008 avait sa source dans des produits dérivés illisibles qui s'adossaient à une culture financière particulière et complexe et à des modes de consommation et d'acquisition de la propriété dont on pourrait longuement étudier les dimensions. Le premier événement ressortait du sécuritaire et du géopolitique, le second du financier et de l'économique, et les deux de l'idéologique, ce qui signe leur caractère profondément humain. Dans le cas du Covid-19, une zoologie, un bestiaire de la crise ont fait connaître à des dizaines de millions de citoyens à travers la planète une espèce comme le pangolin ou les marchés d'animaux sauvages de l'intérieur de la Chine. Les rapports de l'espèce humaine à

la faune et à la biosphère font donc ici question. Si l'humanité se mettait à rêver de transhumanisme, elle est aussi ramenée par la crise à sa condition de mammifère bipède et vulnérable, qu'un mouvement comme l'antispécisme dans le Nord global posait déjà. L'économie mondiale est certes de plus en plus complexe, mais lorsque ce n'est pas la contamination par la maladie qui est en jeu, c'est la possibilité de mourir de faim du fait de l'impossibilité de se procurer des revenus qui pèse sur de nombreux de nos congénères. Le rapport entre nature et capital, entre économique-politique et biologique est donc lui aussi rappelé, de même qu'entre organisation économique-politique de la société et virus (la peste ayant, par exemple, joué un rôle dans l'effondrement de la féodalité). Pour preuve, également, la réapparition, avec le confinement, de certains animaux dans l'espace public, la diminution de la pollution de l'air et des eaux autour des zones industrielles, des hubs aéroportuaires, des principaux lieux touristiques. Le Covid-19, en creux, a donc aussi rappelé l'urgence du réchauffement climatique sur la seule planète dont disposent les hommes. Il a posé la question des moyens financiers et politiques que l'on peut se donner pour la préserver, et des épreuves redoutables qu'il faudra traverser pour ce faire.

Parallèlement au Covid-19, d'autres maux, assimilables à des virus, se sont bien sûr répandus. Désinformation sur internet et les réseaux sociaux, rumeurs, théories complotistes, panique, mais aussi chômage, violences domestiques dirigées contre les femmes, attitudes racistes à l'endroit des communautés asiatiques, se sont propagés comme une traînée de poudre. Peut-être plus profondément encore, le rapport des sociétés contemporaines à la mort aura-t-il été interrogé. Et peut-être ce changement du rapport à la mort, révélé par le Covid-19, est-il d'ailleurs, au fond, le changement le plus sensible et le plus profond qui soit intervenu dans les sociétés chinoise et iranienne, engagées désormais dans cette périlleuse phase qui succède à leur difficile et révolutionnaire XXème siècle.

À propos de l'auteur, **Salma Daoudi**

Salma Daoudi est assistante de recherche au Policy Center for the New South. Ses recherches portent principalement sur la sécurité humaine et sanitaire, la militarisation de la santé et la guerre asymétrique. Elle a auparavant enseigné les relations internationales auprès d'Oxbridge Academic Programs, effectué de la vérification digitale avec Amnesty International et travaillé sur des politiques de santé publique pour réfugiés avec Polygeia. Avant cela, elle a effectué un stage au ministère des Affaires étrangères, axé sur la coopération internationale pour le développement et la sécurité. Salma Daoudi est titulaire d'une licence en études internationales de l'Université Al Akhawayn (2018) et d'une maîtrise en relations internationales et politique de l'Université de Cambridge (2019) en tant que boursière Gates.

À propos de l'auteur, **Akram Zaoui**

Akram Zaoui est spécialiste en relations internationales au Policy Center for the New South, où ses recherches portent sur les dynamiques géopolitiques du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Après des expériences en organisation internationale, en cabinets de conseil et en fonds d'investissement, réalisées, notamment aux Emirats arabes unis, en Jordanie et en Tunisie, il s'est consacré durant près de 2 ans à la question de l'islam de France. Il a, dans ce cadre, contribué à des productions académiques aussi bien qu'à des missions de terrain ou à la coordination, la préparation et l'évaluation de l'action de différents acteurs intéressés à la question (institutions publiques, opérateurs privés, organisations et personnalités de la société civile, médias, ministres du culte, universitaires, issus de différents pays, européens ou non). Il est titulaire de Masters de HEC Paris (Programme Grande Ecole) et de Sciences Po (Dual Degree in Corporate and Public Management) ainsi que d'une licence en histoire de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

Pour nous suivre sur les Réseaux sociaux :

